



Paris, Mai, 2011



A l'origine des indépendances : idéologies et histoires interconnectées.

Les références idéologiques et philosophiques des indépendances

Acteurs et penseurs des indépendances

- Les Libertadores

La monarquía Incaica de Francisco Miranda ¿Primer imaginario de identidad continental hispanoamericana? Un estudio comparativo de 1790 1830 ((La monarchie d'après le modèle Inca de Francisco de Miranda : Première tentative pour imaginer une identité continentale hispano-américaine? Une étude comparative de 1790 à 1830)

J.Alberto NAVAS SIERRA

Colloque : Hommage rendu à Francisco de Miranda (1750-1816), précurseur de la pensée Indépendantiste de l'Amérique latine à l'occasion du bicentenaire de la publication du « El Colombiano », journal de Francisco de Miranda.

Maison de l'Amérique Latine & Ambassade de la République Bolivarienne de Venezuela. Paris, le 4 Mars 2010.

La monarquía Incaica de Francisco Miranda ¿Primer imaginario de identidad continental hispanoamericana? Un estudio comparativo de 1790 a 1830.

Auteur : J.Alberto NAVAS SIERRA, Historiador, Miembro de la Academia colombiana de Historia

París, marzo del 2010

La monarchie d'après le modèle Inca de Francisco de Miranda : Première tentative d'imaginer une identité continentale hispano-américaine? Une étude comparative de 1790 à 1830

Version en français par Claudia NAVAS-COURBON, Historienne de l'art diplômée de l'École du Louvre – (Avec tous mes remerciements à Pascaline COURBON pour sa relecture)

Paris, novembre 2010

Résumé

La présentation qui suit traite de la *Colombeia* - legs extrêmement riche que nous devons à Francisco de Miranda - et de l'impact qu'a pu avoir à son époque la diffusion des quatre versions connues du "Plan de gouvernance pour une Amérique colombienne" élaboré par Francisco de Miranda (Caracas, 1750- Cadix, 1816) et publié tout au long de son engagement politique pour l'indépendance de l'Amérique Hispanique.

Malgré les deux occasions *manquées* de 1801 et 1806, quand il fit la tentative de mettre en place son "Plan de Gouvernance", l'on sait que celui-ci n'a jamais réellement été adopté *en tant que* modèle et pour une organisation politique du nouvel ordre de l'Amérique latine post-coloniale (que se soit dans les anciennes colonies espagnoles ou au Brésil).

Pourtant, il serait pertinent de se demander si le dit "Plan de gouvernance" a été pris en compte par ceux qui à l'époque prirent les décisions politiques des nouveaux états américains tout au long du processus d'émancipation et de formation constitutionnelle des pays hispano-américains. La proposition politique de Miranda prévoyait *en même temps le démantèlement de l'Etat* monarchique hispano américain et l'appropriation de quelques notions appartenant à l'empire des Incas. *Il apparaît donc essentiel de savoir si dans le reste du continent hispano américain d'autres projets pré-constitutionnels comme celui proposé par le "Précurseur"avaient été élaborés.* Dans l'affirmative, il faudrait *alors se* demander s'il a existé un lien ou une parenté idéologique entre Miranda et ceux qui, à l'époque ou plus tard, ont élaboré de tels projets *constitutionnels pour un nouveau modèle de gouvernement en l'Amérique Latine.*

Tel est l'objectif du présent travail. Il sera présenté par zones géographiques : nous étudierons d'abord le projet Inca dans l'Amérique du Sud, puis en deuxième partie *les modèles apparentés dans la Méso Amérique.*

Considérations préalables.

D'un point de vue strictement historique et méthodologique, nous voulons ici présenter le "Plan de Gouvernance" de Francisco de Miranda projet inédit et innovant. D'un point de vue historique, il semblerait que ça serait la manière la plus apte de le faire. Tout indique que, en tant que Précurseur, Miranda fut le premier à avoir élaboré un projet constitutionnel spécifique pour un nouvel État qui était censé remplacer celui de l'empire ibérique en Amérique¹. Dans le cas où il y aurait existé des propositions de gouvernance, précédentes ou postérieures, à celle de Miranda, il est du devoir de l'historien de les comparer, ne serait-ce qu'épistémologiquement, à celle du Précurseur.

D'emblée, deux faits deviennent évidents : à part les destinataires, peu nombreux, auxquels Miranda adressa les différentes versions de son "Plan" pour l'Amérique Latine—William Pitt (1798, 1801)², Pétion (1792) (cf. La conférence de Marcel Dorigny), Vice comte Castlereagh (1808)³ et Duc de Gloucester (1809)⁴, personne d'autre ne connaissait l'intégralité de son "Plan". Entre autres, John Adams (1798)⁵, les *Cabildos* de Buenos Aires et Caracas et d'une façon particulière, son compatriote le Marquis del Toro (1808)⁶.

Curieusement dans "l'Acte de Paris" de 1797 signée avec d'autres députés hispano-américains, il est à peine mentionné son 'Plan'⁷. Le Général Archibal Campbell semble avoir été le seul connaisseur du Plan de Miranda pour le Brésil⁸.

I. Les Caraïbes et l'Amérique du Sud :

Le plan militaire conçu par Miranda ne s'est jamais réalisé et, par conséquent, son plan politique est resté inachevé⁹. En fin de comptes, tant Pitt que Addington et Grenville se sont servis des propositions de Miranda pour leurs propres desseins géopolitiques face à la couronne espagnole. Tout d'abord, durant la dite crise de Bahía de Notka (1789-1790) et ensuite, à partir de 1796 au moment où l'Espagne s'est alliée avec la France révolutionnaire de la Convention, puis plus tard.

Et pourtant, il est curieux de constater que certains éléments du 'Plan de gouvernance' de Miranda ont réussi à avoir une répercussion sur le continent américain. Il est encore plus curieux de constater l'existence de projets ou plans politiques comportant des similitudes avec le 'Plan de gouvernance' du *Précurseur*.

1.1 Haïti

Même s'il s'agit d'un fait sans grande conséquence – et jusqu'à présent peu expliqué –, il est étonnant de constater que les troupes de la dernière armée qui a obtenu l'indépendance de Saint Domingue (la partie française de l'île) sous les ordres du chef Jean-Jacques Dessalines (Guinée, 1758-Jacmel, 1806), se soient auto proclamées 'incas', *comme anticipant* la nécessité de se forger une identité nationale, et ce d'autant plus 90% de la population introduite pendant

les deux derniers siècles avait été transportée de l'Afrique par l'esclavage¹. Des différentes hypothèses ont été avancées à ce sujet. L'une entre elles se réfère à la connaissance qu'à la même époque les haïtiens ont pu avoir du soulèvement des incas de Tupac Amaru (héritier Inca)¹⁰. Une deuxième hypothèse fait allusion aux origines inca du peuple Taïno que l'on a voulu honorer ainsi¹¹. Une troisième théorie, renvoie à Miranda et à Brissot, en particulier à la connaissance dont celui-ci et la Société des *Amis des Noirs* ont eu du 'Plan de Gouvernance' du *Précurseur* et en particulier sa prétendue évocation des peuples inca¹² qui se serait d'une façon ou d'une autre répandue dans l'île. De toute manière, une fois l'indépendance acquise, l'appellation "inca" ne s'est pas perpétuée.

1.2 Venezuela.

L'on sait que le 'Plan de Gouvernance' connu par Miranda n'a pas pu être mis en place dans son Venezuela natal ni en 1806 ni 1810-1812, au moment même où le *Précurseur* a joué un rôle important pour l'Indépendance de la Capitainerie Général du Venezuela.

Malgré les "réparations" que Miranda pu consigner concernant la première constitution vénézuélienne du 25 décembre de 1811, il déclara dans le neuvième chapitre de son chapitre final, que la nouvelle République du Venezuela était bien placée pour obtenir l'union de la majorité des 'Peuples de *Colombia*', ou d'une partie considérable de celle-ciⁱⁱ. Ceci dans la mesure où ces peuples du continent étaient représentés par leurs provinces et furent réunis dans un corpus national ou "congrès général" que celles qui pourraient les constituer. Ainsi, les provinces pourraient garantir tant l'intégrité de leurs territoires respectifs que les droits essentiels de leurs habitants.

Simon Bolívar et Francisco de Miranda

Le hasard fait que le père de Simon Bolivar (Caracas, Venezuela 1783 — Santa Marta, Colombia, 1830), Juan Vicente Bolivar (La Victoria, Venezuela; 1726— Caracas, Venezuela 1786) un des plus illustre *mantuano*ⁱⁱⁱ, avec trois autres membres de la classe dirigeante du Venezuela, aient signé deux communications adressées "au bien-aimé compatriote" Francisco de Miranda pour l'implorer de venir les libérer du joug espagnol¹³. Ces lettres sont datées de juillet 1781 et février 1782¹⁴. On peut alors dire que les destins des deux grands hommes des indépendances sud américaines: Francisco de Miranda et Simon Bolivar^{iv} furent réunis pour la première fois. Plus tard, en 1810, Bolivar persuada Miranda de retourner au Venezuela pour rejoindre la lutte pour l'indépendance qui s'était alors initiée au Venezuela en avril, 1810. Cette nouvelle demande faisait, alors, écho à celle de son père, 29 ans plus tôt¹⁵.

Entre ces deux appels des Bolivar, Simon eut l'occasion de fréquenter Miranda à Londres de juillet à septembre 1810 à l'occasion de son séjour en Angleterre quand le jeune caraquéño fut envoyé en mission diplomatique par la première Junte patriotique. Puis, ils partagèrent

¹) Cf. Marcel Dorigny et Bernard Gainot, *Atlas des Esclavages*, Paris : Ed. Autrement, 2006. NtD.

ⁱⁱ) *Colombia* était le nom inventé par Miranda pour nommer le continent Latino américain, *NdT*.

ⁱⁱⁱ) Les 'mantuanos' était la plus haute classe créole du Venezuela, *NdT*

^{iv}) Même si ce lien ne fut qu'un lien de filiation paternel, *NdT*)

également des moments importants pendant la première mais éphémère République vénézuélienne, en particulier au sein de la ‘Sociedad Patriótica’, fondée probablement par Miranda et Bolivar. Cette société fut un lieu d’échanges politiques et le cadre pour le premier débat politique¹⁶ vénézuélien. Pourtant, il n’a pas été encore clairement déterminé quel fut le degré de l’influence idéologique de Miranda sur Bolivar. Bien que ce dernier ait reconnu publiquement l’apport politique et idéologique de ses contemporains, il ne s’est jamais référé à son aîné lorsqu’il présentaient ses idées pour l’Amérique Latine.

Ce qui est certain c’est que le *Libertador* Simon Bolivar joua un rôle notable en ce qui concerne l’aspect idéologique et constitutionnel des nouveaux états sud-américains. En effet, un grand nombre des propositions novatrices du “Plan de Gouvernance” de Francisco de Miranda furent proposées par Bolivar, mais leur source d’origine resta voilée tout au long de la carrière libératrice de Simon Bolivar¹⁷, et jusqu’à nos jours. Rien que l’utilisation de l’appellation *Colombia* et continent *colombiano* revient indubitablement à Miranda.

À la suite des événements de juillet 1812, alors que Miranda se vit obligé de capituler face aux forces royalistes il fut livré aux espagnols. Les avis sont encore mitigés face au rôle que Bolivar joua dans ce triste événement qui condamna Miranda à vivre les dernières années de sa vie emprisonné par la couronne espagnole et y mourir à la Carraca à Cadix. À la suite de la déportation de Miranda, Bolivar s’empara du projet unificateur du continent "americo-colombien" en prenant comme base les idées de Miranda. Dans au moins quatre des textes les plus importants de Simon Bolivar sont repris explicitement des éléments du ‘Plan de Gouvernance’ de Francisco de Miranda. “Le Manifeste de Carthagène” (1812), “La Lettre de Jamaïque” (le 15 décembre 1815), son message au Congrès d’Angustures (1819), le message aux constituants de Bolivia et le projet constitutionnel respectif (1826) ainsi que son ébauche pour la création de la ‘Confederacion Andina” (1826-27).

Le Manifeste de Carthagène (15 de décembre de 1812):

Quatre mois après la déportation de Miranda vers l’Espagne, Bolivar écrit son ‘Manifeste de Carthagène’¹⁸, en prévision de l’annoncée *Reconquista* espagnole –laquelle menaçait le sort de la Capitainerie Général du Venezuela et celui du Vice royaume de la Nouvelle Grenada. Bolívar parla pour la première fois de la *liberté de Colombia* c’est-à-dire comme synonyme d’un destin commun. Il encouragea alors les néo-grenadins insistant sur le devoir de ceux qui pour sauver l’honneur des deux territoires devaient inévitablement marcher pour libérer le Venezuela, berceau de l’*indépendance colombienne*,ⁱ de l’oppression royaliste.

“La Lettre de Jamaïque” (6 de septembre de 1815):

Lors de la chute de la deuxième République du Venezuela (1814), Bolivar, alors déjà acclamé comme *Libertador*, écrivait sa ‘Carta de Jamaica’¹⁹ depuis son refuge antillais en faisant les siens de nombreux idéaux du Précurseur Miranda. Dans sa bien connue “Lettre de Jamaïque” bien que Bolivar ait rejeté l’idée de monarchie pour le continent sud américain, il a revendiqué au même titre que Miranda, les ‘tourments inaudibles et les abus les plus honteux” infligés par

ⁱ) Au sens large employé par Miranda, *NdT*.

les dépostes souverains castillans aux empereurs incas, mexicas et autres grands caciques amérindiens'. Il parle également de l'hémisphère de Colon'ⁱ et Bolivar employa la formule sémantique que Miranda avait donnée au terme *ius soli* au tant qu'identité continentale. Il excluait en même temps le fait de 'naître' et d'être' américain. À partir de cette forte notion nationaliste, et conforme au projet de Miranda, Bolívar déduit des droits inaliénables les 16 millions d'habitants des provinces hispano-américaines. Parmi ces droits, l'indépendance et l'usufruit des 'gouvernements paternels' qui, selon Bolivar, seraient ceux qui 'guérissent les blessures du despotisme et de la guerre'.

Comme Miranda l'avait alors proposé en 1809, Bolívar identifia l'Isthme de Panamá au 'Corinthe américain' où, devait se réunir l'assemblée continentale qui était censée confirmée la réunion des anciennes colonies espagnolesⁱⁱ. L'une d'entre elles devait être 'Colombia' fruit de la fusion de la Capitainerie Général du Venezuela et du Vice Royaume de la Nouvelle Grenade. En décembre 1824, Bolívar exprima, dans sa convocation au Congrès américain, son désir de les réunir dans le « Corinthe symbolique » situé au Panama. Cette dernière convocation fut faite à Lima, deux jours avant la Bataille décisive de Ayacucho.

Le Congrès d'Angusture, (15 février, 1819):

Dans ce célèbre discours du Congrès d'Angusture²⁰, Bolívar répéta presque textuellement et de manière explicite certains principes philosophiques et politiques du *Précurseur* Miranda. En particulier, il faut citer le quatrième pouvoir ou 'pouvoir moral'. En effet, le 'Plan de Gouvernance' de Miranda incluait, d'une façon novatrice pour son époque, la création d'un quatrième pouvoir réservé aux 'censeurs' ou 'curacas'ⁱⁱⁱ. Il est tout à fait remarquable de noter cet apport de nature précolombienne du *Précurseur* même si Miranda (puis Bolívar) puisa ses idéaux également dans d'autres sources qui faisaient parties de l'air du temps à savoir, des inspirations classiques (grecques et romaines), anglo-saxonnes, françaises et napolitaines²¹. Donc, c'est plus le modèle de l'empire Inca²², que le grecque ou le romain, que Miranda forgea l'idée selon laquelle six fonctionnaires seraient les représentants de l'éducation des citoyens et les garants des bonnes coutumes, de la morale publique. Ils devaient alors être les juges de cette morale et veiller à la bonne application de ces préceptes, mais aussi, châtier les vices²³. C'est cette résolution qui fut instituée par les constituants vénézuéliens en l'An 19, et après d'intenses débats ils créèrent un quatrième pouvoir appelé 'aréopage'^{iv} nommé aussi le 'tribunal essentiellement irrépréhensible et saint', par Bolívar²⁴.

ⁱ) Propre à l'idée de *Colombia* de Miranda, *NdT*.

ⁱⁱ) A l'image du Golfe du Corinthe que protegait le sanctuaire de Delphes et où se réunissaient les délégués de la 'ligue' militaire athénien portant le même nom, *NdT*.

ⁱⁱⁱ) Anciens souverains pre-incas de Cuzco, ensuite fonctionnaires de l'empire, positionnés en dessous de l'Inca, qui devaient assurer la nutrition de la société inca, l'éduquer et proposer des plans sociaux après avoir entendu les membres de la communauté, *NdT*.

^{iv}) D'après le nom du Conseil qui se réunissait sur la Colline d'Arès en Grèce, *NdT*.

Suivant la proposition initiale de Miranda, ce dernier pouvoir fut conformé par deux chambres ; ‘celle de la morale’ et ‘celle de l’éducation publique’. La première des deux chambres devait nommer ‘autant de censeurs qu’elle juge convenable’. La hiérarchie la plus élevée serait attribuée au censeur qui par ses services et vertus mériterait le ‘titre de *Catón*’²⁵. Le pouvoir Législatif proposé par Bolívar était divisé en deux chambres – l’une d’origine populaire et l’autre aristocratique—selon ce que Miranda avait déjà proposé en 1790²⁶. Dans le schéma de Bolivar, le Sénat, en tant que pouvoir neutre, ne serait pas élu par le pouvoir Exécutif –les Incas—comme l’avait souhaité Miranda mais plutôt par le Congrès²⁷.

Quatre mois plus tard de la libération de la Nouvelle Grenade après la bataille de Boyacá, de nouveau à Angusture, le 17 décembre, 1819, le Président du congrès vénézuélien, le néo-grenadin Francisco Antonio Zea²⁸ (en présence de Bolívar), déclara la création de la *République de Colombia*. Cet acte fit suite à ce que Simon Bolivar avait prôné cinq ans auparavant dans sa ‘Carta de Jamaica’. La constitution approuvée à la *Villa del Rosario* de Cúcuta le 6 octobre, 1821, habilita le fonctionnement de l’*Unión Colombia*²⁹. Par la suite, l’appellation originale que Miranda avait prévu pour l’ensemble du continent américain post-colonial (Colombia) se réduit significativement. Il est intéressant de noter, que lors du dit Congrès Constituant colombien, le quatrième pouvoir ou « pouvoir moral » mentionné ci-dessus ne fut pas retenu.

La constitution pour la Bolivie et la Confédération Andéenne” (1826) :

Néanmoins, Bolivar revint sur la notion de ce quatrième pouvoir, sept ans plus tard, lors de la création de la toute nouvelle République de la Bolivie¹. En effet, par gratitude envers les députés constituants du Alto Peru (le Haut Pérou) qui lui avaient chargé de promulgué un projet constitutionnel pour la Bolivie, Simon Bolivar, envisagea de créer le quatrième pouvoir tel que décrit auparavant, et à l’image du pouvoir moral déjà proposé par Miranda, il prévoyait également l’institutionnalisation d’un président à vie et héréditaire³⁰ ce qui fut éphémère en Bolivie et au Pérou.

Dans son ‘Projet de Gouvernance’ de 1801 de Francisco de Miranda, dans lequel il avait imaginé un pouvoir exécutif, composé par deux représentants Incas, dont un des deux devrait se déplacer dans le territoire amérindo-colombien pour inspecter l’ensemble des besoins des ‘provinces de l’empire’³¹, Bolivar, proposa un pouvoir exécutif semblable en 1826 à son ébauche de la *Confédération Andéenne*. En effet, quand le *Libertador* conçut la création d’une confédération qui était censée de réunir la Colombie, le Pérou et la Bolivie sous la déjà citée constitution ‘à vie’ il proposa un pouvoir exécutif bicéphale composé par un vice-président résidant dans chacun des états fédéraux et un président itinérant qui devait se déplacer entre les différents États andéens ainsi fédérés³².

¹) Originellement nommée ‘Bolívar’, puis Bolivia, en honneur à Bolivar *NdT*.

1.3 Río de La Plata.

Les tensions de classe et d'intérêts qui ont eu lieu au sein et dès les débuts de la 'revolución de mayo' de 1810 qui se forma suite à la Première Junte du gouvernement de Buenos Aires sont bien connus. Également, sont connus les liens que Miranda eut, d'une part avec le *Ayuntamiento* de Buenos Aires —qui existait avant la déposition du vice-roi Cisneros—. et d'une autre part, la correspondance que le Précurseur a entretenu avec Saturnino Rodríguez Peña, Aniceto Padilla, D.R. Larrea et Mathias Yrigoyen³³.

Un autre fait de la plus haute importance pour le Rio de La Plata eut lieu après le départ de Miranda de Londres au Venezuela en 1810 : le séjour—de caractère initiatique pour certains—de quatre latino américains José de San Martín, Carlos María de Alvear —son cousin—, José Matías Zapiola et Tomás Guido au 58 Grafton St à Londres.

Il est également vrai que La Gaceta de Buenos Aires, organe officiel de la 'Junta de Mayo' (Junte de Mai), fondée et dirigée par son Secrétaire, Maiano Moreno (Buenos Aires, 1778 -Alta Mar, 1811), a bien reproduit les premiers numéros du journal *El Colombiano*, publié à Londres par Miranda le 15 mars, 1810³⁴.

Mariano Moreno, la 'Junta de Mayo' et 'El Plan de Operaciones'

Pourtant, c'est à la fin août 1819 quand le premier lien concret entre le 'Plan de Gouvernance' de Miranda y la *Junta de Buenos Aires* apparaît. Lors de la session secrète du 30 août, celle-ci approuva le dit '*Plan de Operaciones*', rédigé par Mariano Moreno, qui en plus d'être le Secrétaire de la Junta il avait à sa charge les Affaires de Guerre. Si bien le document n'est pas complètement validé et son authenticité est mise en question³⁵, encore aujourd'hui, il est tout de même intéressant de signaler que malgré la confusion de son texte, la création d'un état continental sud américain y faisait l'objet³⁶. Cet état comprendrait, en plus du Rio de la Plata, le Bandeau Oriental, le Paraguay, le Pérou et une bonne partie du Brésil³⁷. Dans cet État, l'esclavage devait être aboli ainsi que le commerce des esclaves. "*L'égalité et la Liberté entre les différentes castes de la société*"³⁸, devaient être appliquées. Dans ce dessein, ses protecteurs, l'Angleterre et le Portugal—ses alliés dans le Rio de la Plata— devaient recevoir en échange pour leur protection de concessions commerciales³⁹.

Deux semaines après, Moreno désigna comme Commandant de l'Armée du Nord à Juan José Castelli Villarino ((Buenos Aires, 1764 - idem, 1812), un collègue de Junte et ancien camarade à l'Universidad de Chuquisaca. Cette fraction de l'Armée devait assurer l'indépendance du Alto Pérou. Huit mois plus tard, le 25 mai, 1811, Castelli rendait hommage aux incas sacrifiés devant les peuples amérindiens dans les ruines du somptueux complexe palatial des Incas à Tiawuanaku avec l'objet de lutter pour leur liberté et les inciter à venger les cendres (de ces ancêtres) dans "un rassemblement fraternel". À cette même occasion, le Deuxième Commandant de Castelli, Bernardo de Monteagudo Cáceres (Tucumán, 1789 - Lima, 1825), diplômé de l' Universidad de Chuquisaca, avait lu les décrets qui restituaient aux peuples originaires du Haut Pérou tous leurs droits, où s'éliminaient les tributs coloniaux et se réglementer l'élection des caciques des communautés des caciques pour chacune des

communautés⁴⁰. À la même époque, Manuel Belgrano Casero (Buenos Aires, 1770 – idem., 1820), membre également de l'aile radicale de la Junte –en charge alors des troupes de la capitale- fait en sorte de prendre les mêmes mesures.

Victorieux, Castelli demande des instructions à la Junte dirigée par Cornelio Saavedra, alors représentant des grands propriétaires terrains pour continuer vers le Pérou jusqu'à Santafé et à Caracas: Mais il n'obtint pas cette autorisation.

À la même époque, Miranda demande au Congrès constituant du Venezuela la déclaration absolue de l'indépendance de la Capitainerie Générale du Venezuela.

Mais à la fin de 1810 a lieu la chute de l'aile dite "jacobine" de la Junte: Castelli jugé, meurt, avant d'apprendre la nouvelle de sa sentence de sa **mort par fusillade (?)**. Belgrano est quant à lui est proscrit et Monteagudo est forcé à l'exil.

Curieusement, en 1809, quand la nouvelle de l'occupation de l'Espagne par Joseph Bonaparte arrive à Rio de la Plata, Monteagudo, était alors étudiant en Droit à l' Universidad de Charcas, écrit une pièce de théâtre intitulée "*Diálogo entre Atabualpa y Fernando VII en los Campos Elíseos*" (*Dialogue entre Atabualpa et Ferdinand VII aux Champs Élysées*). Dans celle-ci—s'adressant à ses camarades de *l'Academia Carolingia*—, Monteagudo clairement prône le modèle de gouvernement des Incas et le place en tant que modèle de justice. Dans la continuation de Garcilaso de la Vega et du Père de Las Casas —que Miranda avait également lu—Monteagudo condamne l'injustice de la conquête et les faux titres provenant du pape sur lesquels la domination de l'empire espagnole s'était assise dans l'ancien Tawantinsuyu, ce que Miranda avait également condamné. Monteagudo écrit alors une proclamation à l'adresse des peuples originaires du Haut et du Bas Pérou qui les encouragea à rétablir l'empire Inca.

Manuel Belgrano et José Gabriel Condorcanqui Túpac Amaru

Ce n'est pourtant que six ans plus tard que la pensée de Miranda retrouve celle du Rio de la Plata. Le retour se fait lors de la réunion du Congrès Constituant--congrès réuni dans la région du nord du Rio de la Plata--le Tucuman. Dans la séance secrète du 6 juillet, 1816¹, le Général Manuel Belgrano –tout juste revenu de son exil volontaire en Europe (et en particulier à Londres où il séjourna longuement) expose son idée d'un gouvernement qui devrait être institué au sein des dites *Provincias Unidas del Río de la Plata*⁴¹ (*Provinces Unies du Rio de la Plata*). Étant au courant du changement évident vis-à-vis de la monarchie qui s'opéra en Europe, Belgrano proposa à cette occasion la création d'une monarchie modérée avec un rétablissement de la dynastie des Incas. Le nouvel empire siègerait à Cuzco où l'héritier de l'Empire Inca⁴² était supposé résider.

Tout indique que le Général Belgrano a préalablement consulté la proposition qu'il allait présenter au Congrès avec ses plus proches, en particulier les généraux José de San Martín Matorras (Yapeyú, Misiones 1778 - Boulogne-sur-Mer, Francia, 1850) et Martín Miguel de

¹) Miranda décéda le 14 juillet 1816 à la Prison de las 'Cuatro Torres' del arsenal de la Carraca, Cádiz.
NtD.

Güemes (Salta, 1785– *idem*, 1821)ⁱ. Tous les deux acquiescèrent à cette proposition du Général Belgrano⁴³. Au même moment, les généraux Güemes et San Martín prévoyaient la grande expédition de la cordillère des Andes pour la libération du Chili. Ces campagnes étaient semblables à celles que Miranda avait imaginées tant de fois auparavant⁴⁴.

De son côté, José Gervasio Artigas Artigas Arnal (Montevideo, 1764 – Ibiriray, Paraguay 1850) ainsi que les autres *caudillos gauchos*ⁱⁱ furent de même dans le Bandeau Oriental, les ‘provinces du Littoral’ et la province basilienne du Río Grande do Sud dans le but d’unifier le tout sous un seul état. De cette manière le grand projet d’unifier politiquement la quasi totalité de l’Amérique du Sud située au dessous de l’Équateurⁱⁱⁱ pourrait aboutir.

Le Congrès approuva la “Déclaration d’Indépendance” absolue trois jours après que la proposition de Belgrano et le nom des *Provincias Unidas en Sud América* fut adopté. Cette acte fut traduit dans les langues amérindiennes, le quechua et l’aimara. L’initiative de Belgrano fut reçue favorablement par la plus grande partie des députés des provinces du Nord. Les députés de la Province de Buenos Aires furent plus réticents. Les premiers voyaient la proposition de Belgrano comme la porte de sortie à la léthargie coloniale dans laquelle le Vice royaume du Pérou sombrait. Ils percevaient cette initiative comme le passage vers une totale indépendance de l’Amérique du Sud et la création de la “Grande Patrie” sud-américaine, grâce à l’appui qu’ils espéraient recevoir des amérindiens et leurs descendants. Opposés à une telle démarche, les députés de Buenos Aires, restés perplexes par une telle proposition, la qualifièrent de ridicule et extravagante⁴⁵. Les *à priori* liés à la question raciale étaient fort présents, à l’idée de se retrouver gouvernés par un ‘monarque de la caste des chocolats’ (indiens ou métis). Ils estimaient que les métis ou amérindiens vivaient soules et couverts de vieux tissus dans des *chicherias*^{iv}.

Le bon accueil apparent fait à l’idée de la restauration de l’empire inca n’eut pas lieu uniquement à l’intérieur du Congrès Tucumano. D’après une communication de l’époque, trois semaines après la présentation de Belgrano, sur la plaine du Tucumano, il est dit que :

“plus de cinq mille indiens, certains à cheval, d’autres à pied, armés de différentes manières, certains avec des lances, sabres, fusils, cordes et boleadoras, écoutèrent attentivement, comme en transe les paroles du Général Belgrano alors qu’il annonçait avec grande véhémence que le Congrès souverain était en faveur de une ‘monarchie

ⁱ) Après le départ de Miranda pour le Venezuela, le Général San Martín passa 5 mois avant son retour au Río de la Plata dans le sanctuaire révolutionnaire *Colombo-Americano* de Grafton St. Le très influent Général Güemes était alors le gouverneur de la Province de Salta qui réunissait les juridictions de Salta, Jujuy, Tarija et Oran.

ⁱⁱ) *Leaders de la Pampa*, NdT.

ⁱⁱⁱ) C’est-à-dire **sur** la latitude 0°, NdT.

^{iv}) Taverne **de** mauvais genre donde se bebía un licor de la fermentación del maíz (*chicha*), NdD.

constitutionnelle' reconnaissant par ce fait l'instauration de l'ancienne maison des Incas pour occuper le trône américain. Cuzco serait le siège de cette nouvelle monarchie."⁴⁶.

Un mois après, le Général Martín Güemes, gouverneur de Salta, adressa depuis Jujuy où il siégeait, un manifeste par lequel il proclamait aux péruviens devant le Congrès Tucumano, le 6 août, 1816, son souhait de voir 'le prompt rétablissement de la dynastie des Incas' et faire siéger "sur le trône et l'ancienne cours de Cuzco le successeur légitime de la couronne" [espagnole]⁴⁷.

Le projet de la monarchie des Incas fut approuvé lors du Congrès par une majorité simple. Mais, il n'a pas réussi à obtenir les deux tiers des votes requis pour le ratifier. Henry Chamberlain, le ministre britannique à Rio de Janeiro informa ponctuellement le Secrétaire du *Foreign Office*, le Vicomte de Castlereagh (Dublín, 1769 - Londres, 1822)⁴⁸ des débats du Congrès tucumano et en particulier sur le projet de la monarchie à partir du modèle Inca ainsi que de la création de l'Empire de l'Amérique du Sud dans lequel le Brésil y faisait partie. Le Vicomte de Castlereagh était probablement le dernier homme politique anglais à avoir eu connaissance du "Plan de Gouvernance" de Miranda.

L'héritier inca qui devait trôner sur cet empire devait être, selon Belgrano, Juan Bautista Tupac Amaru (Tungasuca, Pérou, 1747-Buenos Aires, 1827), le demi-frère cadet de José Gabriel Condorcanqui Tupac Amaru (Tungasuca-Tinta, Pérou 1738 - Cuzco 1781). Ce dernier avait commandé la grande subversion indienne péruvienne de 1780 qui marqua tellement la pensée de Miranda.

Libéré en 1813, après 38 ans passés à Cadix et Ceuta, Juan Bautista Tupac Amaru, grâce à un décret d'amnistie avec la cours de Cadix, s'installa la même année à Buenos Aires où il devint ami de Belgrano, San Martín y Güemes⁴⁹.

En 1822, quelques années plus tard alors que personne ne parlait plus de la restauration de l'empire Inca au Río de la Plata, un décret fut voté le 24 octobre, signé par Bernardino Rivadavia –alors secrétaire du gouvernement et chargé de RR.EE. de la province de Buenos Aires. Ce dernier accepta finalement de donner la pension et la protection que Juan Bautista Tupac Amaru avait demandé quelques années auparavant. Grâce à cette pension, Juan Bautista Tupac Amaru, pu écrire ses mémoires, publiées à Buenos Aires, même en 1824⁵⁰. Le dernier successeur de la dynastie Inca mourut cinq ans plus tard, le 2 septembre 1827. Ses restes reposent dans le cimetière de La Recoleta de Buenos Aires.

II. La Méso-Amérique

Le *Précurseur* Miranda a rappelé que le ‘nom [des Incas] était vénérable dans le pays’⁵¹, mais il n’a pas été très explicite sur les motivations qui l’ont poussé à proposer une restauration de la dynastie des Incas comme le sommet de son projet politique qui couvrait pour le continent *Américo-Colombiano*, tel qu’il l’imaginait.

Il est difficile d’établir si Miranda était conscient qu’avec un tel projet il limitait la gouvernance à la sphère uniquement sud-américaine, qui d’ailleurs était en réalité le seul territoire à avoir été occupé par l’empire pré-hispanique des Incas

2.1 La Nouvelle Espagne :

La difficulté étant d’instaurer la dynastie Inca dans les territoires méso américains qui avaient été gouvernés par les Aztèques (au pouvoir à l’arrivée des espagnols en 1492) et par les Mayas.

Ces riches dynasties bénéficiaient d’une toute assise politique que celle de l’empire Inca. Entre les deux empires, des multiples peuples semi-nomades ou ancrés par petites familles linguistiques et ethniques habitaient le reste du territoire mésoaméricain ainsi que le nord de la Nouvelle Espagne.

Dans cette partie, nous démontrerons à quel point le projet amérindien cher à Francisco de Miranda fut similaire à d’autres projets américains proposés par les leaders indépendantistes de la Nouvelle Espagne. Ceux-ci se rattachèrent plutôt à la tradition amérindienne propre à la Méso-Amérique (et non pas à l’Inca)ⁱ. Dans un premier temps, nous étudierons l’intronisation d’un Canek (roi maya), Juan Uc de los Santos qui étant d’origine maya se fit appelé Moctezuma (en honneur au dernier empereur Aztèque). Ensuite, nous nous intéresserons au culte d’*Anahuac*ⁱⁱ à travers la pensée mystificatrice de fray Servando Teresa de Mier qui allia la dévotion à la Madone de Guadalupe avec le culte de l’Anahuac. Pour conclure, nous présenterons le projet constitutionnel de Severo Maldonado et la manière dont la pensée de Miranda se répandit en Méso-Amérique par le biais, notamment, de pamphlets et journaux révolutionnaires.

Juan Uc de los Santos, premier roi des Indes

En 1761, alors que Miranda ne terminait que ses études primaires, naissaient les premiers projets unificateurs d’origine amérindien dans la Nouvelle Espagne. En septembre 1761, Jacinto Uc de los Santos (San Francisco, Campeche 1730-? 1761), alors âgé de 30 ans, et suite à des divers pèlerinages de type initiatique parmi les leaders des communautés mayas du

ⁱ) Le syncrétisme entre les traditions maya et aztèque est visiblement présent créant un *melting pot* de notions amérindiennes anachroniques et plutôt symboliques. NtD

ⁱⁱ) C’est à dire le territoire politico-religieux des mésoaméricains. NtD

Yucatanⁱ, fut proclamé comme Can Ek⁵², le Roi Moctezuma. Ce nouvel empereur personnifiait un roi de nature messianique puisque longtemps attendu et promis dans le *Chilar Balam*ⁱⁱ. L'intronisation eut lieu dans le village du Cisteil, Yucatán. Ce tournant de l'Histoire devait donner lieu au nouveau cycle qui était censé mettre fin à la domination espagnole.

Un des premiers actes du nouveau roi Canek fut l'abolition du tribut et des répartitions parmi les tribus amérindiennes. Il siégea en tant qu'empereur tout-puissant, en charge des pouvoirs politiques, militaires et religieux du nouvel empire pourtant coiffé de la couronne de 'Notre Dame' de l'église Cisteilⁱⁱⁱ. Pour consolider le nouveau cycle historique qu'il inaugurerait Canek, décréta que les femmes espagnoles devaient se marier avec des natives. Pour établir cette nouvelle règle il élut la première épouse blanche⁵³.

Assez vite, un affrontement cruel opposa le roi Canek aux troupes royalistes. C'est ainsi qu'une grande armée d'amérindiens, mal équipée subit une défaite totale. Le nouveau Canek fut condamné à mourir torturé et incinéré. Ses cendres furent 'émises dans le vent'. Huit leaders mayas furent pendus et mutilés. Leurs têtes et leurs mains furent exposées publiquement.

Lors du procès sommaire de Canek, il apparut qu'avant d'avoir initié sa rébellion, il avait fait une escale à Belize ayant été ramené au Yucatan par un navire anglais. À son débarquement, Canek aurait entrepris l'exécution de son plan néo impérial⁵⁴.

De cette façon, il fut établi que Jacinto Uc et ses suiveurs avaient anticipé de neuf ans la rébellion du Pérou. La rébellion de l'inca Condorcanqui quant à elle avait pour objet d'établir le *Tuhmantysuvu* de la dynastie Inca^{iv}. Elle fut censurée encore plus cruellement que la mexicaine. Elle fut citée par Miranda nombreuses fois.

Miranda et les descendants de Moctezuma

C'est durant la guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique que Miranda rencontra pour la première un membre de la dynastie amérindienne de la Nouvelle Espagne. En avril 1781, à l'occasion du siège du fort de St Georges à Pensacola, Miranda était aide de camp du Brigadier Gerónimo Girón y Moctezuma (Ronda, España 1741–Sevilla, 1819), Commandant de la 1ère brigade qui eut à sa charge l'action de la prise de Pensacola. Cet officier descendait –dans la 9ème lignée maternelle—du dernier empereur mexicain, Moctezuma II⁵⁵. Il est fort probable qu'à ce moment Miranda commença à songer au projet d'émancipation du continent hispano-américain à l'image de l'émancipation des colonies nord-américaines sans pour autant pouvoir dire dans quelle mesure cette rencontre l'influença.

ᶦ) Encore vivantes où la rébellion eut lieu, *NdT*.

ᶦᶦ) Livre sacré Maya, *NdT*.

ᶦᶦᶦ) dont la nature est d'inspiration hétéroclite et anachronique à partir des diverses cultures amérindiennes de la Mésoamérique, *NdT*.

ᶦᶦᶜ) C'est-à-dire, le plus vaste territoire occupé pour le empire inca, *NdT*

Miranda et Clavijero

Tout indique que la deuxième rencontre du Précurseur avec la Nouvelle Espagne eut lieu en février 1786, cinq ans plus tard, pendant sa premier séjour à Rome. En effet, Miranda s'était procuré la liste des jésuites hispano-américains qui furent expulsés des colonies espagnoles et résidant dans les États Pontificaux. À cette occasion, il rencontra Francisco Xavier Clavijero (Veracruz, México 1731–Bolonia Italia 1787) dont l'œuvre majeure, *Storia antica del Messico*⁵⁶, avait été publiée quatre ans auparavant et que Miranda s'était procuré avant de poursuivre son voyage vers le Sud de la Péninsule italienne⁵⁷.

Neuf ans plus tard en 1798, le *Précurseur* retrouva parmi les documents hérités à Londres de l'ex-jésuite péruvien Juan Pablo Vizcardo y Guzmán (Pampacolca, Pérou, 1748 – Londres, 1798), le mémoire que Clavijero avait écrit pour celui-ci avec des informations relatives aux populations et les singularités des audiences du Mexique, Guadalajara et du Guatemala; Ses annotations étaient accompagnées de données en relation aux loyers perçus par les archevêques rentiers du Mexique et de Puebla.

Quelques années plus tard, Miranda publia ce document dans la revue 'Revista de Edimburgo' s'en servant comme instrument de communication en divulguant notamment les abus et les privilèges sans limites de la part des pouvoirs civils et ecclésiastiques espagnoles au sein des colonies américaines. Ce précédent, ainsi que quelques références que Miranda fit dans ces documents appartenant à Clavijero, ont pu créer la fausse impression que Clavijero était anti espagnol et un activiste pro-indépendantiste en lien à Vizcardo⁵⁸. En tout état de cause, Clavijero n'était pas au courant de la fin pro-indépendantiste que Vizcardo allait s'en servir de son mémoire. D'ailleurs, Clavijero est mort sans le savoir.

Ceux qui ont analysé les liens du Précurseur avec les jésuites hispano-américains expulsés, sont d'accord pour dire que ceux-ci servirent comme un élément de plus pour la construction stratégique que Miranda faisait à ce moment pour l'indépendances latino américaine. Miranda s'en servit doublement du cas des jésuites natives des colonies espagnoles et qui avait été expulsées par un "mère patrie" indolante face à leurs racines et au communatues au près de qui les missionnaires avaient exercer leur œuvres au nom de l'Ordre. D'une part, devant Pitt en particulier⁵⁹, il s'appuya sur l'image de cette Espagne 'illustrée' qui était capable de déraciner de ses terres natales les hommes qui lui servait. Et, d'une autre part, Miranda assumait que les familles et proches de ces jésuites créoles se rallieraient à sa cause indépendantiste, une fois son plan de libération sur le terrain latino américain serait abouti.

Miranda, avant son départ à Cuba, avait connu l'œuvre classique de l'abbaye Guillaume-Thomas Raynal (Lapanouse in Rouergu, France 1711 – Paris, 1796)⁶⁰, et possiblement la critique que Clavijero avait faites dans son *Storia antica* du 'benign monsieur' concernant son incréduilité sur les évidences historiques attribuées aux civilisations pré-hispaniques⁶¹ –les mexicaines en particulier–, aurait induit le *Précurseur* à rencontrer personnellement l'abbaye, philosophe et historien français à Marseilles vingt-deux mois plus tard et l'année d'après.

Miranda dit qu'il s'était procuré l'œuvre de Clavijero pour la faire traduire à l'anglais. Tel comme il l'avait fait pour les œuvres de Las Casas, Garcilazo de la Vega et Vizcardo Guzmán, entre autres. Pourtant, il est clair que le *Précurseur* s'est servi, et ce de manière systématique, de

la estigmatisation avec laquelle l'abbaye Raynal avait fait connaître la conquête et la colonisation des espagnoles en Amérique⁶².

Il n'est par ailleurs pas visible l'influence que Clavijero aurait pu avoir sur la pensée de Miranda concernant la valeur historique des peuples originaires de l'*Anáhuac*. Encore moins évident, que ce modèle aurait motivé son 'Plan de Gouvernance' et son schéma pour une monarchie autochtone et américaine⁶³. Cette faible attention portée envers les modèles de l'*Anáhuac* par Miranda, pourrait expliquer le pourquoi il ait inclus dans sa proposition pour la restauration monarchique à caractère amérindienne que le modèle basé sur l'Empire Inca.

Le roi Mariano, "le roi Amérindien"

Le 1er janvier 1801, Juan Hilario Rubio (c. 1750 – c. 1805), un amérindien colotleco, provenant de la province de Nayarit¹, convoqua depuis la capitale de Tepic tous les peuples amérindiens nayarits. Le but de cette convocation était d'acclamer le roi Mariano, "le roi Indien", porteur d'un "masque d'or, fils du gouverneur de Tlaxcalilla et qui avait été nommé 'roi des Indes' par le roi Charles IV. À cette même époque, Miranda se réfugiait des hommes de Fouché dans son domicile parisien du 1497 de la Rue Saint Honoré.

Ce "roi" Mariano, en s'employant à de nombreux déguisements et se déplaçant dans la Nouvelle Espagne, avait réussi à obtenir le soutien de nombreuses communautés amérindiennes pour se proclamer roi des Indes. Sa mission était de récupérer leurs terres. Le signe de rébellion devait être un étendard rouge portant l'image de la vierge de Guadalupe qui serait planté au centre de la Place principale de Tepic où Mariano devait être couronné avec 'la couronne d'épines du bien-aimé Christ' conservée à l'église de Tepic⁶⁴.

Ce plan révolutionnaire fut découvert deux jours après la convocation. Les troupes du vice royaume terminèrent avec cette rébellion au cours de deux ans de poursuites. Il fut estimé que sept mille amérindiens se mobilisèrent dans des différents endroits, mais avec une pauvre stratégie militaire et mal armés. Trois cents entre eux furent jugés et emprisonnés. Lors des investigations, il apparut que cinq notables de la capitale du vice royaume avaient soutenu le mouvement, dont le Comte de San Lorenzo⁶⁵.

En tous les cas, le roi Mariano n'a jamais été retrouvé. La présence d'autres rois amérindiens fut constatée dans la région au cours des dix années suivantes. Et la légende du roi Mariano se propagea : En 1810, de nombreux leaders amérindiens, emprisonnés alors, déclarèrent avoir vu le roi Mariano marchant dans un char noir derrière le père Hidalgo. Ils ordonnaient, la mobilisation des peuples amérindiens conformément, disaient-ils, leur avait proscrit le roi

¹) Le 'royaume de la Nouvelle Galice', était une des deux plus grandes divisions politique et administratives de la Nouvelle Espagne, située au Nord-est de l'actuel Mexique. *NDT*.

d'Espagne. Le but étant de tuer le vice-roi et tous les *gachupines*ⁱ pour ensuite partager les biens et les terres parmi les peuples amérindiens.

Il ne semble pas qu'avant 1809 il est eu d'autres événements reliant spécifiquement Miranda avec la Nouvelle Espagne, même si les mouvements indépendantistes avaient déjà commençaient dans le reste du continent hispano américain à ce moment là.

Miranda et le Marquis d'Apartado:

À la fin de 1809, au moment où Miranda avait refusé de se joindre à l'armée du Général Arthur Wellesley qui devait envahir la Péninsule ibérique, arrivèrent à Londres les membres de la puissante famille mexicaine, Les Fagoaga. À la tête de cette riche famille de propriétaires de mines, était le marquis de Apartado, José Francisco Fagoaga y Villaurrutia (Ciudad de México 1788–*Ib.*, 1851)⁶⁶ Manuel Cortés de Campomanes (España 1775 ?- 1835?) et José María Antepara y Arenza (Guayaquil, 1770 – *Idem*, 1821)⁶⁷. Miranda eut connaissance de cette arrivée grâce à deux de ses proches amis.

Le mécénat des Fagoaga envers la cause indépendantiste et les projets de Miranda, en particulier, fut d'une grande importance⁶⁸. Grâce au soutien du Marquis, le groupe éditorial pu publier les cinq numéros du journal *El Colombiano*ⁱⁱ. Ce journal fut distribué dans la Nouvelle Espagne au sein d'un cercle select⁶⁹ ce qui provoqua la censure de celui-ci par le vice-roi Vanegas⁷⁰. Nombreux des lecteurs de ce journal furent acteurs des événements qui se succédèrent à partir de 1810.

Il semblerait, également, que les Fagoaga financèrent une nouvelle circulation de la correspondance de Miranda contenant ses instructions émancipatrices contre la menace napoléonienne, en tous les cas, en accord avec la politique du cabinet de St James (celle-ci prévoyait de combattre Napoléon pour préserver le roi Ferdinand VII au pouvoir). Cette correspondance avait été transmise par Miranda aux *Cabildos* de Caracas y Buenos Aires dès la fin de juillet d'où elle passa à Santa Fé de Bogotá, Quito, Lima et Santiago de Chile, ainsi que dans le Mexique et La Havane⁷¹.

De la même manière, avec l'accord de Antepara, les Fagoaga ont financé une nouvelle édition du manuscrit de la "*Lettre aux espagnoles américains*" ("*Carta a los españoles americanos*") de Juan Pablo Vizcardo. À la fin de 1810, Antepara, soutenu également par les Fagoaga, publia à Londres son '*South American Emancipation*', ("*Émancipation de l'Amérique du Sud*")⁷².

Fray Servando Teresa de Mier y Noriega et Miranda :

Dans la continuation de son mécénat, la marquis d'Apartado a soutenu généreusement l'ex-Dominiquin Fray Servando Teresa de Mier (Monterrey 1763-Ciudad de Mexico 1827), qui fut

ⁱ) terme dénigrant utilisé par les hispano-américains envers les ibériques, NdT

ⁱⁱ) Journal publié 5 fois tous les quinze jours à partir du 10 mars. NdT

un, et peut-être bien le plus engagé pour l'indépendance Novo Hispana. En effet, la Marquis d'Apartado, Fagoaga Villaurrutia, accueillit chez lui Fray Servando et il publia son, *'Historia de la Revolución de Nueva España, antiguamente Anáhuac'* à Londres en 1813 sous le nom de Francisco Guerra⁷³, un des nombreux pseudonymes utilisés par le religieux durant sa longue et tumultueuse vie révolutionnaire. Celle-ci fut initiée deux années avant à Cadix, et terminée dans la bibliothèque de Miranda de Grafton St. En voulant éviter la souveraineté de la dynastie de Moctezuma⁷⁴, Fray Servando De Mier, exposa que le futur indépendantiste de la Nouvelle Espagne était lié également au culte de la Madone de Guadeloupe¹.

Le mythe fondateur de l'empire du Anahuac dans la pensée de Fray S. de Mier : Dans cette première histoire documentée de la révolution qui commençait à peine dans la Nouvelle Espagne, Fray Servando comme il l'avait déjà fait en 1794 à la Colegiata de Nuestra Señora de Guadalupe devant le vice-roi et l'évêque, **a soutenu que** la rébellion de la Nouvelle Espagne ne pouvait être menée à bien que par le 'peuple élu' celui du *Anáhuac*⁷⁵... en quête de sa rédemption. Selon sa théorie, ce peuple qui depuis 1521 avait été humilié par les hommes de Cortés⁷⁶ cherchait donc sa revanche. Le sentiment national au tour de l'ancêtre de l'*Anahuac* repris son essor identitaire avec *'Sentimientos de la Nación'* de José María Morelos qu'il présenta au Congrès de Chilpancingo le 14 septembre, 1813. Ses *'Sentiments à la Nation'* présentaient comme une feuille de route pour la première constitution de la Nouvelle Espagne libre dans lequel, Morelos, décrétait l'indépendance absolue de toute l'Amérique espagnole, l'abolition de l'esclavage et la suppression du système de castes⁷⁷.

L'aspect catholique dans la pensée de Fray S. de Mier : Mais cette rébellion devrait avoir également, selon De Mier, un caractère de renaissance de l'héritage qu'il appelait la très 'ancienne république chrétienne préhispanique mésoaméricaine'. En effet, le religieux croyait au courant qui affirmait que Saint Thomas l'Apôtre avait christianisé en personne les peuples originaires de la Vallée du Mexique⁷⁸ vers 1250, donc, avant la 'découverte' et l'évangélisation hispanique, ce qui, à ses yeux, pouvait expliquer la rapidité et la facilité dont les *conquistadores espagnols* avaient menée à bien la colonisation.

Pendant l'intervalle pré-constitutif de l'Empire, Fray Servando Teresa de Mier fit à nouveau apparition. En août, 1821, il publia en Philadelphie son *'Memoria político-instructiva'* qui s'adressait à déconstruire le projet impérial de Iturbe (qui est développé dans l'original en espagnol et qui sera développée plus amplement pendant l'exposition qui sera consacrée à Francisco de Miranda prochainement). De Mier était arrivé aux États-Unis à fin du mois de mai, 1821 après s'être enfuit de la prison de La Havane, apparemment soutenu par Juan Manuel de Cagigal y Niño, l'ami et protecteur de Miranda⁷⁹.

S'appuyant **sur** le 'Sens Commun' de Thomas Paine et **sur** le succès de la *Colombia* bolivarienne, il proposa comme la meilleure option de gouvernance le système républicain pour ceux que Mier continua a nommé comme étant les 'peuples de l'Anáhuac'. Il a, par

¹) Madone métisse du Vice Royaume de la Nouvelle Espagne après 1531, dix ans après que Hernán Cortés ait dominé Tenochtitlan, capital de imperio. Cette Madone qui avait suscité un fort sentiment identitaire parmi les peuples amérindiens est encore l'objet de sentiment unificateur en raison des déesses amérindiennes. Cf. Exposition sur la Vierge de Guadeloupe au Mexican Fine Arts Museum of Chicago. *NdT*.

ailleurs, invité à Iturbe à renoncer à ses rêves impérialistes et à émuler la grandeur et la gloire du *Libertador* Simón Bolívar.

Voulant en finir avec toute idée impérialiste au Mexique, Fray Servando-- tout en se décrétant l'héritier légitime par droit de sang de la dynastie impériale mexicaine⁸⁰--refusa toute prétention au trône mexicain. En ce faisant, il espérait que Iturbe et les autres aspirants au trône impérial de l'Anáhuac⁸¹.

À la suite de Fray Servando, d'autres hommes politiques proposèrent des projets et des modèles constitutionnels pour l'empire émergent du Mexique. Francisco Severo Maldonado, né dans la région de Jalisco, élaborait un projet pour l'empire. Celui-ci, comprenait de nombreuses similitudes avec le dernier texte du 'Plan de gouvernance' de Miranda. Ces ressemblances ne permettront pas de démontrer que le philosophe mexicain ait eu une connaissance préalable du texte du *Précurseur*.

Francisco Severo de Maldonado et Miranda:

Francisco Maldonado y Ocampo (Tepic, 1775-Guadalajara, 1832), de la région de Jalisco et considéré comme le plus brillant et culte des intellectuels mexicains de son époque, fut l'auteur de trois textes politiques.

Le premier, '*Nuevo Pacto social...*'⁸² fut rédigé en 1821. Ne pouvant pas se rendre en personne après avoir été élu il envoya son *Nouveau Pacte Social* pour sa présentation aux *Cortes del Trienio*. Diffusé au Mexique, ce nouveau 'contrat' devait être assimilé par tous même les plus 'rudes et ignorants des infimes classes sociales'⁸³.

Les deux autres textes de Maldonado présentent avec une précision euclidienne le modèle d'Etat qu'il souhaitait instaurer dans le nouvel Empire mexicain⁸⁴. Il s'agit de: '*Contrato de Asociación*' et du '*Proyecto de constitución*'. Cette proposition constitutionnelle fut éminente.

Selon lui, des corporations locales devraient réunir tous les 'citoyens actifs'—en tenant compte de plus d'un millions d'amérindiens et d'anciens esclaves présents au Mexique. Ces corporations représenteraient les voix conjointes des différents intérêts et métiers ; ces entités pourraient être rapprochées des 'collèges électoraux', liées au vote indirect (propre à la représentation que dominait à époque dans toutes les sociétés occidentales).

Pour Maldonado la **structure** politique administrative de l'Empire mexicain devait reposer sur deux piliers principaux: **les ayuntamientos** et les provinces. Comme pour Miranda dans son "Plan de Gouvernance", chaque corporation élirait un '**congrès de la localité/proximité**' ou un '**ayuntamiento radical**'. Les **municipalités** devraient élire les 'congrès de provinces', ces derniers devraient complétant le sommet du système politique en désignant les membres qui devaient alors intégrer un 'congrès national'.

Les convergences entre la proposition de Maldonado et le 'Plan' de Miranda n'ont pas été que de la pure nomenclature car la labueur législative proposée par Maldonado était également un devoir et une responsabilité partagée par les trois niveaux de la représentation citoyenne. Ainsi les lois générales devaient être votées par le congrès national puis soumises à révision soit par un référendum au niveau des congrès

provinciaux et locaux, ensuite à être approuvées et émendées, en fin, votées par le congrès général dans un ration de '4+1'.

La loi définitive devait être renvoyée aux congrès provinciaux qui devaient l'adopter à unanimité pour quelle soit appliquée définitivement. Ces lois qui n'étaient qu' approuvées que par les deux tiers s'appelaient dans certains cas 'lois provisionnelles'⁸⁵.

Les pouvoirs exécutif et judiciaire s'apparentaient au système complexe de « *poids et contrepoids* » (*check and balance*) au sein des organes de la représentation populaire émit par *le Précurseur*. Ce modèle, élaboré par le *Précurseur*, qu'isolait d'emblée ces organes des pouvoirs exécutif et judiciaire, permirent alors de garantir librement la participation permanente et active du vote citoyen.

Comme le supposait Miranda, en favorisant la « concurrence générale de tous et chacun des citoyens à la formation des lois (...) l'aveugle et parfaite soumission » assurerait la volonté citoyenne pour promulguer des lois lui concernant⁸⁶.

Tel le conçu Miranda, le congrès national aurait comme tâche celle d'unifier harmonieusement dans un seul corps ou 'code de lois'—et avec 'la plus grande —toutes les lois qui seraient approuvées pour la sauvegarde des droits de tous et chacun des habitants de l'Empire mexicain'⁸⁷

Maldonado proposa un pouvoir *Exécutif* en conservant un modèle semblable à celui de l'ancien *Anáhuac* avec ses charges et ses hiérarchies. Dans ce projet, l'empire mexicain serait régi par un 'Chef Suprême'. Cette charge serait héréditaire à partir d'Iturbide et jusqu'à l'extinction de la dynastie. À défaut d'héritaires directs, un 'Administrateur de l'Empire mexicain' serait alors nommé pour gouverner. Dans les deux cas, un ministre serait en charge du « bureau universel » qui serait, neuf ans durant, à la fois le 'général majeur de l'armée du Anahuac'. Francisco de Miranda avait pensé également à une figure semblable dans son 'Plan de Gouvernance' qu'il appelait un *Hatun-Apu*. Dans le plan de Maldonado, l'Empereur serait exempt de toute responsabilité et serait protégé par son statut politico-religieux tandis que le ministre universel serait dépourvu de toute grâce sacrée.

Les deux hommes avaient l'ambition⁸⁸ d'instituer des « *censeurs* », chargés de contrôler les qualités des citoyens qui aspireraient à accéder à toutes les charges publiques impériales —selon les trois ordres de pouvoir. Les critères à tenir en compte étaient la vertu, l'éducation et le mérite citoyens. Cela supposait un système complexe et des fonctionnaires chargés de garantir l'instruction générale et le contrôle « des bonnes coutumes » des mexicains.

Selon Miranda et afin d'avoir la garantie d'un exercice efficace de la souveraineté nationale, dans chacune des provinces de l'Empire il y aurait un gouverneur élu par les citoyens, sa façon de gouverner serait comme celle de l'empereur général.

Par ailleurs Miranda, le pouvoir judiciaire du projet de Maldonado devait être indépendant des autres pouvoirs et devrait être exercé alternativement appliqué en alternance par « tous les citoyens intègres et honnêtes du peuple » qui démontreraient 'suffisamment le talent naturel pour juger avec intelligence les affaires sur lesquelles il devait apporter son jugement'.

Les artisans, agriculteurs, miniers, commerçants devraient juger d'eux-mêmes les affaires en lien avec leurs corporations respectives. Suivant le modèle médiéval, 'chaque citoyen serait jugé par ses égaux ou par ses confrères de corporation et les affaires étrangères seraient jugées par le droit commun'. Certains juges 'seraient à vie, d'autres temporaires'⁸⁹. Pourtant tant Maldonado que Miranda étaient convaincus que l'agriculture serait la base de la future économie de l'Amérique espagnole post-coloniale⁹⁰.

Ce complexe système d'engrenage de l'exercice de la souveraineté citoyenne par le biais des trois pouvoirs qui devait être nourri l'instruction et l'éducation dans lequel les curés des paroisses étaient engagés pour l'orientation de la vie future de chaque citoyen. L'Empire mexicain devait être un État laïque *sui generis*, puisque Maldonado (comme d'une certaine manière l'avait prévu Miranda) avait opté par une voie étroite de subrogation de l'église catholique au service de l'Empire : la religion catholique et son culte –le seul officiellement toléré– une dépendance du pouvoir exécutif. Elle serait ainsi assimilée à un 'quatrième ramification' de ce dernier pouvoir⁹¹, celui-ci même qui ne devait pas exclure une relation harmonieuse avec le Saint Siège Apostolique et Romain⁹².

Similairement à ce que le *Précurseur* avait proposé dans son 'Plan de Gouvernance', le *Proyecto de Constitución* de Maldonado **prévoyait** que la permanence et la **sauvegarde** de l'empire mexicain serait garanti par la participation militaire, active et permanente, de chaque citoyen. Ceci voulait bien dire que chaque citoyen était considéré à la fois comme un électeur et un fusil.

Le projet de Maldonado –comme celui de Miranda– furent utopistes.⁹³ En fin de compte, à cette époque, ce seuls deux projets constitutionnels post- coloniaux (l'un républicain et l'autre à caractère monarchique et impérial), s'opposaient pour maintenir l'ancienne unité politico territoriale coloniale : la *Unión Colombia* dans le cône nord sud américain, d'une part ; et d'une autre part, l'Empire de Iturbide dans la Mésio-Amériqueⁱ.

N.B. : Conformément aux chiffres alors disponibles (Annexe 1), ces deux pôles hispano-américains prétendirent maintenir unifié 1/3 du territoire latino-américain (non anglo-saxon ni francophone), ce dernier abritant un peu plus de 50% de la population des anciens empires espagnol et portugais.

Miranda était décédé à ce moment depuis il y avait 5 ans dans sa prison de Cadix des Cuatro Torres.

ⁱ) Il faut garder à l'esprit que le premier empire mexicain comprenait l'ancienne vice –royauté de la Nouvelle Espagne, la Capitainerie Générale contenant à son tour les provinces de l'Amérique centrale sauf le Panamá et Veraguas qui s'étaient uni à la *Unión Colombiana*. *NdT*.

ANNEXE n°1: TABLE GEOPOLITIQUE DU MONDE c. 1830

Grandes aires	Territoire (Millas2)	Population (miles)	% sur le Territoire			% sur le population			Territoire (Km2)
			% Sup. Mundial	% Sup. América	% Sup. Ibero América	% Hab. Mundial	% Hab. América	% Hab. Ibero América	
Le Vieux Monde	23 427.0	677 700.0	62.4%			92.0%			60 675.7
Europe	2 793.0	227 700.0	7.4%			30.9%			7 233.8
Asie	12 118.0	390 000.0	32.3%			52.9%			31 385.5
Afrique	8 516.0	60 000.0	22.7%			8.1%			22 056.3
Le Nouveau Monde : l'Amérique non espagnole	11 046.0	39 000.0	29.4%			5.3%			28 609.0
États-Unis	1 570.0	11 600.0	4.2%	14.2%		1.6%	29.7%		4 066.3
Brésil	2 313.0	5 000.0	6.2%	20.9%	34.2%	0.7%	12.8%	21.1%	5 990.6
L'Amérique Espagnole	4 456.9	18 646.0	11.9%	40.3%	65.8%	2.5%	47.8%	78.9%	11 543.3
México (*)	1 242.0	7 500.0	3.3%	11.2%	18.3%	1.0%	19.2%	31.7%	3 216.8
Colombia	828.0	2 800.0	2.2%	7.5%	12.2%	0.4%	7.2%	11.8%	2 144.5
Río de la Plata et Patagonie	683.0	700.0	1.8%	6.2%	10.1%	0.1%	1.8%	3.0%	1 769.0
La Patagonie	650.5	106.0	1.7%	5.9%	9.6%	0.0%	0.3%	0.4%	1 684.8
Caribe español	35.4	1 240.0	0.1%	0.3%	0.5%	0.2%	3.2%	5.2%	91.7
Resto HA	1 018.0	6 300.0	2.7%	9.2%	15.0%	0.9%	16.2%	26.6%	2 636.6
Autres : Amérique	2 706.1	3 754.0	7.2%	24.5%		0.5%	9.6%		7 008.8
Haïti	22.1	950.0	0.1%	0.2%		0.1%	2.4%		57.2
L'Amérique anglaise (Canada & Caraïbes)	1 930.0	2 290.0	5.1%	17.5%		0.3%	5.9%		4 998.7
L'Amérique française	30.0	240.0	0.1%	0.3%		0.0%	0.6%		77.7
L'Amérique hollandaise	30.0	114.0	0.1%	0.3%		0.0%	0.3%		77.7
L'Amérique danoise	324.0	110.0	0.9%	2.9%		0.0%	0.3%		839.2
L'Amérique ruse	370.0	50.0	1.0%	3.3%		0.0%	0.1%		958.3
Australasia	3 100.0	20 300.0	8.3%			2.8%			8 029.0
Total du Monde	37 573.0	737 000.0	100.0%			100.0%			97 313.7
México et Centro América	1 381.0	9 150.0	3.7%	12.5%	20.4%	1.2%	23.5%	38.7%	3 576.8
L'Empire Mexicain & l'Union Colombienne	2 209.0	11 950.0	5.9%	20.0%	32.6%	1.6%	30.6%	50.5%	5 721.3

Sources: Andrien Balbi, *Balance politique du globe en 1828 a l'usage des hommes d'état ,des administrateurs, des négociants et des jeunes gens*; Paris 1828. Charles Bowen. (ed.) *The American Almanac and Repository of Useful Knowledge for the year 1830. A calendar for the year; astronomical information; miscellaneous directions, hints, and remarks ; and statistical and other particulars respecting foreign countries and the United States*; New York: Collins and Haknay,1833; pp: 142 y ss.

(*) Selon les calculs de Humboldt dans ses *Tablas geográficas políticas de Nueva España* de 1803, l'extension totale de la Nouvelle Espagne inclus dans les PP. II, n° excedía pas de 730 296 milles². Henry George Ward, *México en 1827*, México: FCE,1981, pp. 9 et 31

La monarquía Incaica de Francisco Miranda ¿Primer imaginario de identidad continental hispanoamericana?

[La monarchie d'après le modèle Inca de Francisco de Miranda : Première tentative d'imaginer une identité continentale hispano-américaine?]

J.Alberto NAVAS SIERRA

París, marzo del 2010

Resumen

La presente ponencia tiene que ver con un tema del rico acervo *Colombeia*, probablemente no estudiado suficientemente. Tal es la eventual difusión –e incluso proyección– que en su momento pudieron tener cualquiera de las cuatro versiones conocidas del ‘*Plan de Gobierno para la América colombina*’ que Francisco de Miranda elaboró e hizo públicas a lo largo de su carrera conspirativa de poco más de 29 años.

Por fuera de las dos fugaces ocasiones en que el *Precursor* mismo intentó poner en ejecución parte al menos de su ‘Plan de gobierno’⁹⁴, [1801 y 1806] es sabido que este jamás llegó a ser adoptado como modelo de organización política del nuevo orden americano pos colonial, bien fuera en las antiguas colonias españolas o en el Brasil mismo.

No obstante, cabría preguntar si en algún momento –a lo largo del complejo proceso emancipador y constituyente iberoamericano–, dicho ‘Plan de gobierno’ llegó a ser tomado en cuenta por quienes en su momento asumieron la tarea de dar o decidir la conformación política de los nuevos Estados americanos.

Más aún, cabría preguntar si en alguna ocasión, alguien más –fuera de Miranda– concibió un proyecto pre constitutivo como el ideado por el *Precursor*. De haber sido así, obviamente tendría que indagarse si existió un vínculo o parentesco ideológico entre Miranda y quienes, coetánea o posteriormente, elaboraron tales iniciativas político-constitutivas. Tal es el propósito del presente trabajo.

Consideraciones previas.

Desde un punto de vista estrictamente histórico-metodológico, lo que aquí se intenta hacer implica conferir al ‘Plan de gobierno’ de Miranda un carácter pre-paradigmático⁹⁵. Historiográficamente, parece consecuente hacerlo así. Todo indica que, como *Precursor*, Miranda fue el primero que concibió un proyecto constituyente específico para el nuevo Estado que debía remplazar ambos imperios en América. De haberse dado planes o propuestas, anteriores o posteriores a las suyas, existe la opción –cuando no la tentación epistemológica– de comparar –y en cierta medida validar– los otros ‘planes’ o proyectos políticos del caso de acuerdo a lo propuesto por Miranda.

De entrada, dos son los hechos que saltan a la vista. Por fuera de los pocos destinatarios para quienes Miranda redactó las diferentes versiones de su ‘Plan’ para Hispanoamérica –William Pitt (1798, 1801)⁹⁶, Vizconde Castlereagh (1808)⁹⁷ y Duque de Gloucester (1809)⁹⁸, no más fueron los que conocieron en su integridad dichos textos. Entre estos, John Adams (1798)⁹⁹, los Cabildos de Buenos Aires y Caracas y de modo particular, su paisano el Marqués del Toro (1808)¹⁰⁰. Curiosamente, en el ‘Acta’ de París de 1797 suscrita con varios diputados hispanoamericanos, se mencionó apenas tangencialmente su ‘Plan’¹⁰¹. El general Archibal Campbell parece haber sido el único conocedor de su proyecto para el Brasil¹⁰².

Proyección internacional

Sabido es que el plan militar concebido por Miranda nunca se concretó y consiguientemente tampoco su plan político¹⁰³. Al final de cuentas, tanto Pitt como Addington y Grenville utilizaron sus propuestas como un comodín más dentro de su estrategia geopolítica frente a España, primero durante la llamada crisis de la Bahía de Notka (1789-1790) y más tarde a partir de 1796 cuando España se alió con la Francia revolucionaria de la Convención y posteriores gobiernos revolucionarios.

Sin embargo, resulta –al menos curioso– que algunos elementos de su ‘Plan de gobierno’ hubieran alcanzado a tener eco en alguna parte del continente americano. Todavía más extraño resultaría constatar la existencia de proyectos o planes políticos afines al ‘Plan de gobierno del *Precursor*’ y cuyos autores no aparecen específicamente relacionados con este.

Haití

Aunque se trate de un episodio meramente incidental – hasta la fecha no explicado del todo–, resulta ciertamente extraño que las tropas del último ejército negro que consumó la independencia del Santo Domingo francés al mando del líder Jean-Jacques Dessalines, se hayan auto proclamado ‘incas’, anticipando con ello una pretendida identidad nacional. Diferentes hipótesis han sido elaboradas al respecto. Una refiere al conocimiento que en su momento se tuvo en la isla del alzamiento de los incas de Tupac Amaru cuyo ancestro se propuso evocar¹⁰⁴. Otra, alude a una supuesta evocación del origen incaico del pueblo taino cuyo ancestro se quiso recuperar entonces¹⁰⁵. Una tercera, remite a Miranda y Brissot, en particular al conocimiento que este y colegas de la *Amis des Noirs* tuvieron del ‘Plan de Gobierno’ del *Precursor* y en particular de su pretendida evocación incaica¹⁰⁶ la que alguna manera se habría filtrado a la isla. Lo cierto es que una vez ganada la guerra y consolidada la independencia haitiana, no se conoce que hubiera perdurado tal apelativo incaico.

Venezuela.

Es sabido que el ‘Plan de gobierno’ concebido por Miranda tampoco pudo ser ejecutado, ni siquiera en su Venezuela nativa en ninguna de las dos ocasiones - 1806 y 1810-1812– en las que vanamente intentó incorporar –parte al menos– de su ideario político.

Pese los ‘reparos’ de disentimiento que consignó Miranda respecto de la constitución del 25 de diciembre de dicho año, el capítulo noveno en su apartado final, sin articulado específico, declaró que la nueva República de Venezuela estaba dispuesta acomodar su constitución al objeto de lograr la unión de la mayoría de los ‘Pueblos de *Colombia*, o de alguna parte considerable de ella, representados por sus provincias y reunidos en un Cuerpo nacional o Congreso general’ que estas decidieran constituir; convirtiéndose todas ellas en garantes recíprocas, tanto de la integridad de sus respectivos territorios, como de los derechos esenciales de todos sus habitantes.

Río de La Plata.

Son bien conocidas las tensiones de clases e intereses que se dieron desde el comienzo en el seno de la primera Junta de gobierno bonaerense que surgió de la ‘revolución de mayo’ de 1810. Igualmente, son conocidos los nexos que

tuvo Miranda, tanto con el Ayuntamiento de Buenos Aires –preexistente a la deposición del virrey Cisneros–, como la correspondencia que el Precursor mantuvo con Saturnino Rodríguez Peña, Aniceto Padilla, D.R. Larrea y Mathias Yrigoyen¹⁰⁷.

Después de la salida de Miranda para Venezuela a finales de 1810, es igualmente recordada la escala –iniciática para algunos– que hicieron en el 58 Grafton St, José de San Martín, Carlos María de Alvear –su primo–, José Matías Zapiola y Tomás Guido. Es también conocido que la Gaceta de Buenos Aires, órgano oficial de la Junta de Mayo, fundada y dirigida por su Secretario, Mariano Moreno, reprodujo parte de los primeros números de *El Colombiano* londinense¹⁰⁸.

No obstante, fue a finales de agosto de 1810 cuando aparece el primer vínculo específico entre el ‘Plan de gobierno’ de Miranda y la Junta bonaerense. En la sesión secreta del 30 de dicho mes, esta aprobó el llamado ‘*Plan de Operaciones*’, supuestamente redactado por el citado Mariano Moreno, quien además de Secretario de la Junta tenía a su cargo los Asuntos de Guerra. Si bien el documento no goza de plena autenticidad¹⁰⁹, resulta interesante señalar que en su enmarañado texto se proponía la creación de un estado continental suramericano¹¹⁰ que abarcaría, además del Río de la Plata, la Banda Oriental, el Paraguay, Perú y buena parte del Centro y Sur del Brasil¹¹¹. En el mismo, no sólo habría de prohibirse la esclavitud sino el comercio de esclavos y establecerse ‘*la igualdad y libertad entre las distintas castas que tiene el Estado*’¹¹². La concreción de dicho Plan suponía la protección de Inglaterra y por ello forzosamente del Portugal –su aliado en El Plata– apoyo que les sería gratificado con diferentes concesiones¹¹³.

Dos semanas después, Moreno designó a su colega de Junta y compañero en la Universidad de Chuquisaca, Juan José Castelli, como comandante del ejército del Norte que debía asegurar la independencia del Alto Perú. Ocho meses después -25 de mayo de 1811-, en un acto realizado en las ruinas del suntuoso Palacio, Castillo y Jardín de los Yncas de Tiawuanaku, en frente de los pueblos indígenas congregados con el objeto de “estrecharnos en unión fraternal”, Castelli rindió homenaje a la memoria de los incas sacrificados por conseguir su libertad y les incitó a vengar sus cenizas.

Su segundo al mando, Bernardo de Monteagudo, también egresado de la Universidad de Chuquisaca, leyó a continuación los decretos por los que se restituían a los pueblos naturales del Alto Perú todos sus derechos, se eliminaban los tributos coloniales y se reglamentaba la elección de los caciques por las comunidades¹¹⁴. Por las mismas fechas, Manuel Belgrano,

miembro también del ala radical de la Junta –entonces al mando de las tropas capitalinas sobre los rebeldes del Paraguay–, tomaba medidas similares.

Victorioso hasta entonces, Castelli pidió instrucciones a la Junta, ahora en manos del ala terrateniente liderada por Cornelio Saavedra, para continuar hasta Perú y desde allí a Santafé y Caracas; cosa que le fue negado. Para entonces, Miranda pedía al Congreso constituyente venezolano la declaratoria absoluta de la independencia de la Capitanía General de Venezuela.

Es igualmente conocida la caída del llamado brazo ‘jacobino’ de la Junta a finales de dicho año 10. Castelli enjuiciado y finalmente muerto de cáncer. Belgrano proscrito y Monteagudo obligado a marcharse al exilio.

Curiosamente, en 1809 luego de conocerse en el Río de la Plata la casi total ocupación de España por José Bonaparte, el aún estudiante de Leyes en la Universidad de Charcas, Monteagudo había escribió una obra teatral, “*Diálogo entre Atahualpa y Fernando VII en los Campos Elíseos*”. En esta pieza –que estuvo dirigida a sus compañeros de la Academia Carolingia–, Monteagudo hizo una clara reivindicación del Incanato como sinónimo de gobierno bueno y justo. Siguiendo a Garcilaso de la Vega y al Padre de Las Casas –a quienes también leyó Miranda– fustigó la injusticia de la conquista y los falsos títulos papales sobre los que se había asentado el dominio colonial español en el antiguo Tawantinsuyu –lo que también hizo Miranda–, para terminar con una proclama dirigida a los pueblos originales del Perú, Alto y Bajo, instándolos a restablecer dicho imperio.

Sin embargo, debieron pasar seis años para el reencuentro de Miranda con El Plata, lo que sucedió en el recinto del Congreso Constituyente reunido en la norteña Tucumán. En la sesión secreta del 6 de julio de 1816, el General Manuel Belgrano –recién regresado de su exilio voluntario en Europa, Inglaterra en particular–, fue invitado a exponer sus ideas sobre la forma de gobierno que debería decretarse en las antes auto declaradas *Provincias Unidas del Río de la Plata*¹¹⁵. Atenido al cambio de actitud evidenciado en Europa hacia el régimen monárquico, Belgrano propuso en dicha ocasión la creación una monarquía moderada mediante el restablecimiento de la dinastía de los incas con sede en el Cuzco, en donde se suponía andaba el vástago en quien debía recaer dicha corona¹¹⁶.

Todo indica que Belgrano consultó antes su propuesta con sus más allegados, en particular con los Generales José de San Martín y Martín Miguel de Güemes quienes la acogieron sin reparos¹¹⁷. Sabido es que San Martín, antes

de regresar a Buenos Aires pasó casi 5 meses en el santuario *Colombiano* de Crafton St., cosa que aconteció después de la partida de Miranda para Venezuela. Al momento de la propuesta de Belgrano, Güemes y San Martín planeaban entonces la gran campaña tras andina y continental –tan semejante a las que tantas veces ideó Miranda¹¹⁸– la que después de liberar Chile debía continuar hasta Lima. Por su parte, José Gervasio Artigas Artigas y demás caudillos gauchos debían hacer lo propio en la Banda Oriental, las provincias del Litoral –ausentes en Tucumán y coaligadas entonces con Artigas– y la extensa provincia brasileña de Río Grande do Sud. Entonces, se concretaría el gran proyecto de unir políticamente casi toda la América del Sur situada por debajo del Ecuador.

Tres días después de escuchada la propuesta de Belgrano, el Congreso aprobó la ‘Declaración de Independencia’ absoluta de las que pasaron a llamarse *Provincias Unidas en Sud América*, acta que fue traducida al quechua y aimara.

La iniciativa de Belgrano fue acogida casi textualmente por buena parte de los diputados de las provincias del Norte y Noroeste, no así por los diputados capitalinos. Los primeros y el mismo Belgrano estimaron que la misma, antes que nada, lograría sacar de su ‘letargo colonial’ al virreinato del Perú siendo fácil afianzar –con el apoyo de las huestes indígenas y castas afines–, la total independencia y creación de la ‘Gran Patria’ suramericana. Los diputados bonaerenses, que se habían quedado atónitos ante semejante proposición, la calificaron de idea ridícula y extravagante, repitiéndose calladamente el desprecio que les causaba a muchos de ellos poner en el trono río platense a una ‘monarca de la casta de los chocolates, cuya persona , si existía, probablemente [tendría que ser sacada] borracha y cubierta de andrajos de alguna chichería’¹¹⁹.

No obstante, el aparente beneplácito de la restauración del imperio inca no fue sólo al interior del Congreso tucumano. Según un relato de la época, tres semanas después de la comparecencia de Belgrano, se congregaron en la inmensa planicie de Tucumán ‘más de cinco mil indígenas, unos a caballo, otros a pío, armados de diferente manera, unos con lanzas, sables, fusiles, lazos y boleadoras, quienes en absoluto orden y disciplina escucharon, como ‘electrizados’ al General Belgrano anunciar con mucha vehemencia que el

Congreso soberano estaba sabiamente a favor de una ‘monarquía constitucional’, reconociendo como legítimo llamar a la antigua casa de los Incas a ocupar el trono suramericano, cuyo asiento estaría situado en el Cuzco¹²⁰.

Por su parte, el citado General Martín Güemes, gobernador de Salta, desde Jujuy, un mes después de la comparecencia de Belgrano ante el plenario del Congreso –6 de agosto de 1816–, dirigió una proclama a los peruanos en la que manifestó que los sentimientos generales del momento buscaban ver ‘restablecida muy en breve la dinastía de los Incas’ y así sentar ‘en el trono y antigua corte del Cuzco al legítimo sucesor de la corona’ [española]¹²¹.

El proyecto de monarquía incaica fue aprobado en el plenario del Congreso por «*aclamación*» y por una mayoría simple. Sin embargo, no alcanzó los dos tercios de votos requeridos para que quedara vigente. Basta saber que los debates del Congreso tucumano, en particular lo relativo a la monarquía incaica y proyecto más ambicioso de crear el ‘Imperio de la América del Sur, el Brasil incluido, fueron seguidos por el ministro británico en Río de Janeiro, Henry Chamberlain, quien los reportó puntualmente al Secretario de *Foreign Office*, Vizconde de Castlereagh¹²², muy seguramente el último político inglés en conocer el ‘Plan de gobierno’ de Miranda.

El inca propuesto por Belgrano era Juan Bautista Tupac Amaru, medio hermano menor de José Gabriel Condorcanqui Tupac Amaru, quien había comandado la gran revuelta indígena peruana de 1780 que tan presente estuvo en la mente reivindicativa de Miranda. Después de 38 años de presidio en Cádiz y Ceuta, en 1813 Juan Bautista había sido liberado gracias a un decreto de amnistía de las Cortes de Cádiz, habiéndose trasladado dicho año a Buenos Aires en donde se dice entabló amistad con el citado Belgrano, San Martín y Güemes¹²³. Seis años después, cuando ya nadie en el Río de la Plata había vuelto hablar de la restauración del incariato, un decreto del 24 de octubre de 1822, firmado por Bernardino Rivadavia –entonces secretario de gobierno y encargado de RR.EE. de la provincia de Buenos Aires–, otorgó finalmente la pensión y protección que Juan Bautista había solicitado años atrás, gracias a la cual pudo escribir sus ‘memorias’ que aparecieron publicadas en 1824 en dicha capital¹²⁴. El último sucesor de la dinastía incaica murió cinco años más

tarde –2 de setiembre de 1827- y sus restos reposan en el cementerio de La Recoleta de Buenos Aires.

Nueva España

Más de allá de recordar que el ‘nombre [de los Incas era] venerable en el país’¹²⁵, el *Precursor* no fue suficientemente explícito en cuanto a los motivos que lo llevaron a proponer la restauración dinástica de los Incas como vértice superior de su proyecto político para todo el continente *Américo-Colombiano*.

Pero todavía aparece menos claro si al momento de convocar a dicho trono a los herederos de los Incas, Miranda estuvo consciente que por fuerza reducía su proyecto *Colombiano* al ámbito sudamericano, en verdad al espacio que una vez abarcara dicho imperio pre hispánico. Lo anterior, por cuanto a pocos –ayer y hoy– escaparía la dificultad que existiría de querer implantar tal dinastía incaica en el cono norte suramericano y más aún entre los pueblos meso americanos –Mayas y Aztecas, en particular–, poseedores de una herencia precolombina igualmente viva y dominante; cosa que parecía menos factible respecto de los pueblos semi nómadas del entonces vastísimo extremo norte novo hispano.

Lo anterior, no obsta para que se hubieren dado en el extremo Norte hispanoamericano propuestas políticas pos coloniales tendientes a restaurar alguna de tales dinastías originarias en términos afines a los concebidos por Miranda.

En principio, alguno de dichos planes se dieron en la Nueva España durante la segunda mitad del siglo XVIII. En septiembre de 1761, cuando el *Precursor* terminaba sus estudios de primaria, Jacinto Uc de los Santos, entonces de 30 años, luego de varias peregrinaciones de tipo mesiánico y haber alcanzado ascendencia entre los ‘principales’ de las comunidades mayas del Sur-Este de la Nueva España, fue proclamado como Can Ek¹²⁶, Rey Moctezuma, el nuevo emperador prometido en el *Chilar Balam* que un día volvería del distante Oriente para reinar por siempre. La ceremonia tuvo lugar en el pueblo de Cisteil, Yucatán, y la misma daría inicio al nuevo ciclo histórico que marcaría el final de la dominación española.

Uno de los primeros actos del rey Canek fue la abolición del tributo y los repartimientos indígenas. Para consolidar el nuevo ciclo histórico que con él comenzaba, Canek dispuso que las mujeres españolas fueran obligadas a casarse con los indios siendo él quien primero elegiría una esposa blanca. A su vez, Canek asumió el mando superior político, militar y religioso del nuevo

imperio maya, portando en la cabeza la corona de ‘nuestra señora’ de la iglesia de Cisteil.

La rebeldía pronto se convirtió en un cruento y despiadado enfrentamiento con las tropas reales. Dos meses después, un numeroso ejército de indios mal armados y sin mayor entrenamiento militar sucumbió prontamente. Canek fue condenado a morir atenaceado y cremado [debiendo ser] ‘esparcidas al viento’ sus cenizas. Ocho cabecillas mayas fueron ahorcados y descuartizados y sus cabezas y manos exhibidas públicamente como escarnio entre las comunidades mayas involucradas en tal revuelta.

En el proceso sumario que le juzgó apareció que antes de iniciar su rebelión, Canek había deambulado por Belice habiendo sido transportado en un navío inglés hasta Yucatán para dar comienzo a su plan neo imperial¹²⁷. Así pues, Jacinto Uc y sus huestes mayas se habían anticipado nueve años a la rebelión –que con motivos y propósitos casi idénticos– habría de encabezar en el altiplano peruano el inca Condorcanqui con el objeto de restaurar el *Tuhwantysuwu* incaico. Dicha sublevación y la todavía más cruel represión, estuvo reiteradamente presente en la mente de Miranda.

A su vez, en agosto de 1766, cuando el *Precursor*, con algo más de 16 años iniciaba sus cursos en la Universidad de Caracas, pasados 4 años después de la toma de La Habana por Gran Bretaña, se develó en Madrid un supuesto plan para independizar a la Nueva España con el auxilio de Inglaterra. Dicha trama había sido ideada por un par de nobles criollos de la provincia de Puebla quienes en Madrid habían armado dicha conjura revolucionaria.

Descartada la erección de una monarquía en el inmenso territorio novo hispano, se crearía la ‘república de México’ cuya independencia y soberanía serían reconocidas por Inglaterra, quedando excluidos ‘los Pueblos de Orizaba, Jalapa, Córdoba, y Países dependientes hasta Veracruz’ que serían convertidos en un ducado hereditario bajo el nombre de Orizaba y los que sería otorgado al principal de los proponentes. Este Estado sería igualmente protegido militarmente por Inglaterra. Por su apoyo y alianza, esta recibiría a perpetuidad las plazas de Veracruz y la fortaleza de San Juan de Ulúa, además de la exclusividad del comercio con la nueva república¹²⁸. Dicho plan no pasó de ser una mera tentativa.

En 1785, justo cuando Miranda desembarcaba en Londres por primera vez, Francisco de Mendiola fue enviado a la capital inglesa con la encomienda secreta de solicitar a SMB, Jorge III, la ‘valiosa ayuda’ de Inglaterra para independizar el virreinato de la monarquía española. No consta que Miranda haya sido luego informado por Pitt de dicho pedido, si en algún momento esté

llegó a sus manos¹²⁹. No obstante, en 1790, instalado en Londres luego de su periplo europeo, al inicio de sus pláticas con Pitt, Miranda manifestó a éste saber que desde 1773 Nueva España gestionaba su independencia con Inglaterra¹³⁰. En los días siguientes, para apoyar sus gestiones ante el gobierno británico, Miranda manifestó a Pitt que actuaba como ‘agente principal de las Colonias Hispanoamericanas’ según nombramiento efectuado por una Junta de Diputados, varios de ellos originarios de México¹³¹.

No consta que uno de dichos diputados fuera el renegado canónigo novo hispano, Francisco Vives, quien para tales fechas y desde París testimonió haberlo conocido en La Habana en 1792, precisamente en casa del capitán Cagigal. Diez años después, a finales de 1792, comunicó a la capital mexicana los éxitos militares y políticos del *Precursor* anunciando que ‘...después de la guerra le darán el gobierno de Santo Domingo, pues está lleno de victorias, manda una armada y todo lo vence’¹³². Casi dos meses después, luego de afirmar que Miranda se llamaba José y no Francisco, ratificó que era ‘caraqueño, del país del buen chocolate [el que] se lo hace beber bien caliente a los prusianos e imperiales’ refiriéndose a su acción heroica en Valmy, donde dijo había tomado 200 prisioneros prusianos¹³³. Por ser caraqueño y criollo Miranda era ‘desinteresado; gasta todos sus sueldos en la mesa y en ella tiene desde el tambor[ilero] hasta el general a sus órdenes, uno de cada clase diariamente’. Como si fuera poco, comunicó que en la sesión de la Asamblea del 18 de febrero de 1793 había obtenido muchos votos para ser designado Ministro de Marina corriendo el rumor que de ‘vacar el Ministerio de la Guerra... se lo darían a Miranda’¹³⁴.

No parecen haber existido otros eventos que vinculen específicamente a Miranda con la Nueva España, al menos hasta mediados de 1809, cuando ya para entonces, el más rico, poblado y extenso dominio español americano se había anticipado al resto del continente en su carrera independentista¹³⁵.

Curiosamente, el 1 de enero de 1801, cuando Miranda –víctima del acoso de los sabuesos de Focuhé– se habían visto forzado a encerrarse en su domicilio parisino del 1497 de la Rue Saint Honoré, un indio colotleco, Juan Hilario Rubio, convocó desde Tepic a los pueblos indígenas nayaritas y jaliscienses del centro occidental novo hispano con el objeto de aclamar a Mariano, “el Rey Indio”, portador de la ‘máscara de oro, hijo del gobernador de Tlaxcalilla y quien en España había recibido de Carlos IV la corona de las Indias. De peregrino y usando mil disfraces, Mariano había obtenido la anuencia y socorros de todos los indios para coronarse rey de las Indias y recuperar sus

tierras. La seña clave del evento sería la colocación en la plaza principal de Tepic de una bandera roja con la imagen de la virgen de Guadalupe que serviría de estandarte de la rebelión. En dicha ceremonia, Mariano sería ungido con la corona de espinas del muy venerado Cristo de la iglesia de Tepic.

Aunque la conjura india fue descubierta dos días después de la aludida convocatoria, las autoridades y tropas virreinales tardaron casi dos años en extinguirla del todo, estimándose que no menos de siete mil indígenas se habían movilizad o en múltiples partidas, rústicamente armados, siempre dispersos y pésimamente conducidos¹³⁶. Trescientos de ellos fueron hechos presos y enjuiciados.

En la pesquisa que instruyó la conjura aparecieron involucrados cinco influyentes personajes, varios de ellos de la capital virreinal, entre estos el conde de San Lorenzo. Los mismos habían contado con el conocimiento y apoyo de los ingleses, dos de cuyas naves habían sido avistadas a finales de diciembre de 1800 cercanas a las costas del Pacífico central novo hispano.

Lo cierto es el rey Mariano nunca apareció. Durante los diez años siguientes, aunque bajo otros nombres, deambularon por la región varios reyes indios. Todos dijeron tener el mismo mandato y poseer el apoyo de ingleses y franceses. En 1810, varios cabecillas indígenas presos aseguraron que el rey Mariano marchaba en una calesa negra detrás del cura Hidalgo ordenando la movilización de los pueblos indígenas conforme se lo había ordenado el mismo rey de España con el propósito de asesinar al virrey y todos los *gachupines* para luego repartir sus bienes entre los pobres.

Cuatro años más tarde, a comienzos de enero de 1805, cuando en vano Miranda apremiaba a William Pitt una decisión favorable para sus planes expedicionarios y se preparaba a actuar por su cuenta, Antoine François de Bertrand-Moleville –quien había sido ministro de la marina real francesa durante Luis XVI y tras la revolución se había refugiado en Londres–, dirigió al vizconde Melville, primer lord del Almirantazgo, un pormenorizado plan para formar varias monarquías independientes en la América española¹³⁷. En realidad se trataba de armar una expedición de 15 mil hombres, parte de ellos reclutables en Haití entre los ‘negros de Dessalines’ –los ya recordados Incas haitianos– los que con suficiente soporte naval y el financiamiento requerido,

caerían sobre las costas orientales de México. El mando de dicha invasión iría el Duque de Orleans quien sería designado monarca de la Nueva España independiente.

Todo indica que muy a continuación fue el mismo Duque de Orleans quien se ofreció directamente para comandar la expedición que debería entronizar una monarquía en México bajo el auspicio y protección de Gran Bretaña¹³⁸. Lord Castlereagh, entonces Secretario de Guerra y Colonias, en su famoso ‘Memorando’ al gabinete sobre Sur América, propuso que los generales Miranda y Dumouriez –por entonces exilado e igualmente asesor del gobierno británico– deberían mandar las tropas del caso¹³⁹. Fue precisamente este eterno enemigo del *Precursor* quien a continuación remitió varias y reiterativas memorias al gobierno británico apoyando la erección de dicho trono en Nueva España. En las últimas de ellas, el Duque de Orleans y su trono en México, constituían la mejor opción que tenía Gran Bretaña para recuperar su maltrecha imagen en Hispanoamérica luego de las desafortunadas invasiones de Buenos Aires y en especial después de la insensata expedición del ‘aventurero’, ‘republicano’, ‘demócrata’ y ‘jacobino’ General Miranda sobre Caracas¹⁴⁰.

A fines de 1809, cuando las tropas al mando del General Arthur Wellesley –a quien Miranda se había negado a acompañar– empezaban a derrotar los ejércitos napoleónicos en la Península Ibérica, llegaron a Londres varios miembros de la toda poderosa familia minera de los Fagoaga, encabezados por quien ostentaba el título de segundo marqués del Apartado, José Francisco Fagoaga y Villaurrutia¹⁴¹. Luego de conocerse el encargo especial que los había llevado a la capital inglesa, el arribo de los Fagoaga fue comunicado a Miranda por dos de sus allegados, Manuel Cortés de Campomanes y José María Antepara¹⁴².

Es de sobra conocido el mecenazgo de los Fagoaga a la causa y proyectos de Miranda durante sus últimos años en Inglaterra. Gracias a su patrocinio, se conformó el notable grupo editorial que dio vida a los cinco números quincenales que alcanzaron a salir de *El Colombiano*, que en lo que tocante a Nueva España logró a tener una selecta lista de destinatarios¹⁴³ llegando incluso a ser prohibida su circulación por el virrey Vanegas¹⁴⁴. Muchos de sus lectores se verían involucrados en los sucesos de 1810 y años siguientes.

Se afirma, igualmente, que los Fagoaga financiaron también la recirculación de la correspondencia e instrucciones emancipadoras que para combatir la acechanza napoleónica y bajo pretexto de conservar la soberanía de Fernando VII –tal cual era entonces la política del gabinete de St James– Miranda había

enviado desde fines de julio 1808 a los cabildos de Caracas y Buenos Aires para que desde allí pasaran a Bogotá, Quito, Lima y Santiago de Chile, haciéndose lo mismo con México y La Habana¹⁴⁵.

De igual forma, se asegura que los Fagoaga patrocinaron una nueva edición –esta vez respalda por Antepara– del manuscrito de la ‘*Carta a los españoles americanos*’ de Juan Pablo Viscardo. También con el apoyo de los Fagoaga, a finales de 1810, el citado Antepara publicó en Londres su ‘*Emancipación de Sur América*’¹⁴⁶. Se sabe que el marqués del Apartado, después de deambular por varios sitios regresó a México e 1816 cuando el virrey Calleja había prácticamente pacificado el virreinato.

Cabe mencionar de manera especial el apoyo –no menos generoso– que el marqués dio al ex dominico Fray Servando Teresa de Mier, quien fuera uno, si no el más persistente luchador en pro de la independencia novo hispana. Fagoaga Villaurrutia no sólo acogió en su casa a Fray Servando, sino que financió la publicación de su ‘*Historia de la Revolución de Nueva España, antiguamente Anáhuac*’ escrita en buena parte en la biblioteca de Miranda de Crafton St. Dicha obra iniciada en Cádiz, de donde procedía Mier, apareció en Londres en 1813 firmada por Francisco Guerra¹⁴⁷, uno de los muchos seudónimos usados por el fraile en su larga, penosa y hasta subyugante vida revolucionaria.

Si bien no fue Fray Servando quien inauguró la larga apelación a la dinastía de los Moctezuma¹⁴⁸, desde su título, De Mier planteó que el futuro independiente de la Nueva España estaba atado, no sólo a sus ancestros originarios, como igualmente al legado y culto guadalupano.

Justamente, en la fecha en que el *Precursor* era conducido encadenado de Puerto Rico a Cádiz, el fraile regiomontano escribía en su biblioteca londinense que la revolución novo hispana era la concreción del mito fundacional del imperio del Anáhuac. Dicha tesis ya la había sostenido en su muy citado sermón de 1794 pronunciado en la Colegiata de Nuestra Señora de Guadalupe ante el virrey y obispo capitalino, con ocasión de la festividad de la milagrosa aparición de la virgen de Guadalupe. En dicha ocasión –causa de su exilio y largo peregrinar por Europa– sostuvo, entre otras tesis cuasi herética, que Santo Tomás Apóstol había cristianizado en persona los pueblos originarios del valle de México¹⁴⁹, milenio y medio antes de la evangelización hispánica, lo que explicaba la rápida conquista y colonización española.

Ahora en 1813, en la que fue la primera historia documentada de una revolución que apenas empezaba, fray Servando sostuvo que la rebelión novo hispana no era otra cosa que la resurrección de la antiquísima república cristiana mesoamericana. En 1810, el ‘pueblo elegido’ del Anáhuac¹⁵⁰, quien desde 1521 había sido humillado por las huestes de Cortés, debía renacer para realizar su misión redentora del continente americano¹⁵¹.

Así pues, no deja de extrañar que luego de tantas y repetidas apelaciones al legado guadalupano, dentro y fuera de Nueva España, tras el apresurado ‘Grito de Dolores’, Miguel Hidalgo hubiera marchado al frente de sus improvisadas huestes portando un estandarte de la Virgen de Guadalupe – retirada del santuario de Atotonilco el Grande de Guanajuato–, clamando todos ‘¡Viva la América y muera el mal gobierno!’, como ya lo había hecho nueve años el Indio Mariano.

Es bien sabido que Hidalgo no fue un cura ejemplar y menos haberse destacado como efusivo guadalupano. Sí se sabe que fue lector auto reconocido de Clavijero¹⁵² y su tesis reivindicativas de los pueblos indígenas mexicanos y peruanos, que tan presentes estuvieron en el espíritu de Miranda. Bien hubiera sido por mera estrategia revolucionaria, el objetivo implícito –exitoso desde un comienzo– era hacer de los pueblos originarios novo hispanos los protagonistas de una revolución que, si bien no se había iniciado en la capital del virreinato –sino en la periférica provincia de Guanajuato–, debía convertirse en la rebelión de toda la América hispánica.

Fue así como en Celaya, cuatro días después de iniciada la ‘gran marcha’ –20 de septiembre de 1810–, Hidalgo fue proclamado ‘Capitán General de América y Protector de la Nación’. Días después en Valladolid –hoy Morelia– mediante bando que recogía el ‘unánime consentimiento de la nación americana’, dicho título se elevó a ‘Capitán General de la América española’¹⁵³. Un mes después, en Acámbaro, Hidalgo pasó a ser ‘Generalísimo de América’, o bien ‘Generalísimo de las Armas Americanas’ o también ‘Generalísimo del Ejército Americano’.

Desde esta localidad michoacana –entonces enclavada en el llamado ‘reino de México– y como lo pretendía Miranda, Hidalgo identificó a los ‘americanos’ como a todos los nacidos en la América española. Consecuentemente, coincidiendo nuevamente con Miranda, Hidalgo propuso la convocatoria de un Congreso de toda la ‘nación americana’. Concordando con el *Precursor*, hizo de los ayuntamientos el epicentro de la nueva soberanía pos colonial americana, pues dicho congreso estaría integrado por ‘representantes de todas

las ciudades, villas y lugares de este reino’ y su tarea sería, además de ‘mantener nuestra santa religión’, dictar ‘leyes suaves, benéficas y acomodadas a las circunstancias de cada pueblo’, como en su momento lo postuló Miranda siguiendo a pie junto el ideario de Montesquieu. Tales leyes, al ser emanadas de la voluntad popular, a la vuelta de pocos años, asegurarían a sus habitantes disfrutar ‘de todas las delicias que el soberano autor de la naturaleza ha derramado sobre este vasto continente’¹⁵⁴ de la América.

Investido del máximo poder militar y político y para asegurar que todos los nacidos en el continente fuesen realmente ‘americanos’ y capaces de concurrir a dicho Congreso –al igual que por las mismas fechas hacían Castelli y Monteagudo en el altiplano peruano–, Hidalgo decretó luego en Guadalajara la supresión de los gravámenes indígenas y suprimió a continuación la esclavitud y su comercio por ir esta en ‘contra los clamores de la naturaleza’¹⁵⁵.

Luego del ajusticiamiento de Hidalgo, sus sucesores en el mando revolucionario, José María Morelos en el Sur e Ignacio López Rayón en el Norte, continuaron con ánimo parecido este primer discurso fundacional novo hispano de alcance continental-americano, tan caro a Miranda¹⁵⁶. Morelos heredó el título de ‘Generalísimo de América’ que luego transmutó por el de ‘Siervo de la Nación’¹⁵⁷. Su proyecto político fue más lejos de lo que finalmente propuso Miranda. En noviembre de 1810, diciéndose actuar en nombre de Hidalgo, como preámbulo a la nueva ciudadanía continental que debía surgir aparejada con la rebelión que en ese momento comandaba en el Sur¹⁵⁸, Morelos antes de abolir la esclavitud, optó por eliminar no sólo toda distinción étnica sino todos los tributos de castas que pesaban peyorativamente sobre algunos americanos. De esta manera inició la implementación del que también como Miranda llamó ‘Plan de gobierno americano’¹⁵⁹.

Los subsiguientes documentos originados en los frentes Norte y Sur de la rebelión novo hispana, si bien mantuvieron el apelativo ‘americano’ antes que mexicano¹⁶⁰, el concepto fue paulatinamente degradándose hasta abarcar solamente los hombres y mujeres nacidos en el ‘septentrión americano’ y en su caso los hijos del todavía más genérico Anáhuac, como prototipo de una identidad nacional que nacía atada a sus pueblos originarios.

Dicha secuencia se reinició con los ‘*Sentimientos de la Nación*’ que José María Morelos presentó el 14 de septiembre de 1813 al Congreso de Chilpancingo como derrotero de la primera constitución novo hispana libre.

Entre otros puntos, se decretó la independencia absoluta de ‘la América’ respecto de la España, la abolición de la esclavitud y la supresión de todas las castas¹⁶¹.

En el discurso que Morelos pronunció el mismo día al inaugurar el aludido congreso rebelde, repitió casi textualmente los principales apartados de la *Historia* de Fray Servando que apelaban al legado bíblico del Anáhuac. En dicho texto –que fue redactado por el entonces publicista Carlos María Bustamente que tanto admiraba a De Mier–, Morelos adujo que Dios, testigo de la gesta de rebeldía heroica emprendida por el ‘pueblo americano... semejante con mucho al de Israel’, había decretado que ‘el Anáhuac fuese libre’. Después de alabar los méritos de los hijos de esta tierra, invocó a los ‘Genios de Moctezuma, Cacahna, Cuauhtémoc, Xicoténcatl y Calzontcin para vengar la tiranía que los españoles habían impuesto a tales pueblos durante tres siglos y con ello ‘restablecer el imperio mexicano mejorando el gobierno’ en la plena observancia de la religión católica y la obediencia al vicario de Roma¹⁶².

La historiografía del tema suele pasar por alto que fue Morelos el creador de la primera bandera nacional, que desde entonces y hasta el presente –salvo cortos intervalos y ligeras modificaciones– perpetúa aún el primer sueño de la resurrección del imperio del Anáhuac. Siguiendo el relato mítico fundacional de los pueblos aztecas, se trata de una águila coronada y yacente sobre un nopal bajo un puente de tres arcos que luego se trasmutó en el águila de pico victorioso y plumaje hinchado dominando la culebra encurbada, madre de todos los pueblos anahuquenses, prácticamente la misma águila que contiene el antiguo código Mendocino¹⁶³.

Pero no sólo fue Bustamente el supuesto ideólogo de la reificación mexicana. Menos citado es el proyecto *Constitución provisional del Imperio de Anáhuac* que se dijo había sido preparado por fray Vicente de Santa María, otro clérigo que iba entre las huestes rebeldes del frente Sur. Su propuesta imponía la plena obediencia al *Imperial Congreso de Anáhuac* que había decretado la constitución aprobada días después en Chilpancingo, Oaxaca¹⁶⁴. Antonio José Moctezuma, diputado por Coahuila, fue uno de los firmantes del *Decreto constitucional para la libertad de la América mexicana* aprobado en Apatzingan el 22 de octubre de 1814, último empeño pre constitutivo de la primera insurgencia mexicana, ya para entonces escrita con la ‘x’ mexicana y no con la ‘j’ hispano-colonial.

Luego del ‘interregno pacificador’ de casi ocho años –1813-1821– impuesto por los virreyes Calleja y Apodaca, el nuevo hálito pro imperial mexicana habría de resurgir a finales de febrero de 1821 cuando el rebelde coronel Iturbide proclamó el *Plan de Iguala* cuyas primeras líneas anunciaron el nacimiento del ‘Imperio mexicano’ y creación de la ‘Junta Gubernativa de la América Septentrional’¹⁶⁵ que debía ponerlo en marcha. El proyecto de ‘independencia indolora’ de Iturbide recogía los postulados de la frustrada revolución de ocho años atrás, en un comienzo inspirada en el la *Historia* de Fray Servando, la que se dice conoció en detalle el infiel oficial realista¹⁶⁶.

No obstante, al referirse al ámbito que pretendía cubrir dicho imperio y gobierno independentista, se utilizaron en el *Plan* indistintamente ‘México’ y ‘Nueva España’¹⁶⁷. Igualmente, se habló simplemente de ‘México’ al aludir la designación que se hacía de Fernando VII como emperador¹⁶⁸ o de los diputados a ser elegidos¹⁶⁹. La religión católica, como en años anteriores, pasó a ser ahora uno de los tres pilares formativos de la nueva nacionalidad novo española¹⁷⁰.

El subsiguiente *Tratado de Córdoba*, suscrito seis meses después entre el rebelde Iturbide y el nuevo Jefe Superior Político novo hispano designado por las *Cortes del Trienio* en sustitución del virrey Apodaca, Juan O’Donojú, se habló del ‘Imperio mexicano’ como sinónimo de la parte de América que se reconocía como libre¹⁷¹, más adelante identificada como Nueva España¹⁷².

El nuevo pacto imperial –supuestamente avalado por la metrópoli liberal– con los pueblos originarios, desató en Nueva España toda clase de euforias ancestrales. El editor de la nueva *Gaceta Imperial de México*, Alejandro Valdés, clamaba que después de 300 años de llorar la destrucción del opulento imperio de Moctezuma, el Cielo había designado a Iturbide para que el ‘águila mexicana vuele libre desde el Anáhuac hasta las provincias más remotas del Septentrión anunciando a los pueblos que está restablecido el imperio más rico del globo’¹⁷³.

Fue en esta época en que el ya mencionado Carlos María Bustamante volvió a inflamarse de ilusiones anahuquenses, pues nada más proclamado el Imperio publicó su *Galería de antiguos príncipes mejicanos dedicada a la Suprema Potestad Nacional que le sucediere en el mando para su mejor gobierno*, opúsculo que debería servir de guía para el buen y paternal gobierno imperial a ser instaurado y cuya fuente eran los supuestos anales del antiguo imperio azteca¹⁷⁴.

Pero no todo se quedó en eso. Una vez constituido el gobierno provisional imperial y en tanto Fernando VII –o alguno de su dinastía– se resolvía pasar a reinar en América, en septiembre de 1821 varios diputados novo hispanos actuantes en las *Cortes del Trienio*, en unión a otros compatriotas residentes en Francia e Inglaterra, urdieron en París una improvisada trama para entronizar como emperador de México a Alfonso Marcilla de Teruel, conde de Moctezuma, supuestamente poseedor legítimo del título de la muy españolizada dinastía azteca. El nuevo emperador, que ascendería como Moctezuma III, se decía era insistentemente llamado por los principales jefes indígenas para ocupar el trono mexicano¹⁷⁵. Aunque la trama había sido montada en Europa, la misma alcanzó a preocupar al mismo Iturbide pues este recibió al menos tres comunicaciones de sus cercanos colaboradores sobre los supuestos pasos dados por el pretendido Moctezuma III¹⁷⁶ para hacer efectivo su ascenso al trono imperial anáhuacuense.

Durante el intervalo pre constituyente del primer Imperio mexicano, mientras se lograba dar institucionalidad al mismo, el turno fue para el General Guadalupe Victoria –uno de los pocos sobrevivientes de la primera guerra pre emancipadora¹⁷⁷ y quien tanto tuvo que ver para que cuajara la revuelta de coronel Iturbide. Propuso en esta ocasión que en vez de esperar al pretendiendo miembro de la dinastía borbónica española, el trono imperial mexicano fuera ocupado por un ‘oficial criollo, siempre y cuando estuviera este casado con una india noble’¹⁷⁸.

Durante el mismo intervalo pre constitutivo del Imperio, entró nuevamente en escena Fray Servando Teresa de Mier. En agosto de 1821 publicó en Filadelfia la que llamó *Memoria político-instructiva* dirigida a desarticular el proyecto imperial de Iturbide. De Mier había llegado a EUA., a finales de mayo de 1821 después de haberse fugado de su prisión de La Habana, en un principio favorecido por Juan Manuel de Cagigal y Niño, el amigo y protector de Miranda¹⁷⁹.

Para tales fechas, convencido republicano, De Mier supuso a Iturbide inspirado en las ideas pro monárquicas que un año atrás venía proponiendo el Abate de Pradt como la mejor forma de gobierno para los nuevos países hispanoamericanos¹⁸⁰. Pero también creyó que Iturbide tan sólo buscaba satisfacer las pretensiones de una soberanía americana restringida –como la que entonces propusieron en las *Cortes del Trienio* la mayoría de los diputados novo hispanos¹⁸¹.

Apoyado en el ‘Sentido Común’ de Thomas Paine y en el éxito de la *Colombia* bolivariana, propuso como mejor alternativa un régimen republicano para los que Mier continuó llamando ‘pueblos del Anáhuac’. De paso invitó a Iturbide a renunciar a sus sueños imperiales y emular la grandeza y gloria del *Libertador* Simón Bolívar.

Curiosamente, Fray Servando alegó ser heredero legítimo por sangre de la dinastía imperial mexicana¹⁸². Para acabar con toda idea imperial, adujo no tener ninguna pretensión al trono mexicano, esperando que Iturbide y demás aspirantes siguiesen su ejemplo y depusieran sus pretensiones de coronarse como emperadores del Anáhuac¹⁸³.

No obstante, en México no faltó imaginación y audacia a los ideólogos cercanos a Iturbide para conceptualizar y concretar, territorialmente al menos, lo que debía abarcar el ‘septentrión mexicano’. Con extrema habilidad, Iturbide logró la adhesión forzada al imperio de las provincias centroamericanas –que con la excepción de Veraguas y Panamá– integraban la hasta entonces Capitanía General de Guatemala. Acto seguido, la ‘Comisión de Relaciones Exteriores’ creada por la Soberana Junta Gubernativa del Imperio, conceptuó en sus dictámenes iniciales que la nueva potencia del Norte americano debería abarcar, además del Istmo centroamericano, Cuba, Puerto Rico, las islas Filipinas y las islas Marianas, a cuya anexión el naciente imperio mexicano legítimamente podía aspirar como heredero que se creía del antiguo virreinato novo hispano¹⁸⁴. A últimas, la Comisión no sólo refrendó si no que amplió el territorio que en 1812 habían definido las *Cortes de Cádiz* como propio de la Nueva España¹⁸⁵, el que ahora volvía a abarcar las llamadas ‘Provincias Internas’.

Además de Fray Servando, varios fueron los que propusieron proyectos y modelos constitucionales para el naciente imperio mexicano. Uno de ellos fue el elaborado por el jalisciense Francisco Severo Maldonado que incluyó cercanas coincidencias con al menos el último texto del ‘Plan de gobierno’ de Miranda. Tales semejanzas resultan ciertamente peculiares en tanto no se demuestre que el filósofo y pensador mexicano conoció antes el texto del *Precursor*.

Tres fueron los textos políticos de Francisco Maldonado. El primero, ‘*Nuevo Pacto social...*’¹⁸⁶ fue redactado en 1821 y enviado para su presentación a las *Cortes del Trienio*, para las que había sido electo y a las que el pronunciamiento de Iguala le impidió asistir. El mismo fue concebido como el nuevo y liberal ‘pacto social hispanoamericano’ que debía instaurarse

entonces. Divulgado en México, este nuevo ‘contrato’ debía ser asimilado por todos los ciudadanos americanos, incluidos los más ‘rudos e ignorantes de las ínfimas clases sociales’¹⁸⁷.

En su segundo y tercer textos –‘*contrato de Asociación*’ y ‘*Proyecto de constitución*’–, Maldonado expuso con precisión euclidiana el modelo de Estado que quería para el nuevo Imperio mexicano¹⁸⁸. Su propuesta constitucional fue eminentemente organicista y para su conformación Maldonado supuso que –previamente a la puesta en marcha de la dinámica política por él concebida– todos los ciudadanos ‘activos’ –los cuales incluían más de millón de indios y ex esclavos que existían en México– habrían de congregarse en ‘corporaciones’ locales –según intereses de clase u oficio– y cuyo ‘voto de conjunto’ manifestaría las decisiones del ‘gremio’ local; ente que en último término podía asimilarse a los ‘colegios electorales’ tan propios a la representación o voto indirecto, por entonces dominante en todas las latitudes occidentales.

Para Maldonado –como para Miranda–, la estructura político-administrativa del Imperio mexicano tenía dos pilares básicos: los ayuntamientos y las provincias. A los ‘gremios’ correspondía elegir un ‘congreso de la localidad’ o ‘ayuntamiento radical’. Los ayuntamientos elegirían a su vez los ‘congresos provinciales’, los que a su turno deberían completar la cúspide del sistema político designando los miembros que debían integrar un ‘congreso nacional’.

Las aludidas convergencias con la última versión del ‘Plan’ de Miranda no fueron de mera nomenclatura, pues la labor legislativa propuesta por Maldonado era tarea y responsabilidad compartida entre los tres niveles de la representación ciudadana. Si bien las leyes generales serían votadas por el congreso nacional, las mismas debían ser sometidas a revisión o referéndum por parte de los congresos provinciales y locales, quienes devolverían el texto aprobado con las revisiones y enmiendas respectivas, las que a su vez serían votadas por el congreso general por mayoría calificada del ‘cuarto más uno’. La ley definitiva debía regresar a los congresos provinciales que debían ‘sancionarla’ por unanimidad para que quedara como definitiva. No obstante, alguna de estas leyes podía ser aprobada por los dos tercios, en cuyo caso se convertía apenas en ‘ley provisional’¹⁸⁹.

Como veinte años atrás lo había pretendido el *Precursor*, este complicado sistema de pesos y contra pesos al interior de los órganos de la representación popular –que de plano dejaba por fuera a los demás órganos del poder, ejecutivo y judicial– tenía como objetivo garantizar la libre, activa y

permanente participación del voto ciudadano. Como lo supuso Miranda, al lograrse la ‘conurrencia general de todos y cada uno de los ciudadanos a la formación de las leyes’, quedaría de por sí asegurada su ‘ciega y perfecta sumisión’ general a todas las leyes emanadas de la voluntad ciudadana¹⁹⁰.

Conforme lo ideó Miranda, al congreso nacional correspondía, con exclusividad, unificar armoniosamente en un solo cuerpo o ‘código de leyes’ –y con la máxima ‘perfección posible’– todas las leyes que se hubieren aprobado para la salvaguardia de los derechos de todos y cada uno de los habitantes del Imperio mexicano¹⁹¹

Sin prescindir de revivir cargos y jerarquías del antiguo Anáhuac, el *Ejecutivo* del Imperio mexicano propuesto por Maldonado estaría a cargo de un ‘Jefe Supremo’ que sería hereditario a partir de Iturbide y en tanto perdura su dinastía. A falta de herederos directos, se elegiría un ‘Administrador del Imperio mexicano’ quien gobernaría por nueve años. Un y otro estarían asistidos por un ministro encargado del ‘despacho universal’ quien a su vez sería el ‘mayor general del ejército imperial del Anáhuac’, una especie de *Hatun-Apu* previsto por el *Precursor*. El Emperador sería irresponsable y su persona sagrada e inviolable, no así el ministro universal.

Como también lo ambicionó Miranda con su institución de los *censores*, el acceso a todos los cargos públicos –según los tres órdenes de poder– debería basarse en la virtud, la educación y los méritos de los ciudadanos, suponiéndose un complejo sistema de instituciones y funcionarios encargados de garantizar la instrucción general y el control de las buenas y sanas costumbres de los mexicanos.

De acuerdo a lo previsto por Miranda, para garantizar la efectiva participación de la soberanía nacional, en cada una de las provincias del Imperio habría un gobernador, electo por los ciudadanos y su modo de gobernar sería semejante al emperador general.

Conforme fue supuesto por Miranda, el poder judicial del proyecto Maldonado sería independiente de los otros poderes y el mismo sería ejercido alternativamente por ‘todos los ciudadanos íntegros y honrados del pueblo’ que demostrasen ‘suficiente talento natural para juzgar con inteligencia los negocios sobre que hubieren de fallar’. Los artesanos, agricultores, mineros, comerciantes deberían juzgar privativamente los asuntos contenciosos en lo relativo a sus respectivos gremios. En una típica reificación medieval, ‘cada ciudadano sería juzgado por sus iguales o por individuos de su misma

corporación... y los fueros serían el derecho común'. Algunos de los jueces serían perpetuos y otros temporales'¹⁹².

Todo este complejo engranaje de ejercicio de la soberanía ciudadana a través de los tres poderes estaba sustentado en un no menos complejo sistema de instrucción y educación en el que los curas párrocos tenían una responsabilidad definitiva en la orientación de la futura vida de cada futuro ciudadano. Por lo demás el Imperio mexicano sería un Estado laico *sui generis*, ya que Maldonado –como en alguna forma lo previó Miranda– optó por una vía curiosa de subrogación, a favor del Imperio, del antiguo patronato regio hispánico. La religión católica y su culto –única oficial y tolerada– sería una dependencia del poder ejecutivo y como tal asimilada a una ‘cuarta ramificación’ de dicho poder¹⁹³, lo que no debería excluir una plena y armoniosa relación con la Santa Sede Apostólica.

Así también, como al final lo proclamó el *Precursor*, el *Proyecto de Constitución* de Maldonado preveía que la permanencia y salvaguardia del Imperio mexicano debía sustentarse en la participación militar, activa y permanente, de cada ciudadano, que era tanto como suponer que cada ciudadano era a la vez un fusil y un voto activo, algo que tardíamente proclamaría la segunda república francesa y su constitución de 1848.

El proyecto Maldonado –como el de Miranda– no pasó de ser a la vez *utopía* y *atopía*. Para entonces y en contra del máspreciado sueño de unidad continental ambicionado por Miranda, cuando el ‘desguace’ del continente hispanoamericano llevaba más de dos lustros¹⁹⁴, sólo dos proyectos constitutivos pos coloniales –uno republicano y otro monárquico-imperial– luchaban por mantener efímeramente la antigua unidad político-territorial colonial: la Unión *Colombia* en el cono norte suramericano y el citado Imperio Iturbidista en el septentrión sub continental.

Conforme a las cifras entonces disponibles (Anexo 1), estos dos polos hispanoamericanos pretendieron mantener unificado 1/3 del territorio americano no anglo americano el que a su vez contenía algo más del 50% de la población de los anteriores imperios español y portugués. Para entonces, hacia casi 5 años y medio que Miranda había muerto en su celda de la prisión gaditana de las Cuatro Torres.

ANEXO n°1: TABLA GEOPOLÍTICAS DEL MUNDO c. 1830

Grandes áreas	Territorio (Millas2)	Población (miles)	% sobre Territorio			% sobre Población			Territorio (Km2)
			% Sup. Mundial	% Sup. América	% Sup. Ibero América	% Hab. Mundial	% Hab. América	% Hab. Ibero América	
Viejo Mundo	23 427.0	677 700.0	62.4%			92.0%			60 675.7
Europa	2 793.0	227 700.0	7.4%			30.9%			7 233.8
Asia	12 118.0	390 000.0	32.3%			52.9%			31 385.5
África	8 516.0	60 000.0	22.7%			8.1%			22 056.3
Nuevo Mundo: América	11 046.0	39 000.0	29.4%			5.3%			28 609.0
EUA	1 570.0	11 600.0	4.2%	14.2%		1.6%	29.7%		4 066.3
Brasil	2 313.0	5 000.0	6.2%	20.9%	34.2%	0.7%	12.8%	21.1%	5 990.6
Hispanoamérica	4 456.9	18 646.0	11.9%	40.3%	65.8%	2.5%	47.8%	78.9%	11 543.3
México (*)	1 242.0	7 500.0	3.3%	11.2%	18.3%	1.0%	19.2%	31.7%	3 216.8
Colombia	828.0	2 800.0	2.2%	7.5%	12.2%	0.4%	7.2%	11.8%	2 144.5
Río de la Plata + Patagonia	683.0	700.0	1.8%	6.2%	10.1%	0.1%	1.8%	3.0%	1 769.0
Patagonia	650.5	106.0	1.7%	5.9%	9.6%	0.0%	0.3%	0.4%	1 684.8
Caribe español	35.4	1 240.0	0.1%	0.3%	0.5%	0.2%	3.2%	5.2%	91.7
Resto HA	1 018.0	6 300.0	2.7%	9.2%	15.0%	0.9%	16.2%	26.6%	2 636.6
Otros América	2 706.1	3 754.0	7.2%	24.5%		0.5%	9.6%		7 008.8
Haití	22.1	950.0	0.1%	0.2%		0.1%	2.4%		57.2
América Inglesa (Canadá & Caribe)	1 930.0	2 290.0	5.1%	17.5%		0.3%	5.9%		4 998.7
América francesa	30.0	240.0	0.1%	0.3%		0.0%	0.6%		77.7
América holandesa	30.0	114.0	0.1%	0.3%		0.0%	0.3%		77.7
América Danesa	324.0	110.0	0.9%	2.9%		0.0%	0.3%		839.2
América rusa	370.0	50.0	1.0%	3.3%		0.0%	0.1%		958.3
Australasia	3 100.0	20 300.0	8.3%			2.8%			8 029.0
Total Mundo	37 573.0	737 000.0	100.0%			100.0%			97 313.7
México y Centro América	1 381.0	9 150.0	3.7%	12.5%	20.4%	1.2%	23.5%	38.7%	3 576.8
Imperio Mexicano & Unión Colombia	2 209.0	11 950.0	5.9%	20.0%	32.6%	1.6%	30.6%	50.5%	5 721.3

Fuentes: Andrien Balbi, *Balance politique du globe en 1828 a l'usage des hommes d'état ,des administratieurs, des négociants et des jeunes gens*; Paris 1828. Charles Bowen. (ed.) *The American Almanac and Repository of Useful Knowledge for the year 1830. A calendar for the year; astronomical information; miscellaneous directions, hints, and remarks ; and statistical and other particulars respecting foreign countries and the United States*; New York: Collins and Haknay,1833; pp: 142 y ss.

(*) Según los cálculos de Humboldt en sus *Tablas geográficas políticas de Nueva España* de 1803, la extensión total de la Nueva España, incluidas las PP. II, no excedía de 730 296 millas². Henry George Ward, *México en 1827*, México: FCE,1981, 9.31

¹⁾ Carmen Bohórquez Morán, *Francisco de Miranda, Precursor de la independencia de la América Latina*-. Caracas: El perro y la rana; 2006; p.197

²⁾ *Diario*, 16 de enero de 1798. Cf; José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *América espera*; Caracas: Colección Ayacucho; 1982; pp:205,283-288.

³⁾ Cf; José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *Op.cit*; p.365

⁴⁾ Cf; José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *Op.cit*; p.393

⁵⁾ Cf; José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *Op.cit*; p.219

⁶⁾ Fue precisamente en esta ocasión cuando el *Precursor* adujo que dicho ‘Plan’ –que llamó bosquejo– de ‘*Organización Representativa y de Gobierno*’ no parece ser su última versión de 1808 pues advirtió que lo había formado “aquí hace varios años”; aduciendo que el mismo había “merecido la aprobación de varones doctos en la materia, que lo han examinado después, tanto en Inglaterra como en los E.U. de América” Cf; José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *Op.cit*; p. 382 y ss.

⁷⁾ Archivo General Miranda (AGM), t. XV, pp. 198-205, En esta ocasión tan sólo se adujo que sería un ‘cuerpo representativo continental’ el que, conformen a la voluntad de los pueblos libres colombianos, habría de confirmar o anular los nombramientos o empleos que el *ínterin* realizase Miranda.

⁸⁾ *Expediente para Lisboa*. Francisco de Miranda a Archibald Campbell, Liverpool, 24 de junio de 1806 y 8 de junio del mismo año- Cf: José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *Op.cit*; p.344 y ss.

⁹⁾ No obstante, todo indica que cuando Miranda abordó a W. Pitt en febrero de 1790 y dado el estado de pre guerra existente entre Inglaterra y España por el contencioso de la bahía de Notka, el primer ministro británico estuvo decidido a poner en marcha ambos planes. En el fondo Chatham –papeles de la dinastía Pitt– serie MSS, legajo 345 del *Public Record Office* (ahora The National Archives), bajo la rúbrica ‘*Miranda’s papers, 1790*’ existe una copia –traducida al inglés y sin fecha– de la primera versión de un ‘*plan for a constitution for the Spanish American colonies*. Igualmente, en el mismo fondo y legajo existe copia de una *Proclamation issued to the inhabitants of South America*, esta si fecha el 3 de agosto de 1790. Esta contenía un articulado relativo a una forma de gobierno continental en la que se reproducían los elementos básicos del aludido plan de gobierno. Los mismos figuran como anexos de una comunicación de Miranda a Pitt del 8 de septiembre de 1791.

¹⁰⁾ Jean Fouchard, *The Haitian Maroons: Liberty or Death*. New York: Edward W. Blyden Press, 1981.

-
- ¹¹⁾ David Geggus, *Haitian revolutionary studies*. Bloomington, IN: Indiana University Press, 2002.
- ¹²⁾ Juan Antonio Hernández, *Francisco de Miranda y los "Incas" de la revolución haitiana. Una hipótesis para la investigación. Revolución a la venezolana;* jueves, 07 de septiembre de 2006. <http://pueblo.blogcindario.com/2006/09/00217-francisco-de-miranda-y-los-incas-de-la-revolucion-haitiana.html> 11/02/2011 18:02:29
- ¹³⁾ La queja central de los ‘mantuanos’ era el insoportable despotismo del primer intendente de la Capitanía, José Ávalos, nuevo ‘Lucifer’ secundado por ‘el maldito señor ministro Gálvez’, tiranía que querían erradicar así corrieran la suerte sufrida por los rebeldes del ‘vecindario’ de Santafé y el Cuzco. La segunda comunicación fue enviada vía La Habana con el mercedario, padre Cárdenas. En esta nota, sin hablar específicamente de independencia, luego de designarse como sus ‘hermanos menores’ dicen esperarle ‘con los brazos abiertos y puestos de rodillas’ y muy ‘prontos para seguirle como nuestro caudillo hasta el fin, y derramar hasta la última gota de nuestra sangre en cosas hermosas y grandes’. Así también, dicen haberle enviado autorizaciones ‘para que, en nombre nuestro y de toda la provincia, pacte y contrate, con nuestro poder y consentimiento, y aún más allá, si lo tuviera usted por conveniente, con potencias extranjeras, a fin de conseguir el rescate de tan maldito cautiverio’. Alfonso Rumazo González, Francisco de Miranda. *Protólíder de la independencia americana (Biografía)*; Caracas: Ediciones de la Presidencia de la República, 2006; p.43.
- ¹⁴⁾ Los otros dos firmantes de ambas misivas fueron el Marqués de Mijares y Martín Tovar. La carta de 1781, aludida en la de 1782, no ha sido encontrada. No obstante, Miranda se refirió a ella en su ‘Diario’. Cf. Archivo de Miranda. T. VIII: 8-14. (El borrador escrito por Miranda está dirigido al Diputado girondino Armand Gensonné. Cf: **José Luis Salcedo-Bastrado (ed.): Op. Cit; pp. 119 y ss**). La segunda carta ha sido reproducida por Juan Bosch, *Bolívar y la guerra social*; Santo Domingo (RD): Editora Alfa y Omega; 2005. Edición electrónica.
- ¹⁵⁾ Todo indica que ello se produjo en las dos primeras semanas luego del arribo de Bolívar a Londres, conforme se deduce de la carta de Miranda al Mq. De Wellesley, Secretario del F.O. Londres, 4 de agosto de 1810. Cf: José Luis Salcedo-Bastrado (ed.): *Op. Cit*; pp. 437 y ss.
- ¹⁶⁾ El corto discurso de Bolívar pronunciado ante la referida Sociedad Patriótica la víspera de la declaratoria de la Independencia, –el primero conocido del prontuario ideológico bolivariano– reproduce los principales argumentos sobre los que Miranda había estado reclamando dicho pronunciamiento durante los años recientes, todos ellos contenidos tanto en sus circulares a los Ayuntamientos hispanoamericanos–el de Caracas en particular–, como a los ministros Castlereagh, Caning y Wellesley; todos ellos conocidos por Bolívar.
- ¹⁷⁾ Carmen Bohórquez, *Francisco de Miranda: la construcción política de una patria continental*; http://www.analitica.com/bitblio/carmen_bohorquez/miranda.asp (GDL; Viernes, Febrero 11, 2011; 18:02:29 11.2.P.2.)
- ¹⁸⁾ O ‘Memoria’ como empezó por llamarla Bolívar. Cartagena de Indias, diciembre 15 de 1812.

- ¹⁹⁾ Kingston, 6 de setiembre de 1815.
- ²⁰⁾ Angostura, 15 de febrero de 1819. Publicado originalmente en el 'Correo del Orinoco', n°19, 20, 21 y 22 del 20 de febrero al 13 de marzo de 1819.
- ²¹⁾ La historiografía constitucionalista europea del período ha identificado nexos muy concretos entre los constituyentes napolitanos de 1799 -1795. Mario Pagano en particular- quienes siguiendo de cerca las constituciones jacobina de 1793 y termidoriana del 95 estatuyeron un 'Colegio de Censores' o 'poder moral'. Jaime Urueña Cervera, *Bolívar Republicano*; Bogotá: Ediciones Aurora, 2004; pp. 224 y ss. Jaime Urueña Cervera, *Nápoles en el primer constitucionalismo bolivariano, Nuevo Mundo Mundos Nuevos Coloquios*, 2006, <http://nuevomundo.revues.org/index1495.html> Miguel Malagón Pinzón , *El pensamiento republicano de bolívar en el proyecto constitucional de Angostura de 1819 y en la constitución boliviana de 1826* ; Barranquilla: Revista de Derecho, 2027 ;n° 27, pp. 98-133..
- ²²⁾ **Tom Zuidema, *El Inca y sus curacas: poliginia real y construcción del poder*, en: Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines; 2007, 37 (1): pp. 47-55. Edmundo Guillén Guillén, *La ideología educativa andina*,<http://miguel.guzman.free.fr/Runapacha/reeducandina.pdf> (GDL; Viernes, Febrero 11, 2011; 18:02:29 112/P2)**
- ²³⁾ O. Carlos Stoetzer, *Bolívar y el Poder Moral*; *Revista de Historia de América*, No. 95 1983), pp. 139-158.
- ²⁴⁾ Constitución política del Estado de Venezuela de 1819 (15 de agosto de 1819). Apéndice.
- ²⁵⁾ Art. 10 del apéndice constitucional.
- ²⁶⁾ Carmen Bohórquez, Op.Cit.
- ²⁷⁾ Título VI de la constitución de 1819. Jaime Urueña Cervera, Op.Cit., pp.183 y ss.
- ²⁸⁾ Ley fundamental de la República de Colombia. Palacio de Gobierno en Angostura, 17 de diciembre de 1819.
- ²⁹⁾ Cotidianamente suele hablarse de la 'Gran Colombia'. Lo cierto es que oficialmente nunca existió como tal, término que se impuso a finales del siglo XVIII cuando la Nueva Granada pasó de nuevo a llamarse República de Colombia.
- ³⁰⁾ Simón Bolívar, *Discurso ante el Congreso Constituyente de Bolivia* ;Lima, 25 de mayo de 1826. En: Simón Bolívar, Tres Mensajes, Caracas:_Colección Bolivariana, Ministerio de Comunicación e Información; Julio de 2005.
- ³¹⁾ Francisco de Miranda, *Proyecto de Gobierno federal [¿1801?]*. Cf: José Luis Salcedo-Bastrado (ed.): *Op. Cit*; pp. 288 y ss.

- ³²⁾ Simón Bolívar a Antonio José de Sucre y Antonio Gutiérrez de la Fuente, Magdalena (Perú), 12 de mayo de 1826. En: Vicente Lecuna, *Cartas al Libertador*, Caracas: Lit. y Tip. Del Comercio, 1929 Tomo V, pp. 291-294 y 296-297, respectivamente. Valentín Paniagua Curazao, *El proceso constituyente y la constitución vitalicia (bolivariana) de 1826*. (I), Historia Constitucional (revista electrónica), n. 8, 2007. <http://hc.rediris.es/08/index.html>
- ³³⁾ Francisco de Miranda a Saturnino Rodríguez Peña. Londres, 15 de agosto de 1810. Cf; José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *Op.cit*; p. 446 y ss.
- ³⁴⁾ En la página 10 del número de octubre de 1810, la *Gaceta* transcribió el apartado de *El Colombiano* relativo a las pretensiones del Consejo de Regencia. Antonio Zinny, *Gaceta de Buenos Aires desde 1810 hasta 1821 : resumen de los bandos, proclamas, manifestaciones, partes, órdenes, decretos*; Buenos Aires: Impr. Americana, 1875, p.19
- ³⁵⁾ *Plan que manifiesta el método de las operaciones que el nuevo gobierno provisional de las Provincias Unidas del Río de la Plata deve poner en práctica hasta consolidar el grande sistema de la obra de nuestra libertad e independencia*». Una, quizás la más seria de las controversias en contra de su autenticidad, parece demostrar que el 'Plan' ni fue escrito en Buenos Aires – probablemente en el Brasil–, ni lo fue en la fecha que se presume y menos aún fue redactado por Mariano Moreno. Augusto Fernández Díaz, *El supuesto Plan de Mariano Moreno*. Rosario: Imprenta Universidad Nacional del Litoral, 1960.
- ³⁶⁾ Introducción del Plan y art.8/8 del mismo.
- ³⁷⁾ Plan, Arts: 1/12-16; 5/6; y 6/6.
- ³⁸⁾ Artículo 1/18 del Plan
- ³⁹⁾ Art. 4/1 del Plan.
- ⁴⁰⁾ La arenga y decretos fueron anunciados a la Junta por Castelli en carta desde el cuartel general de Laja del 19 de mayo de 1810. Esta junto a la proclama del 25, ambos en AGN-X-3-10-2. Cf: Juan Carlos Garavaglia, *Buenos Aires y salta en rito cívico: la revolución y las fiestas mayas*; Andes, Salta: Universidad Nacional de Salta, 2002; pp. 1-26.
- ⁴¹⁾ Tal cual lo consignó en 1811 el *Estatuto Provisional Provincias Unidas del Río de la Plata*. La Asamblea del Año XIII –1813– se ratificó como *Soberana Asamblea Constituyente de las Provincias del Río de la Plata*, Buenos Aires, 31 de enero de 1813, cuya proclama aparee suscrita por Juan José Paso y Nicolás Rodríguez de Peña, hermano de Saturnino, este último tan cercano a Miranda.
- ⁴²⁾ Esta 'fiebre incaica' tuvo varios antecedentes y diferentes manifestaciones. Jesús Díaz-Caballero, *El incaísmo como primera ficción orientadora en la formación de la nación criolla en las Provincias Unidas del Río de la Plata*; A contracorriente; California State University: East Bay; fall 2005; pp: 67-113.

⁴³⁾ José de San Martín a Tomás Godoy Cruz, diputado mendocino; 22 de julio de 1816, *Comisión Nacional del Centenario, Documentos del Archivo de San Martín*, Buenos Aires, Coni, 1910, tomo 5, p. 546. Además, del mismo al mismo, Mendoza, 27 de julio de 1816; también cartas del 12 y 15 de agosto de 1816. Archivo San Martín, ASM, t. V. pp. 546 a 548. Cf: Norberto Galasso, *Seamos libres y lo demás no importa nada. Vida de San Martín*, Buenos Aires: Ediciones Colihue, 2007; p.183. Hugo Chumbita, *El proyecto americanista de los revolucionarios de la Independencia*, en: Hugo E. Biagini y Arturo A. Roig (comp.), *América Latina. Hacia su segunda independencia. Memoria y autoafirmación*; Buenos Aires: Aguilar, Altea, Taurus, Alfaguara, 2007: p. 55 y ss.

⁴⁴⁾ En la historiografía argentina existe una polémica inconclusa sobre las eventuales relaciones existentes entre el General José de San Martín y el llamado ‘Plan Maitland’ que preparado hacia 1800 por el militar escocés Thomas Maitland y entregado a mediados de dicho año a Henry Dundas, miembro tanto del Parlamento como del Consejo Privado de la Corona. Dicho plan fue reabierto a mediados de 1804 por el primer ministro Pitt, el Primer Lord del Almirantazgo, Henry Melville y el comodoro Home Riggs Popham. El objeto del mismo era la invasión de Buenos Aires –como finalmente se realizó en 1806-1807– y desde allí caer sobre Chile y llegar luego hasta el Perú. Algunos suponen que dicho ‘Plan’ fue conocido por San Martín durante su estadía en Londres entre 1811-12. Otros, basados en la estrecha relación que existió entre Miranda, Pitt, Melville y Popham, llegan a suponer que el ideador de dicho Plan fue el propio *Precursor*, cosa que contradice sustancialmente el irrestricto y repetido rechazo que este hizo de cualquier acción unilateral y puramente militar por parte de Inglaterra u otra potencia europea del momento sobre Hispanoamérica. Igualmente, desde Venezuela, Miranda no sólo condenó sin ambages sino que se dolió de la insensatez y daño que a la causa independentista hispanoamericana habían producido esas frustradas expediciones. Francisco de Miranda a Lord Vicent Castlereagh, Trinidad, 10 de junio de 1807. Cf: José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *Op.cit*; p. 362 y ss. El plan Maitland fue desenterrado de los archivos escoceses por el historiador Rodolfo Terragno, *Maitland & San Martín*. Buenos Aires: Universidad de Quilmes, 1998. John Lynch, *San Martín: Argentine Patriot, American Liberator*, *Occasional papers* no. 25, London: University of London, Institute of Latin American Studies; 2001,p.6.

⁴⁵⁾ El 6 de agosto de 1816, Tomas de Anchorena, diputado bonaerense en larga perorata y sin manifestar explícitamente tan xenofóbicas expresiones –por el ambiente mayoritario que dijo existía a favor de la propuesta de Belgrano– rechazó tajantemente la entronización incaica. Años más tarde Tomas de Anchorena confesó sus reales sentimientos de aquel día en carta a Juan Manuel de Rosas, Buenos Aires, 4 de diciembre de 1846. Cf: Julio Irazusta, *Tomas de Anchorena*, Buenos Aires: Ed. Huemul, 1962, pp. 23 y ss. Cf: Norberto Galasso, *Op.cit*; p.181.

⁴⁶⁾ Proclama de Manuel Belgrano a las tropas; Tucumán, 27 de julio de 1816. La misma fue reproducida en el *Censor* de Buenos Aires. Antonio Jorge Pérez Amuchástégui, *Crónica histórica argentina (5 tomos)*; Buenos Aires: Codex , 1972; t.2, p.LVIII (*Más allá de la Crónica*) y LXIX. Cf: Luis Güemes, *Güemes documentado; Buenos Aires* (13 tomos); Ed. Plus Ultra, 1979-1990; t.III, 1982, pp. 487. Cf: Alicia Poderti, *Martín Miguel de Güemes y su Plan Geo-Político Continental; Actas del Primer congreso argentino General Martín Miguel de Güemes, héroe nacional*, Salta: Secretaría de Gobierno, 2006.

⁴⁷⁾ Cf: Luis Güemes, *Op.Cit;* t.III, p. 473.

⁴⁸⁾ Henry Chamberlain al Vizconde Castlereagh (por separado), Río de Janeiro, julio 20 de 1816, F.O. 63/194. Del mismo al mismo, Río de Janeiro, 29 de agosto de 1816, F.O. 63/195, t.1,178. Cf: C. K. Webster (comp.), *Gran Bretaña y la independencia de América Latina (1812-1830)*, Buenos Aires: G. Kraft, 1944, tomo I, pp. 246-247. Herbert Kleinlercher, *Monarchieprojekte und Monarchien in der Neuen Welt: La Plata, Mexiko und Brasilien, 1808 – 1889*. Disertación para obtener el grado de doctor en filosofía. Universidad de Viena; octubre de 2008; pp. 89 y ss. Curiosamente, Jean Addm Graaner, observador sueco del Congreso, remitió a su corte un informe similar. *Ib*

⁴⁹⁾ Su libertad habría sido gestionada en 1813 llegó por el padre agustino y revolucionario peruano, Marcos Durán Martel, quien luego lo habría embarcado hacia Buenos Aires.

⁵⁰⁾ *El dilatado cautiverio, bajo el gobierno español de Juan Bautista Tupamaru, 5º nieto del emperador del Perú*. Cuando Juan Bautista escribió sus memorias tenía entonces 84 años. El título de sus memorias fue asignada por Francisco A. Loayza en su edición impresa en Buenos Aires en 1826 y reimpresas en Lima en 1945 [p. 13]

⁵¹⁾ *Proyecto de gobierno federal (1801), 'Poder ejecutivo'*. Cf; José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *Op.cit;* p. 290.

⁵²⁾ *Can-Ek* fue el último gobernante de los mayas independientes Itzaes

⁵³⁾ Robert W. Patch, *La rebelión de Jacinto Canek en Yucatán: una nueva interpretación*, *Desacatos, Revista de Antropología Social*; México D.F: CIESAS; 2003 (13), pp. 46-59.

⁵⁴⁾ *Ib.*

⁵⁵⁾ Jerónimo Girón y Moctezuma era hijo de Bernarda Moctezuma y Pedro Morejón Girón y Ahumada y había nacido en 1741 en Ronda, España. Su triunfo en Pensacola le valió el ascenso a Mariscal de Campo. Como Miranda participó en octubre de dicho año en la toma y rendición de Jamaica. Maury Baker and Margaret Bissler Haas; *Bernardo de Gálvez's Combat Diary for the Battle of Pensacola, 1780*; Miami (FL): *The Florida Historical Quarterly*, Vol. 56, No. 2 (Oct., 1977), pp. 176-199. También: *Un descendiente de Moctezuma en la Batalla de Mobile, 1780*. <http://book-smith.tripod.com/montezuma.html> (GDL; Viernes, Febrero 11, 2011; 18:02:29 11.2.P.2.)

⁵⁶⁾ *Storia antica de Messico, cavata da 'migliori storici Spagnuoli, e da' manoscritti, e dalle picture antiche degl' Indiani: divisa in dieci libri, e corredata di carte geografiche, e di varie figure; e dissertazioni sulla terra, sugli animali, e sugli abitatori del Messico. 4 vols. Cesena: Gregorio Biasini, 1780-1781.*

⁵⁷⁾ Por fuerza Miranda tuvo que adquirir la primera edición en italiano de la *Historia Antigua*.. de Clavijero que había sido publicada entre 1780-81 en Cesena en 4 vols por Gregorio Biasini. Al año siguiente Miranda regaló dicho ejemplar al Príncipe ruso G. Potenkin. Se sabe que Miranda adquirió en Roma –casi por casualidad– la lista de ex jesuitas el 24 de febrero de 1786 –una

semana después de su llegada a la capital papal– y que partió de Roma al día siguiente por lo que es dado suponer que compró la obra de Clavijero casi de inmediato. El segundo ejemplar lo compró a comienzos de febrero de 1789 cuando visita furtivamente el norte de Italia. Un año antes la obra de Clavijero había sido editada en Londres –2 vols– por G.G.J. and J. Robertson. William Spence Robertson, *The life of Miranda*, 2 vols; Chapel Hill: The University of North Carolina Press; 1929, p:243. Charles E. O’Neill, S.I, Joaquín Ma. Domínguez, S.I (directores), *Diccionario histórico de la Compañía de Jesús. Biográfico-Temático. AA- Costa Rica. Madrid: Universidad pontificia de Comillas, 2001; pp.* Charles E. Ronan, *Francisco Javier Clavijero, S.J. (1731-1787). Figura de la ilustración mexicana; su vida y obras.* Guadalajara (Jal): Universidad de Guadalajara, 1993, p.148 y ss. AGM, t. IV, 183.

⁵⁸⁾ El documento de Clavijero, ‘*Papel original de Dⁿ Francisco Javier Clavijero, exjesuita mexicano y autor de la célebre Historia Antigua de México, publicada por el mismo en lengua italiana*, había sido escrito por su autor en Massacarrara –cerca de Génova– hacia 1784, tres años antes de su muerte y cinco años antes que Miranda se asentara en Londres para iniciar su fase conspirativa definitiva. Miranda publicó el ‘papel’ de Clavijero a mediados de 1809. AGM, *Prolegómenos de la independencia*, t. XV, 223-225. *The Edimburgh Review*, XIV, julio de 1809, p.336-338. Cf: Charles E. Ronan, *Op. Cit*; pp. 151.

⁵⁹⁾ Miguel Batllori, S.J, *William Pitt y los proyectos constitucionales de Miranda y Viscardo, La cultura hispano-italiana de los jesuitas expulsos, hispanoamericanos, filipinos, 1767-1814*, Madrid; Editorial Gredos, 1966; pp: 106-107. Cf: Charles E. Ronan, *Op. Cit*; pp. 150.

⁶⁰⁾ Guillaume-Thomas François Raynal, *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes.* 4 Vols, Amsterdam, 1770. Así consta en el inventario de su biblioteca personal del 6 de marzo de 1780, aunque no se menciona la edición que poseía Miranda.

⁶¹⁾ *Storia antica*, III, 128.

⁶²⁾ Así p.e., en enero de 1802, Miranda recomendó a Thomas Graves –oficial tan cercano al Almirante Nelson– la lectura de la obra de Raynal.

⁶³⁾ Si bien una parte de la obra de Clavijero estuvo dedicada a exaltar el valor y sobre todo singularidad histórica de las antiguas civilizaciones mesoamericanas –mexicas en particular–, de manera alguna su obra fue una apología de lo indígena sobre lo hispánico y menos aún, una reivindicación de los primeros respecto de la conquista y legado colonial español en América y en particular Nueva España. En buena forma fue todo lo contrario tal cual su crítica a la desmedida crítica de la obra del dominico Padre de las Casas, como su justificación teológica-doctrinal del triunfo de Cortés sobre Moctezuma. Igualmente, su rechazo a la teoría de Singüenza y Góngora sobre la supuesta presencia pre-hispánica de Santo Tomás en el Anáhuac –a la que se hará referencia más adelante–. Charles E. Ronan, *Op. Cit*; pp. 269, 274, 449, 457

⁶⁴⁾ Los rebeldes pertenecían a cuatro importantes comunidades del Centro y Occidente novohispano: Coras, Huicholes, Tepehuanes, Yaquis, Yumas y Nayaritas. Felipe Castro Gutiérrez, *La*

rebelión del indio Mariano (Nayarit, 1801), Estudios de historia novohispana, México: UNAM, 1991, enero (10); p.347 y ss.

⁶⁵⁾ *Ib.*

⁶⁶⁾ Le acompañaban su hermano Francisco y su primo Wenceslao de Villaurrutia. Este último era hijo de Jacobo de Villaurrutia, quien como alcalde de corte del Ayuntamiento de la ciudad de México a finales de agosto y comienzos de septiembre de 1808 había sido abiertamente partidario de la designación de una Junta autónoma de gobierno novo hispana. Como se menciona a continuación, Jacobo fue uno de los suscriptores novo hispanos de *El Colombiano*. Tras el golpe de la Audiencia y deposición del virrey Iturrigaray en la madrugada del 16 de septiembre de dicho año de 1808, Jacobo fue arrestado y luego obligado a partir al exilio. Los conjurados de la capital contaban con el apoyo de los ricos mineros zacatecos a cuya cabeza estaba el segundo marqués del Apartado. Carlos María de Bustamante, *Cuadro histórico de la revolución de la América mejicana. Carta primera, dedicada a la buena memoria del señor don José María Morelos*; Puebla: Oficina del gobierno imperial; 1821, p. 6. **El marqués había sido diputado por Nueva España en las Cortes de Cádiz.**

⁶⁷⁾ Manuel Cortés Campomanes a Francisco de Miranda, Londres, 30 de diciembre de 1809. Cf: Pedro Grases (prólogo) *El Colombiano de Francisco de Miranda y dos documentos americanistas*. Caracas: Instituto Nacional de Hipódromos, 1966 , p. XLIV. Cf: Salvador Méndez Reyes, Op.cit.

⁶⁸⁾ Salvador Méndez Reyes, *Francisco de Miranda y México*, en: S/A, Miranda, Bolívar y Bello: Tres tiempos del pensar latinoamericano. Memorias de las VI jornadas de Historia y religión. Caracas: Univeridad Católica Andrés Bello, 2006; pp: 137 y ss.

⁶⁹⁾ De acuerdo a los papeles del *Precursor* se dice que lo recibieron en la Ciudad de México el cabildo capitalino, el ya citado Jacobo de Villaurrutia, José María Fagoaga –hermano del Marqués del Apartado–, el canónigo José Mariano Beristáin, el marqués de Guardiola, el marqués de San Juan de Rayas, el conde de Medina, José Rincón Gallardo, el marqués de San Miguel de Aguayo. En Veracruz: José Mariano Almanza, José Ignacio Pavón y en Querétaro: Miguel Domínguez. *Archivo de Miranda*, vol. XXIII, pp. 362-363. Cf. Guadalupe Jiménez Codinach, Op.cit., p. 281 y Salvador Méndez Reyes, Op.cit.

⁷⁰⁾ Francisco Javier Venegas. *Bando prohibiendo la circulación de los periódicos el Colombiano y el Español*; México, 14 de noviembre de 1810. Juan E. Hernández y Dávalos, *Colección de documentos para la historia de la guerra de independencia de México de 1808 a 182*; México D.F: UNAM, (edición digital); t. II, 130. El virrey dijo proceder conforme a la R.O., del 19 de agosto de dicho año suscrita por Eusebio Bardaxi y Asara, Secretario de Estado y del despacho universal de la Regencia y en la que curiosamente se imputó a Blanco White y Cortés de Campomanes ser los editores del *Colombiano*.

⁷¹⁾ Mario Rodríguez, *"William Burke" and Francisco de Miranda. The Word and the Deed in Spanish America's Emancipation*, Lanham, Maryland: University Press of America, 1994; p. 513.

⁷²⁾ José María Antepara, *South American Emancipation. Documents, Historical and Explanatory Shewing the Designs which have been in Progress and the Exertions made by General Miranda for the South American Emancipation, during the last twenty five years*; Londres: R. Juigné, 1810.

⁷³⁾ José Guerra –Doctor de la Universidad de México–, *Historia de la Revolución de Nueva España, antiguamente Anáhuac, o verdadero origen y causas de ella, con la relación de sus progresos hasta el presente año de 1813*; Londres: Imprenta de Guillermo Glindon, 1813, 2 tomos.

⁷⁴⁾ Aparentemente, el primer antecedente al respecto acaeció en la ‘Junta de Autoridades’ o consultiva –integrada por el Ayuntamiento y la Audiencia– que fue convocada el 9 de agosto de 1808 por el virrey Iturrigaray. En dicha ocasión, el regidor Juan Francisco de Azcárate ratificó el concepto de la reversión de la soberanía en el pueblo americano, conceptos que rebatió el oidor Guillermo de Aguirre quien luego dijo haberse abstenido de manifestar quienes eran los pocos que debían considerarse ‘pueblo’ por encontrarse presentes ‘los gobernadores de las parcialidades de indios, entre ellos un descendiente del emperador Moctezuma’, Dionisio Cano y Moctezuma, gobernador por entonces de la parcialidad capitalina de San Juan. *Relación formada por el Real Acuerdo de los pasajes más notables ocurridos en las juntas Generales convocadas por el virrey Iturrigaray, 16 de octubre de 1808*, Genaro García, *Documentos históricos mexicanos*, 7 v., México, Museo Nacional de Arqueología, Historia y Etnología, 1919, v. II, p. 137-138. Cf: Virginia Guedea, *Los indios voluntarios de Fernando VII.*, *Estudios de Historia Moderna y Contemporánea de México*, México: UNAM, 1986, v. 10, p. 11-83.

⁷⁵⁾ Las primeras líneas del libro de la obra de Mier dicen que tal llamado lo escuchó el pueblo del Anáhuac el 15 de julio de 1808 cuando llegaron a Nueva España la Gaceta de Madrid del 13,17 y 20 de mayo con las noticias de las abdicaciones de Bayona y la entrega del reino e imperio español a Napoleón. Los aludidos ejemplares fueron recibidos en Veracruz el 13 y le fueron entregadas al virrey dos días después. Las noticias se difundieron en la capital el 15, siendo publicadas el día siguiente. José Guerra [Fray Servando Teresa de Mier y Guerra], *Historia de la Revolución de Nueva España*. *Loc. cit*; p. 1. Carolina Da Cunha Rocha, *Chama da fé, luz da razão: o ideário de Frei Servando Teresa de Mier no contexto das independências hispano-americanas*; *Dissertação apresentada ao Departamento de História da Universidade de Brasília, como requisito parcial à obtenção do grau de mestre em História*. Brasília 2006; *passim*.

⁷⁶⁾ Suele decirse que fue el franciscano fray Juan de Torquemada quien en su *Monarquía Indiana*, [Los veinte i un libros rituales i monarquía indiana, con el origen i guerras de los indios occidentales, de sus poblaciones, del descubrimiento, conquista, etcétera] publicada en Sevilla en 1615, inició la secuencia mitificadora de los pueblos pre-aztecas mesoamericanos al comparar su cultura e instituciones con los griegos y romanos. Nuevamente, Carlos Sigüenza y Góngora repitió la misma identificación tras cultural de la que a finales del siglo XVIII se hizo eco Francisco Xavier Clavijero en su *Historia Antigua de México* [Bolonia, en 1780-81]. El origen de la tesis de Mier concordaba con el descubrimiento en 1790 en el Zócalo de la capital novo hispana de la ‘piedra del sol’ y la extraña figura de Coatlicue que para Mier –y otros eruditos de la época– demostraría la presencia del apóstol Santo Tomás en el Anáhuac. Para Mier ‘mexico’ era una inflexión fonética indígena de "Mescico", proveniente del hebreo ‘mesías’: ‘donde está o (donde) es adorado Cristo’; por lo que

‘mescico’ era lo mismo que cristiano. David Brading *Patriotismo y nacionalismo en la historia de México*; AIH. Actas XII (1995) Del mismo: *El primer historiador de la insurgencia*, Letras libres, México D.F, mayo 2005. José Guerra [Fray Servando Teresa de Mier y Guerra], *Historia de la Revolución de Nueva España*; Loc. cit.; Libro V, p.128 y ss. Christopher Domínguez Michael, *Servando, el historiado*; ISTOR, Dossier; México D.F: CIDE; 2005, n° 21; pp.: 43-59.

⁷⁷⁾ Tal cual lo había referido José María Morelos al dar el ‘Reglamento para la reunión del congreso y el de los tres poderes’ del 13 de septiembre de 1813. Juan E. Hernández Dávalos, *Colección.. Op. cit.*, t. VI, 240 y 244,

⁷⁸⁾ No obstante, parece ser que la historia de este mito fundante del pueblo del Anáhuac como ‘pueblo cristiano elegido’ nació 70 años antes que De Mier la reviviera. La misma parece no haberse gestado siquiera en Nueva España. En 1639, en Perú, el cura agustino, oriundo de Chuquisaca, Antonio de la Calancha, supuso que el paraíso terrenal había existido en el Nuevo Mundo, en meso América en concreto y en él había predicado el apóstol Tomás. En Nueva España, fue Carlos de Sigüenza y Góngora el que identificó a Quetzalcóatl con el apóstol Tomás. Héctor Aguilar Camín, *La invención de México. Notas sobre nacionalismo e identidad nacional*; Estudios Públicos, México D.F: 1994; n° 55; pp: 6-29. Rebeca Earle, *The return of the native. Indians and myth-making in Spanish America, 1810-1930*. Durham: Duke university press, 2007; 22 y ss.

⁷⁹⁾ Mier había coordinado en Londres y EUA., la finalmente frustrada expedición de Francisco Javier Mina en marzo de 1817. Preso y juzgado por la Inquisición, había sido remitido preso a España, vía Cuba, donde fue retenido en el Castillo del Morro. Antes de ser sustituido por el nuevo Jefe Superior cubano, Nicolás de Mahy, Juan Manuel de Cagigal había autorizado a mediados de mayo de 1821 su traslado al hospital de San Ambrosio de donde pudo escaparse a fines de dicho mes. Contó para ello con la ayuda de Vicente Rocafuerte, su compañero en Las Cortes de Cádiz, con quien luego compartió su estadía en Londres en el santuario americano de Crafton St. Rocafuerte conspiraba en La Habana a favor de la independencia de Cuba. De Mier llegó a Filadelfia a comienzos de junio de 1821. Christopher Dominguez Michael, *Vida de Fray Servando*, México D.F: Ediciones Era S.A; 2004; pp. 593 y ss.

⁸⁰⁾ Fray Servando Teresa de Mier, *Memoria Política Instructiva. Enviada desde Filadelfia en agosto de 1821 a los Jefes Independientes del Anáhuac, llamado por los españoles Nueva España*, Filadelfia: Impresa por Juan F. Hurtel, 1821, reimpresa en México, en la oficina de D. Mariano Ontiveros, año de 1822, 150 págs. [con Apéndice documental]. En este texto, de Mier aludió a que en Nueva España sobrevivía descendientes de 30 familias reales mexicanas de las que dijo “yo mismo desciendo del último [emperador mexica] y mui digno de serlo...” [p.62 s].

⁸¹⁾ Considerándose con un pie en la tumba dijo renunciar a cualquier pretensión política en su patria con tal que no hubiera a monarquía si no ‘República Anáhuacense’. Op. Cit.; p.76

⁸²⁾ *El Nuevo Pacto Social propuesto a la Nación Española para su discusión en las Cortes de 1822 y 1823*. México, 1821.

⁸³) Art. VII

⁸⁴) '*Contrato de asociación para la República de los Estados Unidos del Anáhuac*' y '*Proyecto de Constitución política de la República mexicana*'. Maldonado había sido designado por Iturbide miembro de la 'Soberana Junta Gubernativa' que ejerció como gobierno provisional del primer Imperio mexicano. A continuación, Maldonado formó parte del Primer Congreso Constituyente mexicano siendo uno de los tres designados para redacción del proyecto de constitución. En esta época fundó el periódico-folleto *El Fanal del Imperio o Miscelánea política* en cuyo primer número incluyó la ya mencionada *Memoria política instructiva* de Fray Servando Teresa de Mier. En 1823 regresó a Guadalajara donde reinició la segunda época de *El Fanal del Imperio mexicano* en el que se publicó el *Contrato de Asociación para la República de los Estados Unidos del Anáhuac*. Cf: *El Fanal*, t. 1, México, y t.II, Guadalajara 1823. Alfonso Noriega, *Francisco Severo Maldonado. El precursor* México: UNAM 1980; p.17 y ss

⁸⁵) Art. 124, *Proyecto de constitución...*

⁸⁶) Francisco Severo Maldonado, *El Fanal*, tomo 11, p. 22. Cf: Alfonso Noriega; *Op. Cit*, p.35.

⁸⁷) Art. 126 y 128, *Proyecto de constitución...*

⁸⁸) Carmen Bohórquez Morán, *Francisco de Miranda. Loc. Cit*, p. 346

⁸⁹) Art. 384, *Proyecto de Constitución...* Francisco Severo Maldonado, *El Fanal.*, t. II.p. 14 Cf: Alfonso Noriega; *Op. Cit*, p.38.

⁹⁰) Carmen Bohórquez Morán, *Op. Cit.*, p. 347. Alfonso Noriega, *Francisco Severo Maldonado. El Precursor*. México D.F: UNAM, 1980. P. 235 y ss.

⁹¹) Art. 233 a 235, *Proyecto de Constitución...*

⁹²) Carmen Bohórquez Morán, *Op. Cit.*, p.341

⁹³) Hacia 1828, todavía la diáspora 'sur americana' no se había aún consumado totalmente. Entonces eran nueve las entidades políticas en que se había subrogado la soberanía española y portuguesa en América: el imperio del Brasil, los EE UU mexicanos; las PP II Centroamericanas; Unión Colombia (Venezuela, Nueva Granada, Quito-Guayaquil y Panamá), Perú, Bolivia, Chile, Río de la Plata y Paraguay. El futuro Uruguay aún estaba en manos del Brasil.

⁹⁴) Proclama pre constitutiva –probablemente de 1801– dirigida '*A los pueblos del Continente Colombiano (alías Hispano-América*' y su '*Proclamación de Don Francisco de Miranda, Comandante-General del Ejército Colombiano, á los pueblos habitantes del continente Américo-Colombiano*', dada en el cuartel General de Coro el 2 de agosto de 1806.

⁹⁵) En el sentido más genérico del concepto y práctica del término *paradigma* como modelo o ejemplo marco de referencia en torno al cual ordenar y explicar eventos o acontecimientos

semejantes o afines. Thomas S. Kuhn, *The Structure of Scientific Revolutions*; Chicago: Univ. of Chicago Press, 1962 ; pp. 15, 17-18, 37, 42.

⁹⁶⁾ *Diario*, 16 de enero de 1798. Cf; José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *América espera*; Caracas: Colección Ayacucho; 1982; pp:205,283-288.

⁹⁷⁾ Cf; José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *Op.cit*; p.365

⁹⁸⁾ Cf; José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *Op.cit*; p.393

⁹⁹⁾ Cf; José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *Op.cit*; p.219

¹⁰⁰⁾ Fue precisamente en esta ocasión cuando el *Precursor* adujo que dicho ‘Plan’ –que llamó bosquejo– de ‘*Organización Representativa y de Gobierno*’ no parece ser su última versión de 1808 pues advirtió que lo había formado “aquí hace varios años”; aduciendo que el mismo había “merecido la aprobación de varones doctos en la materia, que lo han examinado después, tanto en Inglaterra como en los E.U. de América” Cf; José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *Op.cit*; p. 382 y ss.

¹⁰¹⁾ Archivo General Miranda (*AGM*), t. XV, pp. 198-205, En esta ocasión tan sólo se adujo que sería un ‘cuerpo representativo continental’ el que, conformen a la voluntad de los pueblos libres colombianos, habría de confirmar o anular los nombramientos o empleos que el *interin* realizase Miranda.

¹⁰²⁾ *Expediente para Lisboa*. Francisco de Miranda a Archibald Campbell, Liverpool, 24 de junio de 1806 y 8 de junio del mismo año- Cf; José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *Op.cit*; p.344 y ss.

¹⁰³⁾ No obstante, todo indica que cuando Miranda abordó a W. Pitt en febrero de 1790 y dado el estado de pre guerra existente entre Inglaterra y España por el contencioso de la bahía de Notka, el primer ministro británico estuvo decidido a poner en marcha ambos planes. En el fondo Chatham –papeles de la dinastía Pitt– serie MSS, legajo 345 del *Public Record Office* (ahora The National Archives), bajo la rúbrica ‘*Miranda’s papers, 1790*’ existe una copia –traducida al inglés y sin fecha– de la primera versión de un ‘*plan for a constitution for the Spanish American colonies*. Igualmente, en el mismo fondo y legajo existe copia de una *Proclamation issued to the inhabitants of South America*, esta si fecha el 3 de agosto de 1790. Esta contenía un articulado relativo a una forma de gobierno continental en la que se reproducían los elementos básicos del aludido plan de gobierno. Los mismos figuran como anexos de una comunicación de Miranda a Pitt del 8 de septiembre de 1791.

¹⁰⁴⁾ Jean Fouchard, *The Haitian Maroons: Liberty or Death*. New York: Edward W. Blyden Press, 1981.

¹⁰⁵⁾ David Geggus, *Haitian revolutionary studies*. Bloomington, IN: Indiana University Press, 2002.

¹⁰⁶⁾ Juan Antonio Hernández, *Francisco de Miranda y los “Incas” de la revolución haitiana. Una hipótesis para la investigación. Revolución a la venezolana*; jueves, 07 de septiembre de 2006. <http://pueblo.blogcindario.com/2006/09/00217-francisco-de-miranda-y-los-incas-de-la-revolucion-haitiana.html> 11/02/2011 18:02:29

¹⁰⁷⁾ Francisco de Miranda a Saturnino Rodríguez Peña. Londres, 15 de agosto de 1810. Cf; José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *Op.cit*; p. 446 y ss.

¹⁰⁸) En la página 10 del número de octubre de 1810, la *Gaceta* transcribió el apartado de *El Colombiano* relativo a las pretensiones del Consejo de Regencia. Antonio Zinny, *Gaceta de Buenos Aires desde 1810 hasta 1821 : resumen de los bandos, proclamas, manifestaciones, partes, órdenes, decretos*; Buenos Aires: Impr. Americana, 1875, p.19

¹⁰⁹) *Plan que manifiesta el método de las operaciones que el nuevo gobierno provisional de las Provincias Unidas del Río de la Plata deve poner en práctica hasta consolidar el grande sistema de la obra de nuestra libertad e independencia*». Una, quizás la más seria de las controversias en contra de su autenticidad, parece demostrar que el 'Plan' ni fue escrito en Buenos Aires – probablemente en el Brasil–, ni lo fue en la fecha que se presume y menos aún fue redactado por Mariano Moreno. Augusto Fernández Díaz, *El supuesto Plan de Mariano Moreno*. Rosario: Imprenta Universidad Nacional del Litoral, 1960.

¹¹⁰) Introducción del Plan y art.8/8 del mismo.

¹¹¹) Plan, Arts: 1/12-16; 5/6; y 6/6.

¹¹²)Artículo 1/18 del Plan

¹¹³) Art. 4/1 del Plan.

¹¹⁴) La arenga y decretos fueron anunciados a la Junta por Castelli en carta desde el cuartel general de Laja del 19 de mayo de 1810. Esta junto a la proclama del 25, ambos en AGN-X-3-10-2. Cf: Juan Carlos Garavaglia, *Buenos Aires y salta en rito cívico: la revolución y las fiestas mayas*; Andes, Salta: Universidad Nacional de Salta, 2002; pp. 1-26.

¹¹⁵) Tal cual lo consignó en 1811 el *Estatuto Provisional Provincias Unidas del Río de la Plata*. La Asamblea del Año XIII –1813– se ratificó como *Soberana Asamblea Constituyente de las Provincias del Río de la Plata*, Buenos Aires, 31 de enero de 1813, cuya proclama aparee suscrita por Juan José Paso y Nicolás Rodríguez de Peña, hermano de Saturnino, este último tan cercano a Miranda.

¹¹⁶) Esta 'fiebre incaica' tuvo varios antecedentes y diferentes manifestaciones. Jesús Díaz-Caballero, *El incaísmo como primera ficción orientadora en la formación de la nación criolla en las Provincias Unidas del Río de la Plata*; A contracorriente; California State University: East Bay; fall 2005; pp: 67-113.

¹¹⁷) José de San Martín a Tomás Godoy Cruz, diputado mendocino; 22 de julio de 1816, *Comisión Nacional del Centenario, Documentos del Archivo de San Martín*, Buenos Aires, Coni, 1910, tomo 5, p. 546. Además, del mismo al mismo, Mendoza, 27 de julio de 1816; también cartas del 12 y 15 de agosto de 1816. Archivo San Martín, ASM, t. V. pp. 546 a 548. Cf: Norberto Galasso, *Seamos libres y lo demás no importa nada. Vida de San Martín*, Buenos Aires: Ediciones Colihue, 2007; p.183. Hugo Chumbita, *El proyecto americanista de los revolucionarios de la Independencia*, en: Hugo E. Biagini y Arturo A. Roig (comp.), América Latina. Hacia su segunda independencia. Memoria y autoafirmación; Buenos Aires: Aguilar, Altea, Taurus, Alfaguara, 2007: p. 55 y ss.

¹¹⁸) En la historiografía argentina existe una polémica inconclusa sobre las eventuales relaciones existentes entre el General José de San Martín y el llamado 'Plan Maitland' que preparado hacia 1800 por el militar escocés Thomas Maitland y entregado a mediados de dicho año a Henry Dundas, miembro tanto del Parlamento como del Consejo Privado de la Corona. Dicho plan fue reabierto a mediados de 1804 por el primer ministro Pitt, el Primer Lord del Almirantazgo, Henry Melville y el

comodoro Home Riggs Popham. El objeto del mismo era la invasión de Buenos Aires –como finalmente se realizó en 1806-1807– y desde allí caer sobre Chile y llegar luego hasta el Perú. Algunos suponen que dicho ‘Plan’ fue conocido por San Martín durante su estadía en Londres entre 1811-12. Otros, basados en la estrecha relación que existió entre Miranda, Pitt, Melville y Popham, llegan a suponer que el ideador de dicho Plan fue el propio *Precursor*, cosa que contradice sustancialmente el irrestricto y repetido rechazo que este hizo de cualquier acción unilateral y puramente militar por parte de Inglaterra u otra potencia europea del momento sobre Hispanoamérica. Igualmente, desde Venezuela, Miranda no sólo condenó sin ambages sino que se dolió de la insensatez y daño que a la causa independentista hispanoamericana habían producido esas frustradas expediciones. Francisco de Miranda a Lord Vicent Castlereagh, Trinidad, 10 de junio de 1807. Cf; José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *Op.cit*; p. 362 y ss. El plan Maitland fue desenterrado de los archivos escoceses por el historiador Rodolfo Terragno, *Maitland & San Martín*. Buenos Aires: Universidad de Quilmes, 1998. John Lynch, *San Martín: Argentine Patriot, American Liberator, Occasional papers* no. 25, London: University of London, Institute of Latin American Studies; 2001,p.6.

¹¹⁹⁾ El 6 de agosto de 1816, Tomas de Anchorena, diputado bonaerense en larga perorata y sin manifestar explícitamente tan xenofóbicas expresiones –por el ambiente mayoritario que dijo existía a favor de la propuesta de Belgrano– rechazó tajantemente la entronización incaica. Años más tarde Tomas de Anchorena confesó sus reales sentimientos de aquel día en carta a Juan Manuel de Rosas, Buenos Aires, 4 de diciembre de 1846. Cf: Julio Irazusta, *Tomas de Anchorena*, Buenos Aires: Ed. Huemul, 1962, pp. 23 y ss. Cf: Norberto Galasso, *Op.cit*; p.181.

¹²⁰⁾ Proclama de Manuel Belgrano a las tropas; Tucumán, 27 de julio de 1816. La misma fue reproducida en el *Censor*. Antonio Jorge Pérez Amuchástégui, *Crónica histórica argentina (5 tomos)*; Buenos Aires: Codex , 1972; t.2, p.LVIII (*Más allá de la Crónica*) y LXIX. Cf: Luis Güemes, *Güemes documentado; Buenos Aires* (13 tomos); Ed. Plus Ultra, 1979-1990; t.III, 1982, pp. 487. Cf: Alicia Poderti, *Martín Miguel de Güemes y su Plan Geo-Político Continental; Actas del Primer congreso argentino General Martín Miguel de Güemes, héroe nacional*, Salta: Secretaría de Gobierno, 2006.

¹²¹⁾ Cf: *Ib*, t.III, p. 473.

¹²²⁾ Henry Chamberlain al Vizconde Castlereagh (por separado), Río de Janeiro, julio 20 de 1816, F.O. 63/194. Del mismo al mismo, Río de Janeiro, 29 de agosto de 1816, F.O. 63/195, t.1,178. Cf: C. K. Webster (comp.), *Gran Bretaña y la independencia de América Latina (1812-1830)*, Buenos Aires: G. Kraft, 1944, tomo I, pp. 246-247. Herbert Kleinlercher, *Monarchieprojekte und Monarchien in der Neuen Welt: La Plata, Mexiko und Brasilien, 1808 – 1889*. Disertación para obtener el grado de doctor en filosofía. Universidad de Viena; octubre de 2008; pp. 89 y ss. **Curiosamente, Jean Addm Graaner, observador sueco del Congreso, remitió a su corte un informe similar.**

¹²³⁾ Su libertad habría sido gestionada en 1813 llegó por el padre agustino y revolucionario peruano, Marcos Durán Martel, quien luego lo habría embarcado hacia Buenos Aires.

¹²⁴⁾ *El dilatado cautiverio, bajo el gobierno español de Juan Bautista Tupamaru, 5º nieto del emperador del Perú*. Cuando Juan Bautista escribió sus memorias tenía entonces 84 años. El título

de sus memorias fue asignada por Francisco A. Loayza en su edición impresa en Buenos Aires en 1826 y reimpresas en Lima en 1945 [p. 13]

¹²⁵) *Proyecto de gobierno federal (1801), 'Poder ejecutivo'*. Cf; José Luis Salcedo-Bastardo (ed.), *Op.cit*; p. 290.

¹²⁶) *Can-Ek* fue el último gobernante de los mayas independientes Itzaes

¹²⁷) Robert W. Patch, *La rebelión de Jacinto Canek en Yucatán: una nueva interpretación*, *Desacatos, Revista de Antropología Social*; México D.F: CIESAS; 2003 (13), pp. 46-59.

¹²⁸) Juan de Arriaga, a [Virrey?], San Ildefonso 19 de Septiembre de 1766 trasmitiéndole las 'Noticias venidas de Londres con fecha 8 de Agosto de 1766'. En: <http://www.memoriapoliticademexico.org> .

¹²⁹) La carta-credencial de Mandioca se dice conservada en el *Public Record Office, Chatham Correspondence*, núm. 345 Cf: Jules Mancini, *Bolívar y la emancipación de las colonias españolas desde los orígenes hasta 1815*; Medellín-Colombia, Bedout, 1970, p. 93. También la citan, Isidro Fabela, *Los precursores de la diplomacia mexicana*; México, Porrúa, 1971; *Archivo Histórico Diplomático Mexicano*, México D.F: SER, 1980; n° 20, p. 8. Salvador Méndez Reyes, *La familia Fagoaga y la Independencia*. Ponencia presentada en el 49 *Congreso Internacional del Americanistas* (ICA); Quito Ecuador; 7-11 julio 1997. Simposio: "Élites, poder e identidad en América colonial".

¹³⁰) En su 'Diario', Francisco de Miranda lo consignó bajo en la rúbrica *Propuesta en consecuencia de la conferencia tenida en Hollwood el 14 de febrero de 1790*". En: Mario Hernández Sánchez-Barba (Ed.) *Diario de viajes y escritos políticos*, Madrid: Editora Nacional, 1977, p. 337

¹³¹) Cf: Isidro Fabela, *Op. cit* ., p. 1820

¹³²) AGI, México 2677, Francisco Vives a Manuel Memije, París, 8 de diciembre de 1792. Cf: Luisa Zahíno Peñafort, *El criollo mexicano Francisco Vives y su correspondencia desde la Francia revolucionaria: de canónigo catedralicio a miembro de una sociedad jacobina*; *Estudios de Historia Novohispana*, México D.F: UNAM, 199; n° 15; p.113-127

¹³³) AGI, México 2677, Francisco Vives al Conde de Medina y Torres, París, 3 de febrero de 1793. Cf: ib.

¹³⁴) AGI, México 2677, Francisco Vives al Conde de Medina y Torres, París, 5 de marzo de 1793. Cf: ib.

¹³⁵) Se aluden aquí a las frustradas tentativas de 1808 acometidas por el Ayuntamiento de la capital novo hispana de crear una Junta de Gobierno a imagen y semejanza de las españolas, a cuya cabeza estaría el virrey Iturrigaray; planes que fueron desbaratados por la Audiencia, obispado capitalino y tropas pro peninsulares. Igualmente, se hace referencia a las juntas conspirativas ocurridas en las ciudades del centro novo hispano, Valladolid –hoy Morelia– (diciembre de 1809) y Querétaro (septiembre de 1810) que fueron igualmente abortadas, aunque la última de ellas fue la que precipitó el 'Grito de Dolores' y primer movimiento armado de rebelión comandado por Hidalgo, Morelos y López Rayón.

¹³⁶) Los rebeldes pertenecían a cuatro importantes comunidades del Centro y Occidente novohispano: Coras, Huicholes, Tepehuanes, Yaquis, Yumas y Nayaritas. Felipe Castro Gutiérrez, *La rebelión del indio Mariano (Nayarit, 1801)*, Estudios de historia novohispana, México: UNAM, 1991, enero (10); p.347 y ss.

¹³⁷) *Mémoire sur un projet pour former des états monarchiques indépendants sur le continent de l'Amérique espagnole. i. Motifs et moyens d'exécution. ii. Avantages que Angleterre retirerait de cette entreprise. iii. Objections et réponses. iv. Notes et éclairci.* [sic]. EL plan que fue escrito en francés tenía un extracto en inglés y se presume fechado en Londres entre el 2 a 7 de enero de 1805 cuando habría sido enviado a Melvilla a través de Jonathan McArthur, alto funcionario cercano al vizconde. El manuscrito en la Bibliotheca Americana y Philippina, London: Maggs Bros, 1922-1930; pieza 2337. William Spence Robertson, *The life of Miranda*; 1929, t. I, p.282 y ss. John Rydjord, *Foreign interest in the independence of New Spain*; Durham (N.C.) ,1935, p.227 y ss, Guadalupe Jiménez Codinach, *La Gran Bretaña y la independencia de México 1808-1821*; México: FCE; 1991, pp.108 y ss.

¹³⁸) *Memoir on Spanish America, and the Viceroyalty of Mexico in particular.* By the Duke of Orleans. En: Correspondence, despatches, and other papers, of viscount Castlereagh, second Marquess of Londonderry. Edited by his brother, Charles William Vane, marquess of Londonderry. Second series. Military and miscellaneous. In four volumes. Vol. VII. London: William Shoberl, 1851; pp: 332 y ss. La 'memoria' no tiene fecha pero el recopilador la colocó inmediatamente al 'memorando' de Castlereagh que se cita a continuación y que está fechado en mayo de 1807.

¹³⁹) *Memorandum for the Cabinet, relative to South America.*[By Lord Castlereagh.] ft. Downing Street, May 1, 1807.[draft]. En: Op.Cit; pp: 314 y ss.

¹⁴⁰) *On the establishment of naval stations, and survey of the states of America.* By General Dumouriez (sin fecha pero catalogada en 1807); *General Dumouriez to Lord Castlereagh.* 11, Leicester Square, le 4 Juin, 1807 ; *Note sur le Mexique.* Juin 12, 1807 En: Op.Cit;. pp:345, 364 y ss; 372 y ss, pp : 376 y ss, respectivamente.

¹⁴¹) Fueron su hermano Francisco y su primo Wenceslao de Villaurrutia. Este último era hijo de Jacobo de Villaurrutia, quien como alcalde de corte del Ayuntamiento de la ciudad de México a finales de agosto y comienzos de septiembre de 1808 había sido abiertamente partidario de la designación de una Junta autónoma de gobierno novo hispana. Como se menciona a continuación, Jacobo fue uno de los suscriptores novo hispanos de *El Colombiano*. Tras el golpe de la Audiencia y deposición del virrey Iturrigaray en la madrugada del 16 de septiembre de dicho año de 1808, Jacobo fue arrestado y luego obligado a partir al exilio. Los conjurados de la capital contaban con el apoyo de los ricos mineros zacatecos a cuya cabeza estaba el segundo marqués del Apartado. Carlos María de Bustamante, *Cuadro histórico de la revolución de la América mejicana. Carta primera, dedicada a la buena memoria del señor don José María Morelos*; Puebla: Oficina del gobierno imperial; 1821, p. 6. **El marqués había sido diputado por Nueva España en las Cortes de Cádiz.**

¹⁴²) Manuel Cortés Campomanes a Francisco de Miranda, Londres, 30 de diciembre de 1809. Cf: Pedro Grases (prólogo) *El Colombiano de Francisco de Miranda y dos documentos americanistas.* Caracas: Instituto Nacional de Hipódromos, 1966 , p. XLIV. Cf: Salvador Méndez Reyes, Op.cit.

¹⁴³) De acuerdo a los papeles del *Precursor* se dice que lo recibieron en la Ciudad de México el cabildo capitalino, el ya citado Jacobo de Villaurrutia, José María Fagoaga –hermano del Marqués del Apartado–, el canónigo José Mariano Beristáin, el marqués de Guardiola, el marqués de San Juan de Rayas, el conde de Medina, José Rincón Gallardo, el marqués de San Miguel de Aguayo. En Veracruz: José Mariano Almanza, José Ignacio Pavón y en Querétaro: Miguel Domínguez. *Archivo de Miranda*, vol. XXIII, pp. 362-363. Cf. Guadalupe Jiménez Codinach, *Op.cit.*, p. 281 y Salvador Méndez Reyes, *Op.cit.*

¹⁴⁴) Francisco Javier Venegas. *Bando prohibiendo la circulación de los periódicos el Colombiano y el Español*; México, 14 de noviembre de 1810. Juan E. Hernández y Dávalos, *Colección de documentos para la historia de la guerra de independencia de México de 1808 a 182*; México D.F: UNAM, (edición digital); t. II, 130. El virrey dijo proceder conforme a la R.O., del 19 de agosto de dicho año suscrita por Eusebio Bardaxi y Asara, Secretario de Estado y del despacho universal de la Regencia y en la que curiosamente se imputó a Blanco White y Cortés de Campomanes ser los editores del *Colombiano*.

¹⁴⁵) Mario Rodríguez, *"William Burke" and Francisco de Miranda. The Word and the Deed in Spanish America's Emancipation*, Lanham, Maryland: University Press of America, 1994; p. 513.

¹⁴⁶) José María Antepara, *South American Emancipation. Documents, Historical and Explanatory Shewing the Designs which have been in Progress and the Exertions made by General Miranda for the South American Emancipation, during the last twenty five years*; Londres: R. Juigné, 1810.

¹⁴⁷) José Guerra –Doctor de la Universidad de México–, *Historia de la Revolución de Nueva España, antiguamente Anáhuac, o verdadero origen y causas de ella, con la relación de sus progresos hasta el presente año de 1813*; Londres: Imprenta de Guillermo Glindon, 1813, 2 tomos.

¹⁴⁸) Aparentemente el primer antecedente al respecto acaeció en la ‘Junta de Autoridades’ o consultiva –integrada por el Ayuntamiento y la Audiencia– que fue convocada el 9 de agosto de 1808 por el virrey Iturrigaray. En dicha ocasión, el regidor Juan Francisco de Azcárate ratificó el concepto de la reversión de la soberanía en el pueblo americano, conceptos que rebatió el oidor Guillermo de Aguirre quien dijo luego haberse abstenido de manifestar quienes eran los pocos que debían considerarse ‘pueblo’ por encontrarse presentes ‘los gobernadores de las parcialidades de indios, y entre ellos un descendiente del emperador Moctezuma’, Dionisio Cano y Moctezuma, gobernador por entonces de la parcialidad capitalina de San Juan. *Relación formada por el Real Acuerdo de los pasajes más notables ocurridos en las juntas Generales convocadas por el virrey Iturrigaray, 16 de octubre de 1808*, Genaro García, *Documentos históricos mexicanos*, 7 v., México, Museo Nacional de Arqueología, Historia y Etnología, 1919, v. II, p. 137-138. Cf: Virginia Guedea, *Los indios voluntarios de Fernando VII., Estudios de Historia Moderna y Contemporánea de México*, México: UNAM, 1986, v. 10, p. 11-83.

¹⁴⁹) No obstante, parece ser que la historia de este mito fundante del pueblo del Anáhuac como ‘pueblo cristiano elegido’ nació 70 años antes que De Mier la reviviera. La misma parece no haberse gestado siquiera en Nueva España. En 1639, en Perú, el cura agustino, oriundo de Chuquisaca, Antonio de la Calancha, supuso que el paraíso terrenal había existido en el Nuevo Mundo, en meso América en concreto y en él había predicado el apóstol Tomás. En Nueva España, fue Carlos de Sigüenza y Góngora el que identificó a Quetzalcóatl con el apóstol Tomás. Héctor

Aguilar Camín, *La invención de México. Notas sobre nacionalismo e identidad nacional; Estudios Públicos*, México D.F: 1994; n° 55; pp: 6-29. Rebeca Earle, *The return of the native. Indians and myth-making in Spanish America, 1810-1930*. Durham: Duke university press, 2007; 22 y ss.

¹⁵⁰) Las primeras líneas del libro de la obra de Mier dicen que tal llamado lo escuchó el pueblo del Anáhuac el 15 de julio de 1808 cuando llegaron a Nueva España la Gaceta de Madrid del 13, 17 y 20 de mayo con las noticias de las abdicaciones de Bayona y la entrega del reino e imperio español a Napoleón. Los aludidos ejemplares fueron recibidos en Veracruz el 13 y le fueron entregadas al virrey dos días después. Las noticias se difundieron en la capital el 15, siendo publicadas el día siguiente. José Guerra [Fray Servando Teresa de Mier y Guerra], *Historia de la Revolución de Nueva España*. Loc. cit.; p. 1. Carolina Da Cunha Rocha, *Chama da fé, luz da razão: o ideário de Frei Servando Teresa de Mier no contexto das independências hispano-americanas; Dissertação apresentada ao Departamento de História da Universidade de Brasília, como requisito parcial à obtenção do grau de mestre em História*. Brasília 2006; *passim*.

¹⁵¹) Suele decirse que fue el franciscano fray Juan de Torquemada quien en su *Monarquía Indiana*, [Los veinte i un libros rituales i monarquía indiana, con el origen i guerras de los indios occidentales, de sus poblaciones, del descubrimiento, conquista, etcétera] publicada en Sevilla en 1615, inició la secuencia mitificadora de los pueblos pre-aztecas mesoamericanos al comparar su cultura e instituciones con los griegos y romanos. **Nuevamente**, Carlos Sigüenza y Góngora repitió la misma identificación tras cultural de la que a finales del siglo XVIII se hizo eco Francisco Xavier Clavijero en su *Historia Antigua de México* [Bolonia, en 1780-81]. El origen de la tesis de Mier concordaba con el descubrimiento en 1790 en el Zócalo de la capital novo hispana de la 'piedra del sol' y la extraña figura de Coatlicue que para Mier –y otros eruditos de la época– demostraría la presencia del apóstol Santo Tomás en el Anáhuac. Para Mier 'mexico' era una inflexión fonética indígena de "Mescico", proveniente del hebreo 'mesías': 'donde está o (donde) es adorado Cristo'; por lo que 'mescico' era lo mismo que cristiano. David Brading *Patriotismo y nacionalismo en la historia de México*; AIH. Actas XII (1995) Del mismo: *El primer historiador de la insurgencia*, Letras libres, México D.F, mayo 2005. José Guerra [Fray Servando Teresa de Mier y Guerra], *Historia de la Revolución de Nueva España*; Loc. cit.; Libro V, p.128 y ss. Christopher Domínguez Michael, *Servando, el historiado*; ISTOR, Dossier; México D.F: CIDE; 2005, n° 21; pp.: 43-59.

¹⁵²) Tal cual lo testimonió durante la causa que le siguió el tribunal de la Inquisición. Juan E. Hernández Dávalos, *Colección Op.cit.*, I, 149-150.

¹⁵³) Juan Hernández y Dávalos, *Colección de documentos para la historia de la guerra de independencia de México de 1808 a 1821*, 6 vols. México: UNAM, 1877-1882; t. II, 169.

¹⁵⁴) Juan E. Hernández Dávalos, *Colección Op.cit.*, I, n° 54. Carlos Herrejón Peredo, *Hidalgo y la nación; Relaciones*; Michoacán: ColMich, 2004, XXV (99); pp. 257-285, alude al documento 126. La apelación a los 'americanos' y la defensa de la religión, en Juan E. Hernández Dávalos, *Colección Op.cit.*, I, n° 51.

¹⁵⁵) Hidalgo fue el primero jefe insurgente en abolir la esclavitud que luego confirmaron Morelos y López Rayón. Hernández y Dávalos, *Op. Cit.*, t. I, 92, *Decreto de abolición de la esclavitud y del tributo pagado por las castas*; Valladolid, 19 de octubre de 1810; *Decreto de abolición de la*

esclavitud, del tributo y demás; Guadalajara, 6 de diciembre de 1810 *lb.*, t.1, 145 y 152, página 256. Edición digital, Juan E. Hernández Dávalos, *Colección Op.cit.*, t.II, 243-244, 256.

¹⁵⁶) Carlos Herrejón Peredo, *Hidalgo y la nación*; *Op.cit.* Hugo Torres Salazar, *La conquista de la nacionalidad mexicana: una alternativa ontológica en los documentos insurgentes, 1810-1821*. *Káñina, Revista Artes y letras*. San José Costa Rica: Universidad de Costa Rica, 2008, XXXII (1); pp. 125-133.

¹⁵⁷) Antonio Gutiérrez Escudero, *Morelos. Siervo de la Nación mexicana, I, Araucaria*. *Revista Iberoamericana de Filosofía, Política y Humanidades*, Santiago de Chile; 2008 (20); pp. . 235-247.

¹⁵⁸) Bando, Aguacatillo, 17 de noviembre de 1810. En 1813 Morelos repetirá que con la sola ‘excepción de los europeos, todos los demás habitantes serán llamados simplemente ‘americanos’ y de manera alguna se hablaría de indios, mulatos u otras castas; por lo que nadie pagaría más un tributo estamental, ni habría más esclavos en lo sucesivo’. Como si no quedara suficientemente zanjado el doble mundo creado entre americanos y europeos, Morelos estatuyó la abolición de cualquier deuda entre americano y europeos, lo que no hizo a la inversa: ‘*Todo americano que deba cualesquiera cantidad a los europeos no está obligado a pagarla; y si fuere lo contrario, el europeo será ejecutado a la paga con el mayor rigor*’ *Cf: Para la memoria histórica. (Archivo coleccionable)*. Morelos abolió la esclavitud en Chilpancingo el 5 de octubre de 1813 *El Buho*. <http://www.reneavilesfabila.com.mx/universodeelbuho/67/67encarte.pdf> (GDL; Viernes, Febrero 11, 2011. Ernesto Lemoine Villacaña, *Morelos. Su vida revolucionaria a través de sus escritos y de otros testimonios de la época*, México, UNAM. 1965; pp. 162-181. También en: David A. Brading, *Bolívar y la república clásica*; *Temas Libres*; México D.F: noviembre, 1983.

¹⁵⁹) Lo anunció el 16 de noviembre de 1810 en el caserío de Aguacatillo, entonces Nueva Galicia,– hoy Colima. Fondo CONDUMEX, Independencia XLI-I, carpeta 124-d.72; *Cf: Juan Ortiz Escamilla, De la subversión clerical al autoritarismo militar: o de cómo el clero perdió sus privilegios durante la guerra civil de 1810*. María Terán, José Antonio Serrano Ortega (Ed.), *Las guerras de Independencia en la América española*; Zamora (Mich): ColMich, 2002; pp. 207 y ss.

¹⁶⁰) Quedó consignado en el bando por el que se estableció la ‘*Suprema Junta Nacional Americana*’ o ‘*Suprema Junta Gubernativa de América*’ aún en nombre de Fernando VII; Zituácara, 19 y 21 de agosto de 1811 que encabezó Ignacio López Rayón. En sus ‘*Elementos constitucionales circulados por el señor Rayón*’ en dichas fechas, este cabecilla de la rebelión en el Noreste novo hispano entrabó todavía más los principios fundacionales americanos: al decretar la independencia –no absoluta– de la ‘América’, se añadió que la soberanía, si bien dimanaba inmediatamente del pueblo, residía en Fernando 7º pero su ejercicio correspondía al ‘*Supremo Congreso Nacional Americano*’ (4º y 5º elementos). El ejercicio del poder político americano sería compartido por el Congreso con un ‘*Protector nacional*’ nombrado por los representantes (17º Elemento) en sustitución efectiva de Fernando VII. Juan E. Hernández Dávalos, *Colección, Op.cit.*, t.III,3 y t.VI, 232, respectivamente. Igual puede leerse en el ‘*Acta solemne*’ del Congreso de Chilpancingo que declaró la independencia, ahora si absoluta aunque el ámbito espacial de tal declaratoria se restringió a la ‘*América Septentrional*’. Juan E. Hernández Dávalos, *Colección, Op.cit.*, t.I, 286. Ernesto de la Torre Villar & José María García Laguardia, *Desarrollo histórico del constitucionalismo hispanoamericano*, México D.F: UNAM; 1976; pp. 19 y ss. Finalmente, el *Decreto constitucional*

expedido en Apatzingán el 22 de octubre de 1814, se habló de la '*América mexicana* y del *Congreso mexicano*. En este, que fue el último de los documentos constituyentes de la primera rebeldía novohispana, el primero plenamente estructurado y que fuertemente influido por el constitucionalismo estadounidense y gaditano, se adoptó una nomenclatura político-administrativa basada en 17 provincias, antecedente primero del futuro federalismo mexicano. Igualmente, se creó el triunvirato como forma de poder ejecutivo. Ernesto de la Torre Villar, *La constitución de Apatzingán y los creadores del Estado mexicano*, México DF: UNAM, 1978; *passim*. Del mismo: *El decreto constitucional de Apatzingán y sus fuentes legales (Estudios comparativos)*, *Estudios de Historia Jurídica*, México DF: UNAM; 1994, pp: 431 y ss.. Natalia Ferreiro, *Las constituciones de Cádiz y Apatzingán*; *Correo del Maestro*; México 2006, Núm. 124.

¹⁶¹⁾ Tal cual lo había referido José María Morelos al dar el '*Reglamento para la reunión del congreso y el de los tres poderes*' del 13 de septiembre de 1813. Juan E. Hernández Dávalos, *Colección.. Op. cit.*, t. VI, 240 y 244,

¹⁶²⁾ Juan E. Hernández Dávalos, *Colección, Op. cit.*, t. VI, 242, p.1 y ss. José María Bustamante fue el primero en otorgar a Morelos la primacía en la creación de un *Imperio del Anáhuac* como mito fundante de la América pos colonial. José María Bustamante, '*Elogio histórico del general don José María Morelos y Pavón*'; *Cuadro Histórico de la Revolución México. Carta primera*. México: Imprenta del Águila, 1823 pp. 1 y ss. Reproducida en Juan E. Hernández Dávalos, *Colección, Op. cit.*, t. VI, 96 (edición digital).

¹⁶³⁾ La primera versión de esta insignia nacional llevaba las iniciales VVM /*Viva la Virgen María*; más tarde Morelos utilizó la misma águila con los ojos y las uñas, igualmente victorioso y la palabra latina *Unum*. José Martín Hurtado Galves, *Los Símbolos Patrios en la construcción de la identidad nacional*; México D.F: Talleres de Mexicana Digital de Impresión; 2005. Moisés Guzmán Pérez, '*En el nombre del señor...*' *Banderas rojinegras en la guerra de independencia novohispana, 1811-1814*; *Estudios de Historia Novohispana*; México D.F.; UNAM; 2004; 31 (31); pp: 37-72.

¹⁶⁴⁾ Ernesto Lemoine Villicaña, *Fray Vicente de Santa María. Boceto de un insurgente olvidado*. *Estudios de Historia moderna y contemporánea de México*; México: UNAM, 1965, vol. 1 (dcto 039); pp:63-124.

¹⁶⁵⁾ Preámbulo del Plan.

¹⁶⁶⁾ Carlos María de Bustamante, en su ya cita 'primera carta' del '*Cuadro histórico...*' [*Op. cit*; p.2] aduce que –según era voz pública– un amigo de la confianza de Iturbide, en esos días coronel de infantería del regimiento de Celaya, le leía la *Historia..* de Fray Servando.

¹⁶⁷⁾ Art. 2° del Plan.

¹⁶⁸⁾ Art. 4° y 7° del Plan.

¹⁶⁹⁾ Art. 24, del Plan.

¹⁷⁰⁾ Art. 1° del Plan.

¹⁷¹⁾ Tratado de Córdoba, Villa de Córdoba, Veracruz, 24 de agosto de 1821; encabezamiento y art. I°.

¹⁷²⁾ Art. XV del Tratado.

- ¹⁷³) *Gaceta Imperial de México*, t.1, 2 de octubre de 1821, p.3. Valdés había sido el coeditor y final publicista de la monumental *Biblioteca Hispano-americana septentrional* acometida por el novo hispano José Mariano Berestian de Souza. Dicha obra tuvo por objeto exaltar la primacía de los valores y producciones intelectuales autóctonos mexicanos e hispanoamericanos. Cf: Rafael Rojas, *Cuba mexicana. Historia de una anexión imposible*; México: SER; 2001, p.132 y ss.
- ¹⁷⁴) Carlos María Bustamante, *Galería...*, Puebla: Oficina del Gobierno Imperial, 1821, pp. 3-7. Cf: *Ib*
- ¹⁷⁵) Según la versión del clérigo Miguel Ramos Arizpe –diputado a Cortes por las PP.II., y quien luego se desmarcó de haber participado en dicha conjura–, los autores del plan fueron Lorenzo Zavala, diputado por Yucatán, otro clérigo Joaquín Carrera y los oficiales Corner y Rotalde. Miguel Ramos Arizpe a Lucas Alamán, París, 15 de septiembre de 1821. Cf: Francisco Javier Rodríguez Gutiérrez, *El doctor José Miguel Ramos Arizpe. Documentos 1808-1822*. Saltillo (Coahuila): Congreso del Estado de Coahuila, 2008 pp. 271 y ss. Curiosamente, en una época tan tardía como 1834, otro clérigo, el presbítero Epigmenio de la Piedra, que había sido diputado en el primer congreso constituyente mexicano cuando Iturbide, en asocio al también cura, Don Carlos Tepisteco, propusieron la adopción de un gobierno monárquico moderado encabezado por un descendiente de Moctezuma cuya elección se haría por sorteo entre doce jóvenes entroncados con la dinastía del emperador Azteca. Una vez más, estos deberían asumir el compromiso de sostener la exclusividad de la religión católica; monarca que de ser blanco debería casarse con una indígena y siendo indígena con una blanca. Javier Ruiz Ocampo, *Don Epigmenio de la Piedra y Auriolos. Un Taxqueño en la Independencia*, Memoria, XXI Congreso Nacional de Cronistas de Ciudades Mexicanas, 16 al 19 de julio del 2008; Tuxtla Gutiérrez (Chiapas): 2008, pp. 231 y s.
- ¹⁷⁶) El 6 de febrero de 1822, José Manuel Herrera, Secretario de Estado y del Despacho de Relaciones, recibió una comunicación escrita en la capital mexicana con los detalles del proyecto del Conde de Moctezuma. El mismo día, el citado Herrera comunicó a Iturbide que el Consejo de la Regencia había acordado se detuviera al Conde de Moctezuma de tocar puerto mexicano. El 18 de febrero del mismo año, desde Veracruz, el Capitán General de dicha provincia, Brigadier General Domingo Luaces, comunicó a Iturbide los antecedentes que poseía la Regencia para creer en la llegada a México del Conde de Moctezuma. Benson Latin American Collection, The University of Texas at Austin; Juan E. Hernández y Dávalos Manuscript Collection; Part V: 1821-1822; folder 1351, Item No.[HD 15-1.1530]; folder 1352, Item No.[HD 15-1.1531] y folder 1367, Item No.[HD 15-1.1533], respectivamente.
- ¹⁷⁷) Como es sabido, el nombre original de este rebelde de Durango que había sido ascendido a Brigadier General por el Congreso de Chilpancingo en 1814, era José Miguel Ramón Aducto Fernández y Félix. Su primer nombre lo escogió en honor a la virgen de Guadalupe y con su apellido singularizó el triunfo político que la patrona mexicana le aseguraría. Derrotadas las huestes patriotas, Victoria permaneció oculto desde 1813 en los montes cercanos a Veracruz de donde reapareció para unirse a Iturbide en 1821.
- ¹⁷⁸) Luis Villoro, *El Proceso Ideológico de la Revolución de Independencia*, México D.F: SEP; 1986, pp: 163 y ss. Cf: Rafael Rojas, *Op. cit*; p. 484
- ¹⁷⁹) Mier había coordinado en Londres y EUA., la finalmente frustrada expedición de Francisco Javier Mina en marzo de 1817. Preso y juzgado por la Inquisición, había sido remitido preso a

España, vía Cuba, donde fue retenido en el Castillo del Morro. Antes de ser sustituido por el nuevo Jefe Superior cubano, Nicolás de Mahy, Juan Manuel de Cagigal había autorizado a mediados de mayo de 1821 su traslado al hospital de San Ambrosio de donde pudo escaparse a fines de dicho mes. Contó para ello con la ayuda de Vicente Rocafuerte, su compañero en Las Cortes de Cádiz, con quien luego compartió su estadía en Londres en el santuario americano de Crafton St. Rocafuerte conspiraba en La Habana a favor de la independencia de Cuba. De Mier llegó a Filadelfia a comienzos de junio de 1821. Christopher Dominguez Michael, *Vida de Fray Servando*, México D.F: Ediciones Era S.A; 2004; pp. 593 y ss.

¹⁸⁰⁾ Durante su reclusión en el fuerte-prisión de San Juan de Ulúa –donde había sido confinado en 1817 tras su regreso a Nueva España–, todavía monarquista de oficio, Fray Servando leyó y alabó la obra del Atabe de Pradt, *De las colonias y de la revolución actual en América* (2 vols) cuya primera edición en español se hizo en 1817, la misma que en Filadelfia fustigó sin ambages. En dicha ciudad, De Mier fue acogido por Manuel Torres, agente de Colombia y quien era un republicano radical y cuya influencia Fray Servando confesó a su amigo, Andrés Bello, el 7 de octubre de 1821, época en que escribió su *Memoria política instructiva*. Víctor Barrera Enderle, *Carta de fray Servando Teresa de Mier a Andrés Bello, Armas y letras* Monterrey: n° 57, pp:51-55. Estela Guadalupe Jiménez Godinach, *El abate De Pradt: un publicista europeo en la consumación de la independencia de México*, en *Humanidades. Anuario*, México D.F: 1974, II; p. 25-32. Igualmente importante fue la influencia del guayaquileño, Vicente Rocafuerte, un todavía más radical republicano y quien en EUA., se dedicó a intrigar en las esferas de Washington en contra del proyecto imperial de Iturbide. Vicente Rocafuerte, *Cartas de un americano sobre las ventajas de los gobiernos republicanos federativos*; México: Imprenta de M. Calero, 1826.

¹⁸¹⁾ Jesús Alberto Navas Sierra, *Utopía y atopía de la hispanidad. El proyecto de confederación hispánica de Francisco Antonio Zea de 1820*; Madrid: Ediciones Encuentro, 2000; pp; y ss.

¹⁸²⁾ Fray Servando Teresa de Mier, *Memoria Política Instructiva. Enviada desde Filadelfia en agosto de 1821 a los Gefes Independientes del Anáhuac, llamado por los españoles Nueva España*, Filadelfia: Impresa por Juan F. Hurtel, 1821, reimpresión en México, en la oficina de D. Mariano Ontiveros, año de 1822, 150 págs. [con Apéndice documental]. En este texto, de Mier aludió a que en Nueva España sobrevivía descendientes de 30 familias reales mexicanas de las que dijo “yo mismo descendo del último [emperador mexicana] y mui digno de serlo...” [p.62 s].

¹⁸³⁾ Considerándose con un pie en la tumba dijo renunciar a cualquier pretensión política en su patria con tal que no hubiera a monarquía si no ‘República Anáhuacense’. *Op. Cit*; p.76

¹⁸⁴⁾ *Dictamen presentado a la Soberana junta gubernativa del Imperio mexicano, por la Comisión de relaciones exteriores, en 29 de diciembre del año de 1821, primero de la independencia*; por los miembros de la Comisión, Juan Francisco de Azcárate, el conde de Casa de Heras y José Sánchez Enciso. Reproducida en, Juan Francisco de Azcárate, *Un programa de política internacional*, México D.F, SER, 1932. Jorge Flores D, *Fuentes para una historia de la diplomacia mexicana. la obra prima, 1810-1824; Estudios de historia moderna y contemporánea de México*; México D.F: 1972 , Vol. 4; pp. 9-62

¹⁸⁵⁾ Llama la atención la segregación que las Cortes hicieron del territorio novo hispano al desprender del mismo las ‘Provincias internas’ y el reino de ‘Guatemala’. *Constitución de Cádiz*

(marzo 19 de 1812), Capítulo I. Del territorio de las Españas: Artículo 10.- “El territorio español comprende en la Península.... En la América septentrional: Nueva España con la Nueva-Galicia y península de Yucatán, Guatemala, provincias internas de Oriente, provincias internas de Occidente, isla de Cuba con las dos Floridas, la parte española de la isla de Santo Domingo y la isla de Puerto Rico con las demás adyacentes a éstas y al continente en uno y otro mar”

¹⁸⁶) *El Nuevo Pacto Social propuesto a la Nación Española para su discusión en las Cortes de 1822 y 1823*. México, 1821.

¹⁸⁷) Art. VII

¹⁸⁸) ‘*Contrato de asociación para la República de los Estados Unidos del Anáhuac*’ y ‘*Proyecto de Constitución política de la República mexicana*’. Maldonado había sido designado por Iturbide miembro de la ‘Soberana Junta Gubernativa’ que ejerció como gobierno provisional del primer Imperio mexicano. A continuación, Maldonado formó parte del Primer Congreso Constituyente mexicano siendo uno de los tres designados para redacción del proyecto de constitución. En esta época fundó el periódico-folleto *El Fanal del Imperio o Miscelánea política* en cuyo primer número incluyó la ya mencionada *Memoria política instructiva* de Fray Servando Teresa de Mier. En 1823 regresó a Guadalajara donde reinició la segunda época de *El Fanal del Imperio mexicano* en el que se publicó el *Contrato de Asociación para la República de los Estados Unidos del Anáhuac*. Cf: *El Fanal*, t. 1, México, y t.II, Guadalajara 1823. Alfonso Noriega, *Francisco Severo Maldonado. El precursor* México: UNAM 1980; p.17 y ss

¹⁸⁹) Art. 124, *Proyecto de constitución...*

¹⁹⁰) Francisco Severo Maldonado, *El Fanal*, tomo 11, p. 22. Cf: Alfonso Noriega; *Op. Cit*, p.35.

¹⁹¹) Art. 126 y 128, *Proyecto de constitución...*

¹⁹²) Art. 384, *Proyecto de Constitución...* Francisco Severo Maldonado, *El Fanal.*, t. II.p. 14 Cf: Alfonso Noriega; *Op. Cit*, p.38.

¹⁹³) Art. 233 a 235, *Proyecto de Constitución...*

¹⁹⁴) Hacia 1828, todavía la diáspora ‘sur americana’ no se había aún consumado totalmente. Entonces once eran nueve las entidades políticas en que se había subrogado la soberanía española y portuguesa en América: el imperio del Brasil, los EE UU mexicanos; las PP II Centroamericanas; Unión Colombia (Venezuela, Nueva Granada, Quito-Guayaquil y Panamá), Perú, Bolivia, Chile, Río de la Plata y Paraguay. El futuro Uruguay aún estaba en manos del Brasil.